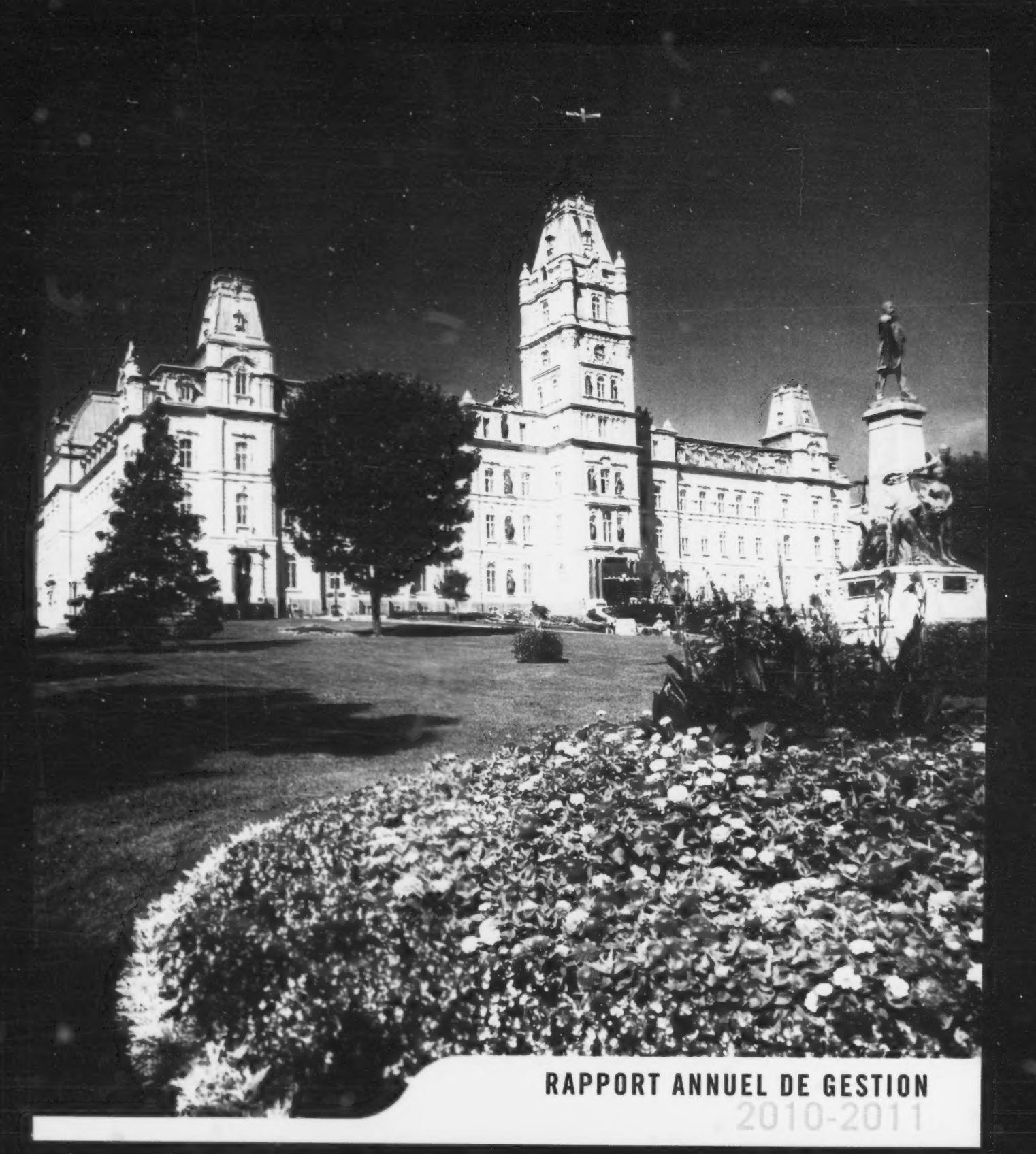


RAPPORT ANNUEL DE GESTION
2010-2011

Ministère des Relations internationales

Québec

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2010-2011

Ministère des Relations internationales

Québec

Page couverture
© Yves Tessier, Tessima/OTCCUQ

Ministère des Relations internationales

Tous droits réservés
Dépôt légal - 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-550-62962-7 (imprimé)
ISBN : 978-2-550-62963-4 (pdf)
© Gouvernement du Québec, 2011

Ce document est imprimé à l'aide d'encres écologiques
sur du papier entièrement composé de fibres recyclées.

RAPPORT ANNUEL DE GESTION
2010-2011

TABLE DES MATIÈRES

Message de la ministre iii
Message du sous-ministre iv
Déclaration de la Direction v
Rapport de validation de la Direction de la vérification interne et de l'évaluation v
Avant-propos vi

FAITS SAILLANTS 2010-2011 1

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE 3

2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES 7
- 2.1 Organisations internationales et travaux multilatéraux 7
- 2.2 Francophonie 13
- 2.3 Amérique du Nord 16
- 2.4 Europe 22
- 2.5 Marchés porteurs d'Asie et d'Amérique du Sud 30
- 2.6 Solidarité et développement international 35
- 2.7 Orientation et coordination 39
- 2.8 Gestion 41
- 2.9 Services aux clientèles 44

3. AUTRES RÉSULTATS DU MINISTÈRE EN 2010-2011 47
- 3.1 Visites officielles et cérémonial d'État 47
- 3.2 Correspondance officielle, privilèges et immunités 47
- 3.3 Missions et événements 48

4. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES 51
- 4.1 Information et renseignements 51
- 4.2 Consultation des clientèles sur les services 53
- 4.3 Sélection des projets et des candidatures 55
- 4.4 Autre engagement 56

5. UTILISATION DES RESSOURCES 57
- 5.1 Ressources humaines 57
- 5.2 Ressources financières 59
- 5.3 Ressources informationnelles et gestion immobilière 61
- 5.4 Évaluation et vérification 64

6. RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES 65
- 6.1 Résultats du Plan d'action de développement durable 2009-2013 pour l'année 2010-2011 65
- 6.2 Changements climatiques 74

7. AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES 75
- 7.1 Accès à l'information et protection des renseignements personnels 75
- 7.2 Emploi et qualité de la langue française 76
- 7.3 Programme d'accès à l'égalité en emploi 77
- 7.4 Politique de financement des services publics 77
- 7.5 Bonis au rendement 77

ANNEXES 79

MESSAGE DE LA MINISTRE

Québec, septembre 2011

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la Loi sur l'administration publique et à la Loi sur le ministère des Relations internationales, j'ai l'honneur de vous transmettre le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2011.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre des Relations internationales
et ministre responsable de la Francophonie,

Monique Gagnon-Tremblay

MESSAGE DU SOUS-MINISTRE

Québec, septembre 2011

MADAME MONIQUE GAGNON-TREMBLAY
Ministre des Relations internationales et
ministre responsable de la Francophonie
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Ministre,

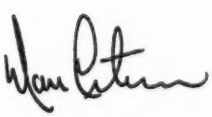
C'est avec plaisir que je vous présente le Rapport annuel de gestion 2010-2011 du ministère des Relations internationales.

Ce rapport fait état des résultats obtenus par le Ministère à l'égard des engagements pris dans son Plan stratégique 2008-2011, dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2010-2011, dans sa Déclaration de services et dans son Plan de développement durable 2009-2013. Il présente également les résultats 2010-2011 des indicateurs d'activité du réseau des représentations du Québec à l'étranger et de l'information concernant l'utilisation des ressources. Finalement, il répond aux différentes exigences législatives et gouvernementales en vigueur.

Je remercie le personnel du Ministère pour son engagement continu et sa compétence dans l'accomplissement de notre mandat.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Le sous-ministre,



MARC CROTEAU

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

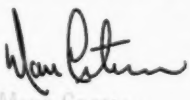
Les renseignements contenus dans le présent Rapport annuel de gestion relèvent de notre responsabilité. Celle-ci porte sur l'exactitude et la fiabilité des données contenues dans le Rapport.

Le Rapport annuel de gestion 2010-2011 du ministère des Relations internationales :

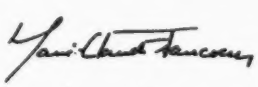
- Décrit fidèlement la mission, les mandats et les orientations stratégiques du Ministère;
- Présente les objectifs établis, les réalisations et les résultats atteints.

Nous déclarons que le Rapport annuel de gestion 2010-2011 du Ministère présente fidèlement les résultats obtenus par rapport à ses engagements.

À notre connaissance, les données et les contrôles y afférents sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2011.

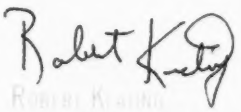


MARC CROTEAU,
sous-ministre



MARIE-CLAUDE FRANCOEUR,
sous-ministre adjointe aux politiques et affaires francophones et multilatérales

sous-ministre adjointe et chef du Protocole p.i.



ROBERT KEATING,
sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales

BERNARD DUBOIS,
directeur général de l'administration

RAPPORT DE VALIDATION DE LA DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE ET DE L'ÉVALUATION

Québec, septembre 2011

MONSIEUR MARC CROTEAU
Sous-ministre
Ministère des Relations internationales
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Monsieur le Sous-ministre,

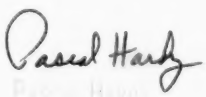
Nous avons procédé à l'examen de l'information présentée dans le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice terminé le 31 mars 2011. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de l'information incombe à la direction du Ministère.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en nous basant sur les travaux relatifs à cet examen.

Notre examen a été effectué en se référant aux normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Nos travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à effectuer des révisions de calculs, à documenter le fonctionnement des mécanismes de compilation et à discuter de l'information fournie. Notre examen ne constitue pas une vérification.

Au terme de cet examen, nous n'avons rien relevé qui porte à croire que les résultats et les renseignements présentés dans le Rapport annuel de gestion 2010-2011 du ministère des Relations internationales ne sont pas, à tous égards importants, plausibles et cohérents.

Le directeur de la vérification interne et de l'évaluation,



PASCAL HARDY

AVANT-PROPOS

Le Rapport annuel de gestion 2010-2011 du ministère des Relations internationales (MRI) présente un portrait des principales réalisations du Ministère pour cette année financière. Il vise essentiellement à informer les parlementaires et la population de sa performance en lien avec l'atteinte de ses objectifs, et ce, comme le prescrit notamment la Loi sur l'administration publique.

Pour ce faire, on y présente d'abord les faits saillants pour l'exercice 2010-2011. Par la suite, une présentation détaillée des résultats et du contexte du MRI pour l'année visée se divise en sept sections :

- La première présente le Ministère et le réseau des représentations du Québec à l'étranger;
- La deuxième dévoile les résultats atteints par le Ministère en regard des objectifs fixés dans son Plan stratégique 2008-2011 ainsi que dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2010-2011;
- La troisième propose d'autres réalisations du MRI en 2010-2011, soit les activités liées au Protocole, les visites officielles et le cérémonial d'État, les missions et les événements ainsi que la correspondance officielle, les privilèges et les immunités;
- La quatrième décrit les résultats obtenus par le Ministère relativement aux engagements de sa Déclaration de services;
- La cinquième présente le portrait des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles du MRI au 31 mars 2011. De plus, elle passe en revue les activités d'évaluation et de vérification réalisées en 2010-2011;
- La sixième fait état des résultats du Plan d'action de développement durable 2009-2013;
- La septième rend compte des exigences provenant des cadres législatif et administratif gouvernementaux, notamment l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

De l'information complémentaire sur le Ministère est également offerte en annexe; elle porte notamment sur les principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger ainsi que sur les résultats des indicateurs d'activité pour celui-ci.

FAITS SAILLANTS
2010-2011

XIIIe Sommet de la Francophonie à Montreux

Participation du gouvernement du Québec à ce Sommet qui a donné lieu à la reconnaissance, par 70 chefs d'État et de gouvernement, du rôle des entités fédérées dans la mise en œuvre des engagements internationaux dans leurs domaines de compétence. Le Sommet a aussi permis de déposer une résolution conjointe Québec-Haïti reconnaissant Haïti comme pays prioritaire pour la Francophonie. Il a en outre entériné la proposition du Secrétaire général de la Francophonie de tenir à Québec en 2012 le premier Forum mondial de la langue française.

Rencontre alternée des premiers ministres du Québec et de la République française à Paris

Élaboration des grandes priorités des relations franco-québécoises pour les prochaines années, dont le Plan Nord, l'économie et l'innovation, le développement durable, le 50e anniversaire de la Délégation générale du Québec à Paris ainsi que l'immigration et l'intégration des immigrants.

Mission en Afrique du Sud de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Participation à la 5e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires et soutien à une quinzaine d'entreprises et d'organismes québécois dans leurs efforts de prospection et de pénétration du marché sud-africain.

Action en matière d'environnement et de changements climatiques

Coprésidence par le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, en compagnie du premier ministre de l'Australie du Sud, du segment gouvernemental du 4e Sommet des leaders sur les changements climatiques organisé par le Climate Group, en marge de la 16e Conférence des Parties (COP 16) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Participation au Delhi Sustainable Development Summit

Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en Inde. À cette occasion, le ministre a présenté les grands enjeux environnementaux et le potentiel de développement durable au Québec. Il a aussi participé à huit rencontres ministérielles de niveau fédéral. De plus, il a pris la parole lors d'une table ronde portant sur les enjeux de l'Accord de partenariat économique global (CEPA) Canada-Inde.

Entente Québec-Ontario sur la reconnaissance mutuelle des professions réglementées

Signature d'arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) pour 46 professions et métiers.

Intérêts pour le secteur privé en Haïti

Interventions structurées autour des deux axes prioritaires : le partage de l'expertise et le soutien au développement économique. Un partenariat avec Développement international Desjardins (DID) a été développé, le projet « Fonds de développement de l'entrepreneuriat pour les micros et les petites entreprises en Haïti » permettra d'appuyer plus de 1 000 entreprises haïtiennes assurant un emploi à plus de 4 500 familles réparties sur l'ensemble du territoire.

Signature d'une entente entre le Québec et le Nouveau-Hampshire et participation à l'organisation d'une mission économique dans le Nouveau-Hampshire

Reconnaissance par le Vermont et la National Association of Regulatory Utility Commissioners (NARUC) du caractère renouvelable de la grande hydraulique et signature d'un contrat d'approvisionnement à long terme (2012-2038) en électricité conclu entre Hydro-Québec (HQ) et des distributeurs de cet État.

Positionnement du Québec auprès de décideurs et d'intervenants du milieu ferroviaire

Participation à de nombreux forums et amorce de plusieurs démarches auprès des décideurs et des intervenants du milieu afin de promouvoir le développement de liaisons ferroviaires de passagers entre le Québec et les États-Unis et de positionner le Québec comme partenaire de premier plan pour le développement d'un réseau de train rapide dans le Nord-Est du continent.

Projet visant le renforcement de la reddition de comptes des représentations du Québec à l'étranger

Poursuite du projet visant le renforcement de la reddition de comptes des représentations du Québec à l'étranger. En 2010-2011, 21 représentations du Québec à l'étranger rendent compte des résultats associés à quatre indicateurs. Au total, ce sont 2 430[2] entreprises qui ont été appuyées par ces représentations lors de la dernière année ainsi que 1 878 artistes, organismes culturels ou entreprises culturelles.

[1] Le Rapport utilise la formulation « le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie » pour faire référence à M. Pierre Arcand, qui a occupé cette fonction au début de l'exercice 2010-2011, tandis que « la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie » se rapporte à Mme Monique Gagnon-Tremblay, nommée à cette fonction le 11 août 2010.

[2] Il est à noter que ces totaux présentent la somme des entreprises, artistes et organismes et entreprises culturelles appuyés par les différentes représentations du Québec à l'étranger. Ainsi, ces résultats peuvent inclure la même entreprise ou le même artiste à plus d'une reprise, si ceux-ci ont été appuyés par des représentations différentes.

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE

Mission du Ministère : promouvoir et défendre les intérêts du Québec au plan international, en s'assurant du respect de ses compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale

VISION

Un ministère au cœur d'une action internationale efficace, conçue et conduite pour le bénéfice de la population québécoise selon les principes du développement durable.

MANDAT

En vertu de sa loi constitutive, le Ministère assume les responsabilités suivantes :

- Conseiller le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales;
- Établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- Veiller à la négociation et à la mise en œuvre d'ententes internationales;
- Veiller aux intérêts du Québec lors de la négociation d'accords internationaux et au respect de ses engagements internationaux;
- S'assurer de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec (PIQ);
- Assurer la représentation du Québec à l'étranger.

En plus de ses fonctions de conseil, de représentation et de négociation, le Ministère coordonne l'organisation des missions gouvernementales à l'étranger ainsi que les activités de coopération découlant d'ententes internationales. Enfin, il assume la responsabilité confiée à la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie relativement à l'action humanitaire internationale.

STRUCTURE ET ORGANISATION DU MRI

L'organigramme du ministère des Relations internationales, présenté à l'annexe 8, comprend quatre secteurs, soit « Politiques et affaires francophones et multilatérales », « Affaires bilatérales », « Protocole et missions » ainsi qu'« Administration ». La Direction de la vérification interne et de l'évaluation (DVIE), la Direction des affaires juridiques, la Direction des communications et des affaires publiques ainsi que le Secrétariat relèvent directement de l'autorité du sous-ministre. Le portrait des ressources humaines est présenté à la section 5 intitulée « Utilisation des ressources ».

RÉSEAU DES REPRÉSENTATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

AU 31 MARS 2011

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES

- Bruxelles
- Londres
- Mexico
- Munich
- New York
- Paris
- Tokyo

DÉLÉGATIONS

- Atlanta
- Boston
- Chicago
- Los Angeles
- Rome

Le Québec compte 29 représentations réparties dans 17 pays. La délégation générale est dirigée par un délégué général, qui est nommé par le gouvernement et qui représente le Québec dans tous les secteurs d'activité qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec. La délégation est dirigée par un délégué, qui est nommé par le gouvernement et qui représente le Québec dans des secteurs d'activité tels que le commerce, l'éducation, la coopération culturelle et scientifique.

Les bureaux et les antennes agissent dans des secteurs d'activité déterminés. Les bureaux sont dirigés par un directeur nommé par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie alors que les antennes sont dirigées par un employé recruté localement. Par ailleurs, le Québec exerce ses compétences en participant aux travaux de certains forums internationaux et est représenté auprès de la Francophonie et de l'UNESCO.

La Politique internationale du Québec, publiée en 2006, prévoyait un redéploiement du réseau des délégations et des bureaux du Québec à l'étranger afin de mieux positionner le Québec sur les marchés émergents et auprès de ses partenaires stratégiques. Ainsi, de 2006 à 2009, le Ministère a procédé à l'ouverture de bureaux en Inde (Mumbai) et au Brésil (São Paulo), attribué un statut supérieur aux représentations d'Atlanta, de Berlin, de Munich et de Rome ainsi que renforcé la présence du Québec en Chine (Beijing et Shanghai), au Japon

BUREAUX		ANTENNES	REPRÉSENTATIONS AUPRÈS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES
· Barcelone	· São Paulo	· Milan	· Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Paris
· Beijing	· Shanghai	· Santiago	· Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris
· Berlin	· Stockholm	· Séoul	
· Damas	· Vienne	· Taipei	
· Hong Kong	· Washington		
· Mumbai			

(Tokyo), en Italie (Milan) et aux États-Unis (Los Angeles et Washington). En 2010, un bureau d'Investissement Québec (IQ) a été ouvert à Stockholm, en Suède.

Sous la responsabilité du MRI, ces représentations comptent à leur service des experts de plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il s'agit principalement du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et d'Investissement Québec.

Le redéploiement du réseau a d'ailleurs permis de bonifier les services offerts par les bureaux et les délégations aux milieux des affaires, culturel, institutionnel, universitaire et scientifique québécois ainsi qu'aux investisseurs et aux partenaires étrangers du Québec. L'annexe 1 présente de l'information sur les principales activités des représentations du Québec à l'étranger et l'annexe 2 précise la répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger.

Lors de ses missions, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie promeut et défend les intérêts du Québec à l'étranger. Elle vise également à renforcer les actions des représentations en rencontrant de nombreux interlocuteurs dans des dossiers clés tels que le développement économique du Québec, la promotion du potentiel énergétique et la mise en valeur de l'expertise québécoise et institutionnelle.

2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 1

Accroître la présence, l'action et l'influence du Québec dans le cadre des travaux des organisations et des conférences internationales et lors des négociations touchant ses intérêts

2.1 ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TRAVAUX MULTILATÉRAUX

OBJECTIF 1.

Assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales

Plusieurs enjeux débattus dans les organisations internationales relèvent des compétences de l'Assemblée nationale du Québec. Les normes qui y sont adoptées ont fréquemment des incidences sur l'orientation des politiques du Québec et sur l'évolution de ses lois et règlements. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec, en concertation avec le gouvernement fédéral, suit les travaux de ces organisations internationales pour défendre les intérêts de la société québécoise. Les organisations et les conférences internationales où le gouvernement du Québec assure une présence sont celles qui abordent les domaines de sa compétence et de ses intérêts, soit la culture, l'éducation, la lutte aux changements climatiques, l'habitat et les questions urbaines, la gestion des ressources naturelles (eau, forêt et patrimoine génétique), les droits de la personne et du travail ainsi que les enjeux de sécurité et de santé publique.

INDICATEUR 1 **Conférences ou événements auxquels participent des représentants du Québec et nature des interventions**

En 2010-2011, le MRI a soutenu la participation du gouvernement du Québec à 22 conférences et événements multilatéraux[3]. Dans la majorité des cas, le Ministère a coordonné l'élaboration de la position du Québec en assurant une concertation étroite avec les autres ministères et les représentants de la société civile.

Les tableaux qui suivent présentent les principaux résultats liés à l'environnement et aux ressources naturelles ainsi qu'aux droits de la personne et du travail.

[3] Par conférences et événements multilatéraux, on entend la participation du gouvernement du Québec au sein des délégations canadiennes, notamment aux travaux des organisations suivantes : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Conseil des droits de l'homme, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des États américains (OEA), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), UNESCO et Organisation internationale du travail (OIT).

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
16e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et 6e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto Interventions par le premier ministre et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs sur différentes tribunes et auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Insistance sur la très haute importance accordée par le gouvernement du Québec au dossier des changements climatiques. Réaffirmation du leadership et du rôle déterminant joués par les États fédérés dans l'élaboration et dans la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs à la lutte contre les changements climatiques. (Cancún, 29 novembre au 10 décembre 2010) Participation du premier ministre et du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au 4e Sommet des leaders sur les changements climatiques qui se déroulait en marge de la Conférence de Cancún. (Cancún, 6 et 7 décembre 2010)	Appui logistique et breffage sur les enjeux pour la participation du premier ministre et du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la Conférence. Participation, au sein de la délégation canadienne, aux sessions de négociations onusiennes. Appui dans la démarche de reconnaissance du rôle des États fédérés et des gouvernements régionaux dans la lutte contre les changements climatiques. Partenaire : ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)
9e réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages Participation aux négociations devant mener à l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, soit le Protocole de Nagoya, qui complète la Convention sur la diversité biologique. (Montréal, 10 au 16 juillet 2010 et 18 au 21 septembre 2010)	Coordination des relations avec le gouvernement fédéral. Partenaire : MDDEP
10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique Présentation de la position du Québec en matière de diversité biologique, appui à l'adoption d'un protocole international et défense de l'inclusion de références au rôle des États fédérés dans le Plan d'action sur les gouvernements sous-nationaux, les villes et autres autorités locales pour la diversité biologique 2011-2020. (Nagoya, 18 au 29 octobre 2010)	Soutien à l'organisation de la mission. Participation, au sein de la délégation canadienne, aux travaux de la Conférence, incluant la session de négociations du Protocole de Nagoya. Appui à la démarche de reconnaissance du rôle des États fédérés dans le maintien et dans la protection de la biodiversité. Coordination des relations avec le gouvernement fédéral. Partenaire : MDDEP

DROITS DE LA PERSONNE ET DU TRAVAIL

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
55e session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) Participation du Québec au sein de la délégation canadienne dans le contexte de la création de la nouvelle entité ONU-Femmes. Présence d'une représentante du gouvernement du Québec aux rencontres et aux travaux d'évaluation des progrès de la situation de la femme, à des tables rondes sur les thèmes de « L'élimination de la violence faite aux femmes et aux filles » et de « L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la science, à la technologie et à l'emploi ». (New York, 22 février au 4 mars 2011)	Coordination de la mission. Coordination des relations avec le gouvernement fédéral. Partenaire : MCCCF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
9e session de l'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones Participation, au sein de la délégation canadienne, pour s'informer des meilleures pratiques de gouvernance en ce qui a trait aux Nations autochtones et assurer une veille quant à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007. (New York, 18 au 23 avril 2010)	Coordination de la position québécoise. Partenaires : Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), ministère de la Justice du Québec (MJQ)
99e session de la Conférence internationale du travail Participation d'un représentant du Ministère, à titre de porte-parole du Canada, à l'élaboration d'une convention relative aux travailleuses et aux travailleurs domestiques. (Genève, 2 au 13 juin 2010)	Coordination des contributions du Québec aux positions canadiennes. Partenaires : ministère du Travail (MTRAV), Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), MICC

INDICATEUR 1 **Cadre développé pour faciliter la participation du gouvernement du Québec aux positions et aux délégations canadiennes**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Délégations canadiennes dans différents forums internationaux Le MRI communique régulièrement les positions du Québec à ses homologues fédéraux et intervient au besoin auprès des autorités du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) pour assurer la présence de représentants québécois au sein des délégations canadiennes dans différents forums internationaux.	Participation à l'élaboration des positions canadiennes. Participation au sein des délégations canadiennes.

OBJECTIF 2.

Consolider la participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'OEA

Le mandat universel de l'UNESCO en matière de culture, d'éducation, de science et de communication revêt un intérêt considérable pour l'essor de la société québécoise. Signé en mai 2006, l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO (Accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO) assure la présence québécoise lors des travaux des différentes instances de cette organisation. Cet accord permet au gouvernement du Québec d'apporter directement sa contribution aux travaux de l'Organisation, notamment dans les grands enjeux touchant l'éducation, la culture, l'environnement ainsi que les communications.

Par ailleurs, l'action menée auprès de l'OEA permet de suivre étroitement les enjeux interaméricains dont les développements sont susceptibles d'avoir une incidence sur les intérêts du Québec, notamment sur les plans de la sécurité et de la justice, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse. Ce travail, qui se traduit par une participation de représentants du Québec aux travaux des instances de l'OEA, favorise également la promotion et la défense des positions du Québec dans les secteurs qu'il priorise. Le gouvernement du Québec apporte également une contribution aux travaux menés par ce forum hémisphérique afin de favoriser le développement, la reconstruction et la stabilité politique d'Haïti.

INDICATEUR 1 — **Nature des projets pour lesquels le Québec fait valoir ses positions**

UNESCO

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
50e Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO Intervention du premier ministre du Québec pour souligner la collaboration active du gouvernement et l'engagement de la société civile québécoise aux travaux de l'UNESCO. Diffusion de la première brochure d'information Québec-UNESCO. Participation au lancement du Rapport mondial de l'UNESCO sur la diversité culturelle et formulation de commentaires à cet égard. (Québec, 6 au 8 mai 2010)	Accueil des participants. Coordination et élaboration de la position québécoise. Partenaires : MCCCF, MICC, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), MDDEP, SAA
Consultations de l'UNESCO Élaboration de commentaires complétant la position du Canada sur divers instruments normatifs ou projets d'instrument, tels que la Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace, le projet de Recommandation sur la conservation des paysages urbains historiques et le projet de Déclaration de principes éthiques en rapport avec le changement climatique.	Application de l'Accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO. Coordination et élaboration des positions québécoises. Partenaires : MCCCF, ministère des Services gouvernementaux (MSG), MDDEP
Création de la chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) Contribution aux travaux de l'UNESCO en matière de milieux marins par la création de la chaire de recherche. (Rimouski, 1er octobre 2010)	Concertation avec le gouvernement fédéral pour la création de la chaire UNESCO de l'UQAR. Coordination des ministères québécois intéressés à la création de la chaire à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Partenaires : MDDEP, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), Pêches et Océans Canada, conférences régionales des élus (CRÉ)
5e Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles Participation d'un représentant du gouvernement du Québec à cette conférence, organisée par le Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, à l'invitation conjointe de la France et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Il s'agissait d'une première participation du gouvernement du Québec à cet événement. (Paris, 3 au 7 mai 2010)	Application de l'Accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO. Participation à une table ronde pour les régions, provinces et autres autorités locales et prise de parole du représentant du MDDEP pour discuter des responsabilités des États fédérés en matière de milieux marins. Partenaire : MDDEP

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Relations interaméricaines Participation du gouvernement du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la 40e Assemblée générale de l'OEA portant sur le thème « La paix, la sécurité et la coopération dans les Amériques ». Renforcement du positionnement du Québec sur les enjeux interaméricains et prise de connaissance des grandes orientations de l'OEA pour l'année à venir. (Lima, 6 au 8 juin 2010) Première visite au Québec du secrétaire général adjoint de l'OEA, dont le programme incluait un entretien avec la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi qu'une rencontre de travail regroupant les ministères et organismes concernés par les travaux de l'OEA. (Québec, novembre 2010) Mission à Washington de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles qui a notamment rencontré le secrétaire général adjoint de l'OEA et le secrétaire des relations extérieures de l'Organisation. (Washington, D.C., avril 2010)	Consolidation de la présence du Québec au sein de l'OEA par le suivi des liens établis avec les autorités politiques de l'Organisation. Coordination du programme de visite du secrétaire général adjoint de l'OEA. Coordination du programme de mission de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles pour le volet OEA. Partenaires : ministère de la Sécurité publique (MSP), MJQ, MCCCF, MELS, Secrétariat à la jeunesse (SAJ), Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), MICC
Sécurité publique Participation d'un représentant du gouvernement du Québec, au sein de la délégation canadienne, à la Deuxième Réunion d'experts en sécurité publique, en prévision de la Troisième Réunion des ministres en matière de sécurité publique des Amériques. Contribution au renforcement de la sécurité continentale en favorisant l'échange d'expertise et en faisant valoir la position québécoise. (Santiago, 17 et 18 novembre 2010)	Participation au sein de la délégation canadienne. Partenaire : MSP
Soutien à Haïti Participation active de représentants du Québec aux réunions du Groupe des amis d'Haïti ainsi qu'aux autres travaux de l'OEA visant le développement, la reconstruction et la stabilité politique de la République d'Haïti.	Renouvellement de l'affectation d'une ressource occupant les fonctions de coordonnateur du dossier Haïti à l'OEA. Appui aux travaux de l'OEA visant le développement, la reconstruction et la stabilité politique de la République d'Haïti.

INDICATEUR 2 — Mécanismes de concertation développés avec les ministères sectoriels

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
4e réunion du Comité interministériel relatif à l'UNESCO Participation à la 4e réunion du Comité interministériel relatif à l'UNESCO. Cette rencontre aura permis de dresser un bilan de la participation du gouvernement du Québec à la 35e Conférence générale de l'UNESCO ainsi que des principaux événements sectoriels prévus dans le cadre de la programmation de l'UNESCO 2010-2011. (Québec, 10 novembre 2010)	Coordination du Comité. Partenaires : MCCCF, MELS, MSG, MDDEP, MRNF, MDEIE, MICC, Commission de l'éthique, de la science et de la technologie (CEST)
Comité interministériel sur l'Organisation des États américains Direction des travaux du comité interministériel sur l'OEA. Ces derniers ont permis d'associer les ministères sectoriels et organismes concernés par les travaux prioritaires de l'Organisation pour le gouvernement du Québec en 2010-2011. Des positions ont été développées puis soutenues dans le cadre des travaux de l'OEA pour les secteurs de la sécurité publique, de la justice, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse ainsi que pour les secteurs visant le développement et la reconstruction d'Haïti.	Coordination des consultations. Concertation des positions du Québec. Partenaires : MSP, MJQ, MELS, MCCCF, SAJ

OBJECTIF 3

Contribuer à ce que plus de 100 pays aient ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles d'ici à 2009 et appuyer la mise en œuvre de cette Convention

Depuis la fin des années 1990, le Québec collabore activement avec le gouvernement du Canada, d'autres gouvernements, les milieux culturels et l'Organisation internationale de la Francophonie au dossier de la diversité des expressions culturelles. Cette participation vise à faire reconnaître le droit des États et des gouvernements d'adopter, de mettre en œuvre et de financer les politiques et les mesures qu'ils jugent appropriées en vue du développement et de la promotion des biens et des services culturels sur leur territoire.

L'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par l'UNESCO, en octobre 2005, a constitué une étape importante en vue d'une reconnaissance du droit des États en cette matière. La Convention est entrée en vigueur en 2007, après avoir franchi le cap des 30 ratifications nécessaires. La ratification de la Convention par le plus grand nombre possible de pays de même que l'adoption des directives opérationnelles qui l'accompagnent visent à permettre une efficacité accrue de cet instrument international.

INDICATEUR 1

Nombre de ratifications et nature des interventions à cet égard

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles Ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO par 116 pays, dont 7 entre le 1er avril 2010 et le 31 mars 2011.	Poursuite du plan d'action visant à accroître le nombre de ratifications. Sensibilisation de ministres, d'ambassadeurs, de consuls généraux et de personnalités lors de visites, de discours et d'entretiens divers de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Engagement soutenu des chefs de poste du réseau des représentations du Québec à l'étranger. Renouvellement de l'appui financier à la société civile. Partenaires : MCCCF, MDEIE, Coalition pour la diversité culturelle (CDC)

INDICATEUR 2

Nature des mesures de mise en œuvre proposées ou appuyées par le Québec

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
4e session ordinaire du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles Participation, au sein de la délégation canadienne, à une session du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Adoption de quatre projets de directives opérationnelles relatives : > aux mesures destinées à assurer la visibilité et la promotion de la Convention; > au partage de l'information et à la transparence (article 9 de la Convention); > à l'éducation et à la sensibilisation du public (article 10); > à l'échange, à l'analyse et à la diffusion de l'information (article 19). À la demande du gouvernement du Québec, présentation, par le Secrétariat de l'UNESCO, d'un état des lieux concernant la mise en œuvre et le suivi de la Convention. (Paris, 29 novembre au 3 décembre 2010)	Concertation avec le gouvernement fédéral sur les positions à défendre et à promouvoir. Prises de parole par le représentant du gouvernement du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO. Partenaire : MCCCF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Séminaire du Réseau international des juristes pour la diversité des expressions culturelles (RIJDEC) Participation au séminaire du RIJDEC portant sur la mise en œuvre de l'article 13 de la Convention relatif à l'intégration de la culture dans le développement durable. (Québec, 7 au 9 octobre 2010)	Appui financier et participation aux travaux du RIJDEC. Partenaires : MCCCF, RIJDEC (société civile)

2.2 FRANCOPHONIE

OBJECTIF 4.

Contribuer à la modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Composée de 56 membres et de 19 observateurs, l'OIF constitue un haut lieu d'expression de l'action internationale du Québec. L'un des effets directs du succès du XII[e] Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en octobre 2008, a été la consolidation de la place qu'occupe le Québec au sein de l'OIF, comme en témoigne sa présence à la présidence de la Commission de coopération et de programmation au cours de l'année 2010-2011. Cette commission a joué un rôle primordial dans les efforts de modernisation de la gestion et de la gouvernance de l'OIF, objectif que le Québec poursuit afin que les décisions prises par les pays se traduisent le plus efficacement possible par des actions et des résultats.

INDICATEUR 1 Modification du format des sommets

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Orientation des débats autour de thématiques au Sommet de Montreux À l'exemple du Sommet de Québec, présentation de débats thématiques portant notamment sur la langue française lors du Sommet de Montreux.	Plaidoyer, au sein des instances de la Francophonie et lors d'entretiens avec les représentants suisses, pour que soient préservés les acquis du Sommet de Québec.

INDICATEUR 2 Adoption de règles de bonne gouvernance par l'OIF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Programmation quadriennale Adoption et mise en œuvre, par les instances de l'OIF, d'une programmation quadriennale (2010-2014) basée sur la gestion par résultats.	Rôle stratégique joué par le Québec lors de l'élaboration de la programmation quadriennale 2010-2014, et ce, en agissant notamment comme président de la Commission de coopération et de programmation. Représentations auprès des décideurs et des chargés de dossiers.
Programmes, politiques et stratégies de l'OIF Systématisation de l'évaluation des programmes et des politiques ainsi que des stratégies de l'OIF et de ses opérateurs dans les domaines de la formation des maîtres, de la stratégie égalité homme/femme et du Parlement francophone des jeunes.	Participation aux instances francophones pertinentes, dont le Conseil permanent de la Francophonie (CPF), la Commission de coopération et de programmation et le conseil d'administration de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Appui financier de 400 000 $ à l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM). Représentations politiques auprès de décideurs ciblés et préparation de notes d'intervention.

OBJECTIF 5.

Consolider l'influence du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie

Participant aux travaux des instances de l'OIF, le Québec a fait valoir ses intérêts lors de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage (Sommet de la Francophonie), tenue à Montreux, en octobre 2010. Par son action et son influence, le Québec a eu un impact sur les travaux et sur la Déclaration du XIII[e] Sommet de Montreux.

Le Québec a notamment confirmé son leadership en matière de promotion de la langue française au sein des organisations internationales. Le premier ministre du Québec a pris la parole devant ses pairs à l'ouverture des travaux ainsi que lors des débats thématiques, dont celui portant sur la langue française. Le Sommet de Montreux a en outre permis aux autorités politiques de tenir des entretiens avec plusieurs chefs d'État et de gouvernement ainsi qu'avec plusieurs ministres étrangers.

INDICATEUR 1 — Participation aux instances de l'OIF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
XIII[e] Sommet de la Francophonie de Montreux. Par sa participation et ses interventions, influence du premier ministre sur les discussions entre les chefs d'État et de gouvernement à l'ouverture officielle du Sommet et lors des débats thématiques portant notamment sur le thème de la langue française. (Montreux, 22 au 24 octobre 2010)	Dans le cadre des travaux menés par la délégation québécoise, participation aux 16 rencontres de rédaction de la Déclaration de Montreux.
26[e] Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) Prise en compte de préoccupations québécoises à la suite de l'intervention de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie appelant à construire sur les avancées du Sommet de Québec, notamment dans le renforcement de la collaboration avec l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et avec les opérateurs, plus particulièrement l'AUF et TV5. (Montreux, 20 et 21 octobre 2010)	Développement des positions québécoises, préparation des notes d'entretien. Coordination interministérielle. Organisation de la mission.
80[e] Session du Conseil permanent de la Francophonie Plaidoyer du Québec pour une réflexion rigoureuse portant sur les règles d'appartenance à la Francophonie institutionnelle. Le CFP a d'ailleurs fait écho à cette proposition en confiant au Québec la présidence du Groupe de travail sur les règles d'appartenance. Ce nouveau groupe devra faire des propositions pour le prochain Sommet de la Francophonie en 2012. (Paris, 17 mars 2011)	Développement des positions québécoises et des représentations politiques en amont. Préparation de notes d'information et d'intervention.

INDICATEUR 2 > **Questions traitées par l'OIF et ses instances qui concordent avec les intérêts du Québec**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Langue française Promotion de la langue française, une question prioritaire pour le Québec et sa Politique internationale. Cette question est devenue également un sujet important des instances de la Francophonie en raison de l'action du MRI. À cet égard, en clôture du Sommet de Montreux, le premier ministre du Québec a offert d'accueillir en 2012 le premier Forum mondial de la langue française. Mettant à contribution la société civile, et plus particulièrement les jeunes, ce forum sera l'occasion de mener une réflexion sur l'avenir de la langue française ainsi que sur les moyens d'assurer son influence et son rayonnement. Par ailleurs, le Ministère contribue financièrement à différentes initiatives de l'OIF en faveur de la langue française. Cette contribution permet à la Francophonie de disposer, par exemple, de données fiables provenant des locuteurs de langue française.	Plaidoyer pour que la langue française soit au cœur de l'action de la Francophonie. Soutien à la mise sur pied du commissariat général d'organisation du Forum mondial de la langue française, notamment par la mise à disposition de personnel. En 2010-2011, contribution financière de 87 500 $, pour le soutien du travail de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone.
Changements climatiques et développement durable Actions du MRI visant les changements climatiques et le développement durable, enjeux centraux pour de nombreux membres de la Francophonie. Participation du Québec aux concertations francophones portant sur la protection de la diversité biologique en marge des grandes conférences internationales sur le climat à Cancún et à Nagoya.	Contribution financière de 225 440 $ à dix projets en développement durable. Il s'agit de la mise en œuvre d'un engagement pris en ce sens au Sommet de la Francophonie tenu à Québec en 2008. Contribution financière de 30 000 $ à l'Atlas *Biodiversité de la Francophonie : Richesses et Vulnérabilités*, publié par l'OIF en 2010.
Haïti Haïti, priorité de l'action du Québec. Avec le Sommet de la Francophonie de Montreux, Haïti est devenu le lieu d'action privilégié pour la solidarité francophone.	Dépôt d'une résolution conjointe Québec-Haïti, adoptée à l'unanimité, reconnaissant Haïti comme pays prioritaire pour la Francophonie.

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 2

Contribuer au développement du Québec et à son rayonnement en intensifiant ses actions auprès des gouvernements et des différents réseaux d'influence des pays, États fédérés ou régions prioritaires

2.3 AMÉRIQUE DU NORD

OBJECTIF 6.

Conduire avec les partenaires nord-américains des initiatives visant à favoriser l'accès aux marchés, notamment par le développement des corridors de commerce et par une participation active à des regroupements d'États

La vitalité du Québec est fortement tributaire de ses liens avec les États-Unis, qui accueillent près de 70 % de ses exportations internationales. Avec ses 300 millions de consommateurs, ses nombreuses entreprises en quête d'occasions d'investissement, de biens et de services, ce pays représente toujours un potentiel considérable de développement pour l'économie québécoise.

Afin de positionner le Québec comme un partenaire de premier plan pour les États-Unis et de bénéficier de toutes les possibilités qu'offre ce marché, le ministère des Relations internationales a coordonné l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis, accompagnée d'un plan d'action 2010-2013 comprenant 38 mesures. La Stratégie a été rendue publique en janvier 2010, à l'issue d'un Forum ministériel qui a regroupé les acteurs clés du gouvernement du Québec.

Cette stratégie comprend une série d'actions concertées afin d'intensifier les relations avec les États-Unis et de :

- Susciter et encourager des occasions d'affaires pour les entreprises québécoises ainsi que favoriser les interventions dans les secteurs où les orientations de l'Administration américaine créent des occasions en ce sens;
- Aider les entreprises à implanter des stratégies de commercialisation adaptées et appuyer davantage leur intégration dans les réseaux commerciaux porteurs;
- Positionner le Québec comme partenaire clé des États-Unis dans plusieurs domaines, notamment en matière d'énergie, d'environnement, de transport et de sécurité;
- Promouvoir le savoir-faire québécois sur le territoire américain;
- Contribuer à la notoriété de l'excellence québécoise en recherche et en innovation.

INDICATEUR 1 **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
34e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC) Participation du premier ministre à cette conférence. Cinq résolutions ont été adoptées, dont l'une à l'initiative du Québec appuyant la volonté des gouvernements canadien et américain d'entreprendre rapidement des discussions qui visent à élargir les obligations en matière de marchés publics. Les conférenciers québécois ont également présenté l'action du Québec dans les domaines de l'intermodalité. (Lenox, 12 et 13 juillet 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, ministère des Transports du Québec (MTQ)
Conférence annuelle de la Southeastern United States-Canadian Provinces Alliance (SEUS-CP) Participation du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à la SEUS-CP, une alliance dédiée à favoriser les échanges commerciaux, technologiques et scientifiques de même qu'à promouvoir les investissements. Le premier ministre s'est entretenu avec les gouverneurs de la Géorgie, du Mississippi et du Tennessee. Il a aussi prononcé deux allocutions devant un parterre de gens d'affaires en provenance de six États américains et de sept provinces canadiennes. Le premier ministre était accompagné d'une délégation d'affaires comprenant 20 personnes. (Biloxi, 11 et 12 avril 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, IQ
Biotechnology Industry Organization (BIO2010) Participation du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à l'événement BIO2010, au cours duquel ils se sont entretenus avec le gouverneur de l'État de l'Illinois, les dirigeants de Sanofi-aventis, les dirigeants de Smurfit-Stone, le chef de la direction de Contract Manufacturing Businesses of Draxis Specialty Pharmaceuticals ainsi que les représentants des entreprises de biotechnologies et partenaires présents. Cet événement a suscité la participation de 69 entreprises québécoises. (Chicago, 3 et 4 mai 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, IQ
Déjeuner-conférence du New England-Canada Business Council et du Centre financier international de Montréal Allocution du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie qui présentait les grandes lignes de la Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis. Il s'est aussi entretenu avec l'un des représentants de l'État du Massachusetts au Congrès américain ainsi qu'avec le secrétaire adjoint au département des Transports du Massachusetts. (Boston, 17 et 18 juin 2010)	Organisation de la mission. Partenaire : MDEIE
Mission portant sur la promotion de l'hydroélectricité Allocution du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie au Woodrow Wilson Center. Lors de cette mission, le ministre a aussi participé à des rencontres bilatérales avec la première sous-secrétaire adjointe de l'Office of Electricity Delivery and Energy Reliability du Department of Energy avec l'une des représentantes de l'État de New York au Congrès américain, avec le vice-président aux affaires internationales de la U.S. Chamber of commerce ainsi qu'avec deux sénateurs américains. (Washington, 22 au 24 juin 2010)	Organisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MRNF
Mission économique dans l'État de New York Entretiens du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à New York avec le vice-président senior pour le développement économique international et le directeur général de l'Empire State Development de même qu'avec le maire adjoint aux opérations de la Ville de New York, rencontre au cours de laquelle ont été abordées des questions relatives aux échanges commerciaux, à l'offre hydroélectrique québécoise et au développement d'une liaison ferroviaire à haute vitesse entre Montréal et New York. (New York, 23 et 24 juin 2010)	Organisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MRNF, MTQ

INDICATEUR 2

Démarches visant à faciliter la fluidité aux frontières

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Développement d'un réseau de train rapide dans le Nord-Est du continent Positionnement du Québec comme partenaire de premier plan pour le développement d'un réseau de train rapide dans le Nord-Est du continent, notamment par la nomination en juin 2010 de M. Raymond Chrétien à titre d'émissaire dans ce dossier. Amorce de nombreuses démarches auprès des décideurs américains, tant dans les États de la région qu'auprès du gouvernement fédéral américain.	Appui au positionnement et aux démarches politiques. Partenaire : MTQ
Conférence de la US High Speed Rail Association Participation du ministre des Transports à cette conférence, pendant laquelle il a fait valoir la volonté du Québec d'appuyer le développement de corridors de train à haute vitesse entre Montréal et New York et entre Montréal et Boston. Le ministre s'est entretenu avec le secrétaire des Transports des États-Unis, qui avait déjà rencontré le premier ministre en février 2010. Lors de cette dernière rencontre, il a été convenu de mettre en place un groupe de travail conjoint Québec-États-Unis. (New York, 14 au 16 novembre 2010)	Appui à l'organisation de la mission. Partenaire : MTQ
Conférence de la North America's Corridor Coalition (NASCO) Participation du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie au Leadership Meeting, en marge de la Conférence de la NASCO, une organisation dédiée à promouvoir le développement d'un corridor de commerce multimodal au centre du continent. Le ministre s'est entretenu en bilatéral avec le président de la NASCO, avec la présidente et chef de la direction du Greater Des Moines Partnership, avec le président et chef de la direction de Acciona North America Wind Power. (Des Moines, 16 juin 2010)	Organisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MRNF, MTQ
Mission dans l'État de New York Mission du ministre des Transports dans l'État de New York, au cours de laquelle il s'est entretenu avec différents intervenants de haut niveau : le lieutenant-gouverneur de l'État, la commissaire des Transports, le président du comité des Transports au Sénat de l'État, un sénateur de l'État ainsi que le leader de la majorité démocrate à l'Assemblée de l'État. Le développement de services ferroviaires rapides de passagers entre Montréal et New York a été au cœur des entretiens. (Albany, 15 mars 2011)	Appui à l'organisation de la mission. Partenaire : MTQ
Négociations pour la création d'un périmètre de sécurité nord-américain Correspondances officielles entre le Canada et les États-Unis portant sur la création d'un périmètre de sécurité nord-américain. Cette participation visait à réitérer auprès du gouvernement fédéral le souhait du gouvernement du Québec d'être associé au processus de négociations, pour une mise en œuvre complète de toute entente qui pourrait assurer une plus grande fluidité des échanges commerciaux entre les deux pays, tout en renforçant leur sécurité mutuelle.	Coordination interministérielle au Québec en vue d'une prochaine consultation fédérale-provinciale par le coprésident canadien du groupe de travail « Par delà la frontière », créé le 4 février 2011.

OBJECTIF 7

Positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés, notamment en matière de changements climatiques et de gestion de l'eau

Le rôle des États fédérés et des régions est primordial et déterminant dans la lutte contre les changements climatiques, particulièrement en Amérique du Nord. En effet, le leadership de certains États américains et de certaines provinces canadiennes a déjà incité leurs gouvernements fédéraux respectifs à poser des gestes concrets tels que la réglementation sur les échappements des véhicules automobiles. Parmi les intérêts et les domaines à privilégier, la Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis précise celui « d'assurer le leadership du Québec sur les plans énergétique et environnemental ».

Le Québec a adhéré à la Western Climate Initiative (WCI) et est membre du Climate Registry, en plus d'être actif au sein de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.

De plus, le Québec entend prendre une part active dans le processus de mise sur pied d'un marché du carbone nord-américain. Il souhaite également poursuivre la défense de ses intérêts dans le domaine de la gestion durable des eaux. Dans ce dernier domaine, le Québec entretient des relations avec plusieurs États américains, notamment en vertu de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent ainsi que des ententes concernant les lacs Champlain et Memphrémagog.

Enfin, le Québec peut apporter une contribution significative à l'atteinte des objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) des États américains en mettant en valeur son potentiel hydroélectrique et en augmentant ses exportations d'énergie propre et renouvelable.

INDICATEUR 1 : **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

INDICATEUR 2 : **Nature des collaborations établies**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
34e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada Participation du premier ministre à la CGNA/PMEC. La promotion des énergies renouvelables et la lutte aux changements climatiques ont été au cœur des échanges. Les conférenciers québécois ont également présenté l'action du Québec dans les domaines des technologies émergentes en énergie. (Lenox, 12 et 13 juillet 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, MTQ
Climate Week NYC Participation du premier ministre et du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la cérémonie d'ouverture de l'édition 2010 de la Climate Week NYC, au cours de laquelle le premier ministre a fait valoir la contribution du Québec, des États fédérés et des régions à la réduction des GES et à la lutte aux changements climatiques. Il s'est aussi entretenu avec le gouverneur de l'État de New York. Le ministre a participé à une table ronde portant sur les véhicules électriques réunissant les membres d'EV20, une alliance d'entreprises et de représentants gouvernementaux, où il a fait valoir les initiatives québécoises en matière de promotion des véhicules électriques. (New York, 20 septembre 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, MTQ
Commission des Grands Lacs et Great Lakes Day Participation du délégué du Québec à Chicago à la réunion semestrielle de la Commission des Grands Lacs et à l'événement Great Lakes Day, dont l'objectif est de trouver des solutions régionales à des problèmes communs, notamment en ce qui a trait à la réglementation sur les eaux de ballast. (Washington, 28 février au 2 mars 2011)	Appui à la préparation de la réunion et participation à cette dernière. Partenaires : MTQ, MDDEP, MRNF

OBJECTIF 8 :

Positionner le Québec comme un acteur majeur en matière d'approvisionnement énergétique, principalement auprès des États du Nord-Est américain et des autorités fédérales américaines

Le Québec doit s'assurer que les nouvelles législations, tout comme les futures politiques américaines en matière d'énergies renouvelables, lui permettent :

- De compter sur une approche à long terme, valorisant un approvisionnement flexible en électricité, qui n'écarte pas l'électricité de source hydraulique en provenance du Québec;
- Une pleine utilisation des infrastructures de transmission existantes;
- L'aménagement de nouveaux corridors d'exportation;
- La conclusion de contrats à long terme.

INDICATEUR 1 — **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

INDICATEUR 2 — **Actions de promotion sur le territoire**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
An Act Relating to Renewable Energy Reconnaissance par le Vermont de l'hydroélectricité comme une énergie propre et renouvelable sans égard à la puissance des installations de production. Cette reconnaissance a été entérinée par une loi adoptée en juin 2010 et intitulée An Act Relating to Renewable Energy.	Interventions afin de faciliter les contacts politiques entre le Québec et le Vermont. Partenaires : MRNF, HQ
Contrat d'approvisionnement en électricité avec le Vermont Signature, en présence du premier ministre et du gouverneur du Vermont, d'un contrat d'approvisionnement à long terme (2012-2038) en électricité conclu entre Hydro-Québec et des distributeurs de cet État. Le contrat prévoit la fourniture au Vermont d'un maximum de 225 mégawatts d'électricité. (Essex, 12 août 2010)	Organisation de la mission du premier ministre : préparation, exécution et suivi. Partenaires : MRNF, HQ
Reconnaissance par la National Association of Regulatory Utility Commissioners Reconnaissance par la NARUC de l'hydroélectricité comme énergie propre et renouvelable. Comme cette association représente les commissions étatiques qui réglementent les services publics essentiels (énergie, eau, télécommunications et transport) aux États-Unis, il s'agit d'une décision importante qui va aider le Québec dans ses efforts pour faire valoir les avantages de l'hydroélectricité auprès des autorités américaines. (Atlanta, novembre 2010)	Collaboration à la coordination de la mission : préparation, exécution et suivi. Partenaires : MRNF, HQ
Northeast International Committee on Energy (NICE) Participation active du Québec au sein du NICE avec ses partenaires des États de la Nouvelle-Angleterre et des provinces maritimes de même qu'au sein du Groupe de travail Québec-Vermont en matière d'énergies vertes et de commerce.	Collaboration à la préparation des participations, à leur exécution et aux suivis. Partenaires : MRNF, HQ

OBJECTIF 9

Consolider et approfondir les liens avec le gouvernement central mexicain et avec certains États afin de créer un climat propice à l'accroissement des échanges

La Politique internationale du Québec considère le Mexique comme un pays prioritaire. Depuis 1980, le Québec y possède une représentation, la Délégation générale du Québec à Mexico. Les principaux axes d'intervention sur ce territoire sont la consolidation et l'accroissement des échanges économiques de même que l'intensification des relations avec les États mexicains, notamment ceux de Jalisco, du Nuevo León et de Guanajuato.

Les États mexicains ont pris une importance croissante dans la dynamique politique et économique de la fédération mexicaine. Les secteurs de la culture et de l'éducation présentent également des perspectives intéressantes pour le Québec au Mexique. En plus de la recherche et de l'innovation, ils constituent deux piliers de la relation entretenue avec ce pays.

INDICATEUR 1 : **Nature des liens établis**

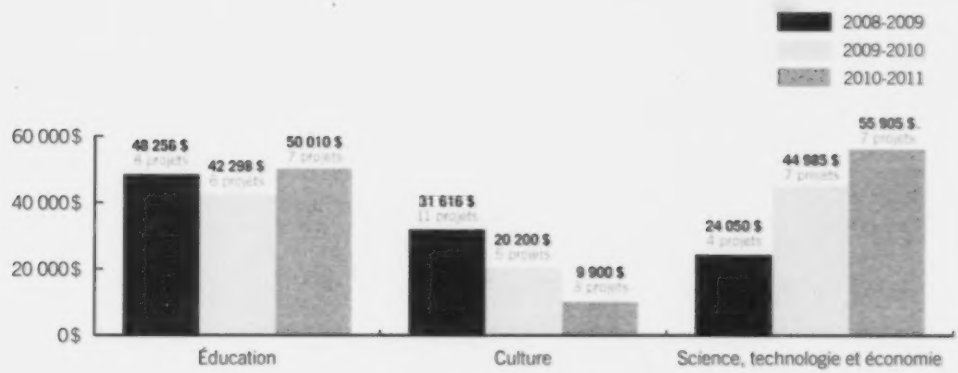
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Échanges avec le président du Mexique Entretiens du premier ministre du Québec avec le président du Mexique, M. Felipe Calderón. Le premier a eu lieu à Montréal, le 28 mai 2010, et le second, à Cancún, le 5 décembre 2010, alors que le premier ministre exerçait la présidence du Sommet des leaders du Climate Group. Lors de ces entretiens, les échanges ont principalement porté sur des préoccupations communes : les situations économiques du Québec et du Mexique, la mobilité de la main-d'œuvre, l'imposition de visas par les autorités fédérales canadiennes ainsi que le rôle des États fédérés dans le dossier des changements climatiques.	Coordination de l'accueil, de l'accompagnement et du suivi. Partenaires : MDEIE, MDDEP, MELS, MCCCF
Entente en matière de formation professionnelle et technique Signature et mise en œuvre de l'Entente en matière de formation professionnelle et technique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Mexique (avril 2010). Cette entente privilégiera les échanges et la coopération dans les domaines d'intérêts communs suivants : l'ingénierie éducative, l'étude et la réalisation d'outils et de matériel didactique, la formation de formateurs de même que la mobilité étudiante et professorale. La première rencontre du comité de suivi de l'entente s'est tenue à Mexico, le 26 novembre 2010.	Coordination des négociations, des signatures et de la mise en œuvre de l'entente. Partenaires : MELS, Cégep international
Promotion des études supérieures au Québec Promotion des études supérieures au Québec dans les villes de Guadalajara (État de Jalisco) et de Mexico (district fédéral). Une « Journée du Québec » a été organisée à Guadalajara où une dizaine d'établissements d'enseignement supérieur ont pu faire la promotion de leur institution. La programmation de cette journée incluait également la présentation de conférences portant sur la recherche et l'innovation, sur les procédures d'immigration au Québec ainsi que sur le système scolaire québécois. Les représentants des institutions d'enseignement ont aussi participé à la foire Expo Excelencia Universitaria. (Mexico, 23 au 28 novembre 2010)	Coordination de la planification et de la tenue des événements. Partenaires : MELS, MICC, MCCCF, MDEIE, diverses institutions d'enseignement supérieur
Mission du directeur de l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF) de l'Université Laval Mission du directeur de INAF dans l'État de Jalisco et dans la ville de Mexico afin d'établir les bases d'échanges dans le domaine. Une dizaine de rencontres auprès de représentants gouvernementaux, d'entreprises privées, d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont été réalisées. (21 au 25 février 2011)	Coordination de la planification, de l'accompagnement et des suivis. Partenaires : MDEIE, Université Laval (UL)
Ententes de coopération Québec-Mexique Mise en œuvre d'ententes de coopération entre le Québec et les États de Jalisco et du Nuevo León, incluant la tenue de réunions des comités de suivi et le financement de quatre projets menés conjointement par des institutions québécoises et mexicaines de ces deux États.	Coordination des négociations. Partenaires : MELS, MDEIE, UL, Université de Sherbrooke (UdeS), UQAM, École nationale d'administration publique (ENAP)

INDICATEUR 2 : **Projets de coopération réalisés**

Les gouvernements du Québec et du Mexique ont convenu, en 1982, de créer un instrument formel de coopération : le Groupe de travail Québec-Mexique (GTQM). Ce dernier, qui se réunit tous les deux ans, est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre une programmation biennale d'activités de coopération, en fonction des thèmes ciblés et des priorités définies par les gouvernements québécois et mexicain. Le GTQM est placé sous la coordination du ministère des Relations internationales et du Secrétariat des relations extérieures (SRE) du Mexique. Quelques mois avant la rencontre du GTQM, le MRI et le SRE lancent un appel à projets auprès de la société civile. Ces projets doivent être déposés à la fois au Québec et au Mexique, car ils sont évalués conjointement par les parties.

La XII[e] Rencontre du Groupe de travail Québec-Mexique s'est tenue à Mexico le 16 octobre 2009 et a permis de confirmer la programmation pour la biennie 2009-2011. En 2010-2011, 17 projets de coopération ont été soutenus par le Ministère, pour un total de 115 815 $ offerts en financement comparativement à 107 483 $ en 2009-2010 et à 103 922 $ en 2008-2009. La répartition du financement par secteur est illustrée dans la figure de la page suivante.

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



2.4 EUROPE

OBJECTIF 10.

Avec la France, s'assurer, par des interventions ciblées, de développer les secteurs suivants : la coopération entre et avec les régions, l'environnement, la modernisation de l'État et la reconnaissance des qualifications professionnelles

Les échanges issus de la coopération franco-québécoise contribuent, dans un large spectre, à la promotion des intérêts de la société québécoise. Les retombées permettent notamment d'améliorer le développement régional, les politiques environnementales, la gestion de l'État ainsi que l'intégration de la population immigrante. Le 26 novembre 2010, à l'occasion de la 16e Rencontre alternée des premiers ministres du Québec et de la République française, l'importance et les bénéfices de cette coopération pour les deux sociétés ont été réitérés.

Le Plan Nord, le développement durable, la mobilité professionnelle et l'intégration des immigrants font partie des priorités énoncées en lien avec le présent objectif. En ce qui concerne les Québécois qui désirent aller travailler en France, ils bénéficieront des possibilités accrues qu'offre une meilleure reconnaissance de leurs qualifications professionnelles acquises sur notre territoire. Également, la société québécoise profitera de l'apport de travailleurs français qualifiés qui, en plus de combler des besoins de main-d'œuvre temporaires ou permanents, partageront leurs connaissances, leurs techniques et leur expertise.

INDICATEUR 1

Mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles[4]

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Signature d'arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) Au cours de l'année 2010-2011, des ARM ont été signés pour 9 professions et 37 métiers. Des négociations avec les autorités françaises étaient également en cours pour les autres professions et fonctions visées par l'Entente. Ces signatures s'ajoutent à celles des deux dernières années. Elles permettent ainsi de faciliter la reconnaissance des qualifications professionnelles d'un total de 68 professions et métiers du Québec. Des engagements à conclure un ARM ont également été signés pour six professions et huit fonctions. En 2010-2011, 53 ARM, pour autant de professions et de métiers, sont devenus effectifs au Québec.	Coordination des négociations avec les autorités compétentes françaises. Accompagnement des autorités compétentes québécoises lors de l'élaboration des projets d'ARM et d'engagement. Appui aux différents partenaires québécois pour intégrer les principes de l'Entente ainsi que des ARM à leur réglementation. Partenaires : autorités françaises (ordres professionnels, Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat - APCMA -, Commission des titres d'ingénieurs (CTI), ministères chargés de la Santé, des Affaires étrangères et européennes, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur), ordres professionnels du Québec, Office des professions du Québec (OPQ), Commission de la construction du Québec (CCQ), Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), MTRAV, MESS, MJQ
Deuxième réunion du Comité bilatéral ministériel de l'Entente Cette rencontre a entre autres permis de faire le point sur l'état des négociations des ARM pour les professions, fonctions et métiers et de déposer le rapport annuel des secrétaires généraux du Comité bilatéral. Le Comité bilatéral a par ailleurs adopté deux décisions. La première concerne la mise à jour de la liste des autorités compétentes et la seconde crée un groupe de travail franco-québécois, dont le mandat est d'évaluer l'impact de la signature de l'Entente et des ARM qui en découlent sur le flux de personnes induit par la mise en œuvre de l'Entente. (Québec, 3 juin 2010)	Collaboration à l'organisation de la deuxième réunion du Comité bilatéral. Collaboration à la rédaction du rapport annuel des secrétaires généraux du Comité bilatéral. Collaboration à la préparation des décisions du Comité bilatéral. Partenaires : autorités françaises (ordres professionnels, APCMA, CTI, ministères chargés de la Santé, des Affaires étrangères et européennes, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur), ordres professionnels du Québec, OPQ, CCQ, CPMT, MTRAV, MESS, MICC, MJQ

INDICATEUR 2

Nature et portée des interventions

La 62e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) a notamment permis le développement de nouveaux projets portant sur les thématiques déjà identifiées ci-dessus : la coopération entre et avec les régions, l'environnement, la modernisation de l'État et la reconnaissance des qualifications professionnelles. Les projets d'envergure régionale sont financés par le Fonds franco-québécois de coopération décentralisée (FFQCD), dont l'enveloppe budgétaire a été augmentée cette année, passant de 235 000 $ à 300 000 $. Les résultats probants de cette biennie ont fait l'objet d'une valorisation lors de la séance plénière de la 63e session de la CPCFQ, tenue à Québec, le 9 mars 2011 et des 4es Assises franco-québécoises de la coopération décentralisée à Lyon, le 31 janvier 2011. En outre, les 3 appels à projets pour la 63e session de la CPCFQ et du FFQCD ont permis de sélectionner des projets conformes aux priorités ministérielles.

[4] Le libellé de cet indicateur a été mis à jour puisque l'entente visée par ce dernier a été signée en 2008.

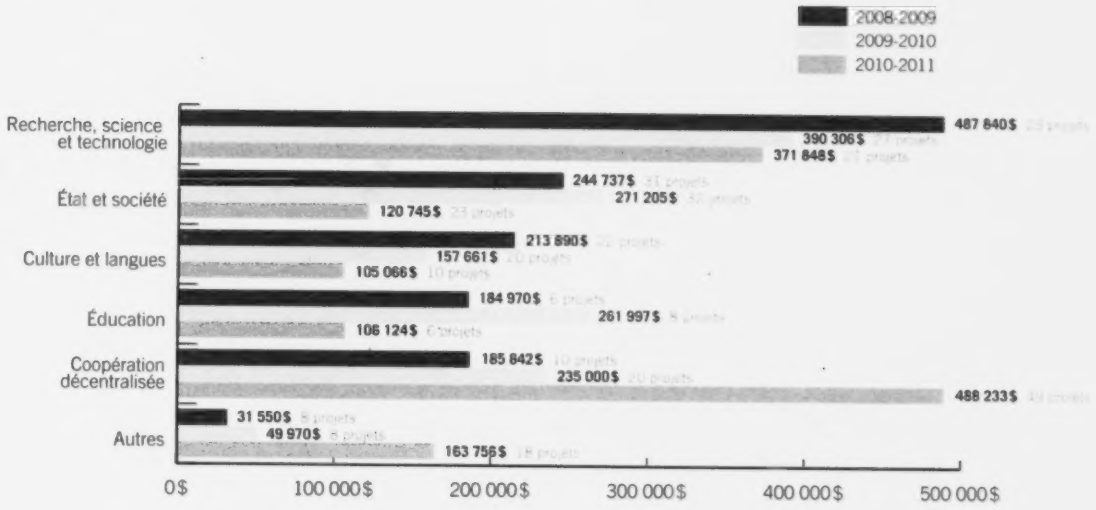
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Coopération avec les régions Finalisation de la première biennie (2009-2011) du FFQCD, au cours de laquelle 24 projets ont été financés. Parmi ceux-ci, deux ont servi de catalyseur pour la préparation et la tenue du Symposium franco-québécois 2010, événement réunissant les créneaux d'excellence québécois et les pôles de compétitivité français. Ce dernier a rassemblé 700 personnes et permis la signature de 26 projets de coopération. Quatre autres ont servi à la préparation des 4es Assises franco-québécoises de coopération décentralisée. Lancement de la biennie 2011-2013. Des 50 candidatures déposées lors de l'appel à projets, 31 projets ont été sélectionnés. Le FFQCD bénéficie d'un financement gouvernemental annuel qui a été doublé en 2010 par rapport au montant de 2008. Conformément à la volonté des premiers ministres, celui-ci s'élève à 300 000 $ du côté québécois et à 200 000 € du côté français.	Collaboration avec les collectivités territoriales françaises et les ministères partenaires pour la réalisation des activités. Appui aux entretiens politiques du premier ministre et des ministres sectoriels avec des présidents et des vice-présidents de conseils régionaux. Partenaires : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), MDEIE, MCCCF, MDDEP, MELS, MESS, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Consulat général de France à Québec (CGF)
Environnement Poursuite des échanges de haut niveau dans le cadre du Groupe de travail franco-québécois sur le développement durable et l'environnement : > Identification de sept thématiques prioritaires pour l'appel à projets de la 63e session de la CPCFQ, comparativement à quatre lors de la dernière biennie, dont la protection de la biodiversité, la gestion de l'eau et des bassins hydriques et les politiques publiques en matière de développement durable. > Suivi de trois projets issus du Groupe de travail portant sur : les instruments économiques et les produits financiers appliqués au domaine de l'environnement, la gestion des matières résiduelles et les indicateurs de développement durable. > Initiation des échanges sur la thématique de l'analyse des risques en environnement.	Rôle de soutien et d'accompagnement pour le Groupe de travail. Partenaires : MDDEP, ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement de la France (MEDDTL), CGF
Dans le cadre de la coopération franco-québécoise : suivi et finalisation des 13 projets de la 62e CPCFQ, financement d'un projet à la mi-parcours et validation de 19 projets pour la 63e biennie (incluant 7 projets du FFQCD).	Coordination, analyse et validation des nouveaux projets déposés. Octroi des budgets en prévision de la prochaine biennie (170 000 $ comparativement à 163 000 $ en 2010-2011).
Modernisation de l'État Échange d'expertise administratif sous l'égide du Comité franco-québécois de modernisation de l'État, notamment en matière de : > Formation et renouvellement des ressources humaines. Depuis avril 2010, coordination du Programme franco-québécois d'échanges de fonctionnaires par le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec (3 participants cette année). > Grands projets d'infrastructures publiques. Utilisation de la plateforme interactive permettant l'échange et le partage de l'information entre la Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (MAPPP), France, et Infrastructure Québec. > Services aux usagers. Examen de certains services en ligne existants afin de dégager les bonnes pratiques en termes de communication écrite (clarté du langage, simplicité des démarches, accessibilité et lisibilité de l'information).	Collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor et le CGF pour assurer la coordination du comité et de ses sous-comités.

COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

Le Ministère a clôturé la programmation de la 62e session de la CPCFQ et du FFQCD. En 2010-2011, une somme de 1,36 M$ a été versée et 127 projets[5] de coopération ont bénéficié d'un financement. La 63e session de la CPCFQ s'est tenue le 9 mars 2011 et a validé la programmation pour le prochain biennum.

[5] Le terme « projet » inclut également les programmes liés à la coopération franco-québécoise.

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE



OBJECTIF 11.

En Europe, faire la promotion du projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès des interlocuteurs politiques et des décideurs économiques

Les négociations de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE) ont officiellement été lancées le 6 mai 2009. Depuis cette date, six séances de négociations ont eu lieu, en alternance à Bruxelles et à Ottawa. Des consultations auprès des exportateurs et des intervenants en coopération ont également été tenues, permettant ainsi d'élaborer les positions du Québec à la lumière des besoins et des recommandations des différents milieux concernés. Des efforts soutenus ont permis d'appuyer les négociations dans certains secteurs. Les retombées estimées pour le Québec étant importantes, soit l'accès à un marché de près de 500 millions de personnes, les démarches de promotion de cet accord auprès des partenaires, tant québécois qu'européens, se sont multipliées.

INDICATEUR 2.1 **Nature des initiatives prises**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
INSTITUTIONS EUROPÉENNES	
Connaissances sur l'Union européenne	
Accroissement des connaissances sur l'UE du réseau des ministères québécois impliqués dans la négociation de l'AECG, notamment par la tenue, au Québec, d'une séance de formation dispensée par un expert et professeur de la National School of Government de Londres.	Organisation de la séance de formation. Partenaire : MDEIE

[6] Un ajustement méthodologique en lien avec le Rapport annuel de gestion 2008-2009 a été réalisé afin d'amener une précision sur le financement. Ainsi, les dépenses consenties pour les projets réalisés ou amorcés en 2009-2010 et en 2010-2011 remplacent les sommes accordées pour apporter un meilleur éclairage sur les dépenses du Ministère. L'unité de référence est celle des années financières afin de faciliter la compréhension du lecteur.

Reconnaissance des qualifications professionnelles Soutien à la reconnaissance des qualifications professionnelles entre le Canada et l'UE, notamment par la tenue d'un séminaire sur la reconnaissance des qualifications professionnelles à l'intention des États membres de l'UE et de la Commission européenne. (Bruxelles, 30 mars 2011)	Organisation et financement du séminaire.
Promotion de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne Promotion de l'AECG, notamment par le soutien d'activités de promotion, par des échanges d'information et des discussions à l'intention de la société civile (ex. : Ateliers Schuman, Cercle Europe de l'Université Laval).	Organisation des activités et des entretiens ainsi que financement des activités.
ROYAUME-UNI **Promotion de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne** Entretiens du premier ministre du Québec et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le haut-commissaire sortant du Royaume-Uni à Ottawa, le nouveau haut-commissaire et le consul général du Royaume-Uni à Montréal pour faire la promotion de l'AECG.	Préparation des entretiens et suivi. Partenaires : Haut-commissariat du Royaume-Uni à Ottawa, Consulat général du Royaume-Uni à Montréal

OBJECTIF 12.

Consolider et développer les relations avec les régions d'Europe

Le développement des relations politiques avec certains pays européens d'intérêt prioritaire pour le Québec favorise l'établissement de partenariats dans différents domaines. Ces collaborations concernent notamment des entrepreneurs, des universitaires, des chercheurs et des artistes qui ont l'occasion de faire connaître leur expertise à l'étranger et de s'enrichir de celle de leurs partenaires. Sur le plan gouvernemental, il est dans l'intérêt du Québec de créer des alliances et des collaborations avec d'autres entités fédérées ou des regroupements de régions d'Europe. Cette action commune aide à promouvoir des enjeux stratégiques pour l'avenir du Québec.

INDICATEUR 1 **Réseau de contacts établis**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
ITALIE Mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Italie. En plus de représenter le gouvernement du Québec à la cérémonie de canonisation de frère André en la Cité du Vatican, la ministre s'est déplacée dans deux régions italiennes (Abruzzes et Lombardie). Ces visites se sont inscrites en continuité avec les missions ministérielles précédentes. À Rome, la ministre a notamment signé une déclaration commune avec le président de la Région des Pouilles, région la plus industrialisée du Sud de l'Italie, en vue de collaborations industrielles et technologiques. (L'Aquila, Rome, Milan et Vatican, 14 au 19 octobre 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MDEIE
ROYAUME-UNI Organisation d'un colloque intitulé « Devolution in a Globalized World » à Chatham House (Royal Institute of International Affairs). Tenue de conférences portant sur l'action internationale du Québec ainsi que sur les pouvoirs fiscaux des provinces. Allocutions de M. Benoît Pelletier, constitutionnaliste et professeur à l'Université d'Ottawa, portant sur les pouvoirs fiscaux des provinces et du ministre des Transports portant sur l'action internationale du Québec. Participation de plus d'une centaine de personnes provenant des milieux diplomatiques, médiatiques, universitaires et gouvernementaux britanniques et d'autres régions européennes. (Londres, 10 mars 2011)	Soutien à l'organisation du colloque et soutien financier aux conférenciers. Partenaires : Royal Institute of International Affairs, Représentation de la Catalogne à Londres, Représentation de la Flandre à Londres

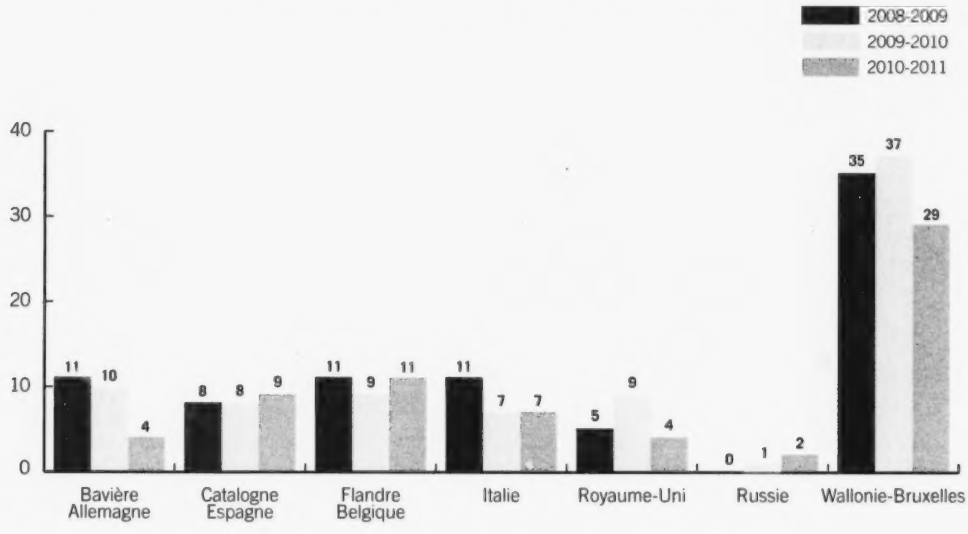
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
ALLEMAGNE ET AUTRICHE	
Renforcement et développement des liens politiques et institutionnels avec la Bavière, la Saxe et la Thuringe. Par exemple, en ce qui concerne la Saxe, le gouvernement de ce Land a reconnu le Québec comme partenaire interrégional privilégié. Dans le cadre de la rencontre à Munich des grappes industrielles Québec-Bavière, plusieurs rencontres gouvernementales de haut niveau ont eu lieu, principalement en Bavière mais également en Saxe. Organisation de plusieurs rencontres avec les autorités politiques de la Thuringe.	Organisation des rencontres.
Consolidation des liens politiques et institutionnels avec la Bavière et la Haute-Autriche. Une rencontre a été organisée entre les représentants de la Haute-Autriche, de la Bavière et du Québec lors de la 5e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires dans la ville du Cap, au Cap-Occidental, en Afrique du Sud. (Septembre 2010)	Organisation de la rencontre.
BELGIQUE	
Afin de faire connaître le rôle des États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques, développement de liens plus étroits avec des partenaires de Belgique et des entités fédérées en matière d'environnement. Le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie s'est entretenu avec son homologue de la Région wallonne en marge de la 16e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. (Cancún, 29 novembre au 11 décembre 2010)	Appui à l'organisation de l'entretien. Partenaire : MDDEP
Raffermissement des liens du Québec avec les plus hautes autorités politiques belges et les autorités de la Communauté française de Belgique, lesquels représentent des partenaires importants du Québec au sein de la Francophonie. Le premier ministre du Québec s'est entretenu avec le premier ministre de Belgique. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie du Québec a, quant à elle, rencontré le ministre-président de la Communauté française de Belgique et également le ministre-président de la Région wallonne. Ces entretiens se sont tenus en marge du XIIIe Sommet de la Francophonie. (Montreux, octobre 2010)	Appui à l'organisation des entretiens.
BELGIQUE FÉDÉRALE	
Consolidation des liens, notamment sur des questions touchant les enjeux internationaux en matière de transport et de mobilité. Lors d'une visite au Québec, le secrétaire d'État à la Mobilité de Belgique s'est entretenu avec le MTQ. (Octobre 2010)	Appui à la visite. Partenaire : MTQ
RÉGION WALONNE ET BRUXELLES-CAPITALE (PARLEMENT FRANCOPHONE)	
Consolidation des liens sur des questions touchant les politiques municipales (communales en Wallonie), l'économie sociale ainsi que le tourisme, particulièrement le tourisme écologique. (Février, mars 2011) Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a procédé à une mission en Belgique. Le ministre-président du gouvernement francophone bruxellois a fait une visite au Québec.	Appui à la mission en Belgique et à la visite au Québec. Partenaires : MAMROT, MTQ
FLANDRE	
Consolidation des liens du Québec avec les plus hautes autorités politiques de la Flandre. Le premier ministre du Québec s'est entretenu avec le ministre-président de la Flandre. Cette rencontre s'est déroulée en marge du 41e Forum économique mondial à Davos. (Janvier 2011)	Appui à l'organisation de l'entretien. Partenaire : MDEIE
LUXEMBOURG	
Renouvellement de l'entente en éducation portant, notamment, sur les bourses d'études. (Janvier 2011)	Coordination du processus. Partenaire : MELS

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
RÉGIONS PARTENAIRES	
Participation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la 5e Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires dans la ville du Cap, au Cap-Occidental, en Afrique du Sud (septembre 2010). Échanges sur deux thèmes, soit le transport intégré et la sécurité alimentaire. Invitations faites aux partenaires à participer à des activités au Québec en lien avec les thèmes de la Conférence de 2010.	Organisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MTQ, MAPAQ, Université McGill, Conseil canadien pour l'Afrique (CCA) et Haut-commissariat du Canada en Afrique du Sud

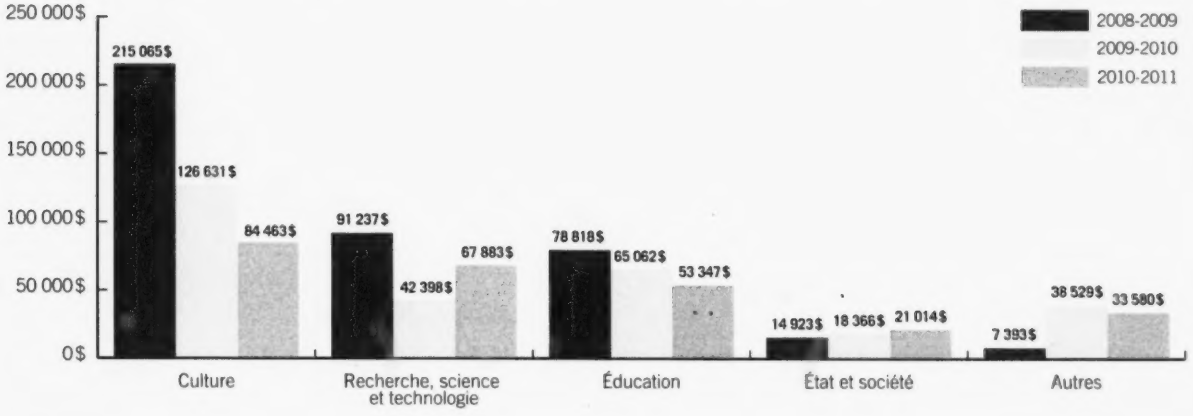
INDICATEUR 2 — **Projets de coopération réalisés**

Un total de 68 projets de coopération intéressant des partenaires québécois et des partenaires de pays ou de régions d'Europe, autres que la France, ont été soutenus en 2010-2011. La contribution du MRI s'élève à 260 287 $, comparativement à 290 986 $ l'année précédente.

PROJETS DE COOPÉRATION AVEC DES PAYS ET DES RÉGIONS D'EUROPE



FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



OBJECTIF 13.

Développer des relations avec des pays de l'Europe de l'Est, en particulier avec la Russie et la Pologne

L'action du Québec en Russie s'inscrit dans la continuité des efforts déployés pour accroître ses échanges avec les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). La présence du Québec s'est intensifiée en Russie au cours des deux dernières années, à la faveur de trois missions ministérielles et d'une mission du premier ministre, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, à la tête de délégations économiques et institutionnelles. Ces missions ont permis d'établir des contacts au plus haut niveau et d'exprimer aux autorités russes la volonté du Québec de tisser des liens durables avec leur pays. Elles ont également permis d'établir une coopération avec la Ville de Moscou ainsi qu'avec la région de Leningrad, deux sujets de la Fédération de Russie.

La Russie offre aux entreprises québécoises des occasions d'affaires prometteuses grâce à la formidable croissance économique qu'elle a connue au cours de la dernière décennie, grâce également à la modernisation de son économie et de ses infrastructures. Durement touchée par la crise économique mondiale en 2009, la Russie, dont la croissance rapide reposait sur la montée des prix des hydrocarbures, doit investir massivement dans l'innovation et la diversification de son tissu industriel pour s'assurer un développement solide et durable.

Le projet de modernisation de la Russie, conjugué à l'intérêt renouvelé à l'égard des biens et services canadiens, ouvre des débouchés aux entreprises québécoises qui souhaitent exporter ou investir, en particulier dans les secteurs de la construction et des infrastructures, de la machinerie et des équipements agricoles, de la foresterie et de l'équipement forestier, de la mode et des produits de consommation. La Russie dispose d'un immense marché intérieur qui compte plus de 140 millions d'habitants. Sa classe moyenne, en expansion rapide, recèle un potentiel de forte demande pour des biens et des services produits par le Québec.

L'ouverture d'un Bureau du Québec en Russie est prévue en 2011-2012.

INDICATEUR 1 — **Analyse d'opportunité réalisée**

Sur la base de l'étude d'opportunité réalisée en 2008-2009, des efforts ont été déployés sur le territoire de la Russie afin d'établir des contacts politiques de haut niveau et de créer des occasions pour des entreprises et des institutions éducatives et culturelles québécoises à la recherche de partenaires russes.

INDICATEUR 2 — **Nature des activités menées**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
RUSSIE	
Travail préparatoire à la mise en place de la Commission mixte de coopération Québec-Moscou. À la suite de ce travail, une proposition relative au fonctionnement et au contenu de la coopération bilatérale a été soumise à la Ville de Moscou. La partie québécoise a invité la partie moscovite à se rendre à Québec pour la rencontre fondatrice de la Commission.	Consultation des ministères partenaires responsables des secteurs retenus dans la déclaration commune de coopération avec la Ville de Moscou. Partenaires : MDEIE, MAPAQ, MCCCF, MELS, MDDEP, MTQ, MAMROT, Ville de Montréal
Le premier ministre du Québec a rencontré le ministre et chef du Département des relations économiques extérieures et des relations internationales de Moscou à l'occasion du 41e Forum économique mondial à Davos. (Janvier 2011)	
Mission du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à Saint-Pétersbourg. Rencontres politiques avec des membres du gouvernement fédéral russe et du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Participation au Forum économique international de Saint-Pétersbourg. (Juin 2010)	Appui à l'organisation de la mission et au contenu des entretiens.
Cette mission a permis la réalisation, en mars 2011, du Séminaire Québec-Russie sur l'innovation, sous l'égide du MDEIE et du ministère russe du Développement économique.	

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Visite officielle, au Québec, du gouverneur de la région de Leningrad. Cette visite a permis de promouvoir le savoir-faire québécois dans les secteurs de la haute technologie, de la gestion et du développement de technopoles, de la génétique bovine et porcine, de la foresterie et de l'efficacité énergétique. Le premier ministre du Québec s'est entretenu avec le gouverneur, avec qui il a signé un accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la région de Leningrad. (Mars 2011)	Organisation et accueil de la mission. Partenaires : MDEIE, MAPAQ

2.5 MARCHÉS PORTEURS D'ASIE ET D'AMÉRIQUE DU SUD

OBJECTIF 14.

Accroître la capacité d'action du Québec sur les marchés porteurs, plus particulièrement par l'ouverture de bureaux au Brésil et en Inde et par l'expansion de ses bureaux en Chine

La Politique internationale du Québec désigne la Chine, le Japon, l'Inde et le Brésil comme des « marchés porteurs ». Au cours des dernières années, les efforts ont principalement porté sur l'accroissement de l'effectif dans les représentations (Chine et Japon) et sur l'ouverture de bureaux (Inde et Brésil). En 2009-2010, des missions majeures se sont déroulées sur ces quatre territoires, dont trois pilotées par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (Japon, Chine et Brésil) et une quatrième, de grande envergure, dirigée par le premier ministre du Québec (Inde).

En 2010-2011, la consolidation des réseaux québécois sur ces territoires s'est poursuivie avec une mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Corée du Sud et en Chine ainsi qu'avec une mission de suivis menée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en Inde. De plus, l'accroissement des ressources au sein des représentations du Québec à l'étranger a permis de renforcer la capacité d'action du Québec sur ces marchés porteurs.

INDICATEUR 1 **Effectif en place et bureaux fonctionnels**

Pays	État d'avancement des projets d'ouverture ou d'expansion
Brésil	> Sept effectifs réguliers en place. > Annonce de l'augmentation de l'effectif du Bureau du Québec à São Paulo (BQSP) lors de l'annonce du budget du ministre des Finances, M. Bachand le 17 mars 2011.
Chine	> Onze effectifs réguliers en place. > Annonce de l'augmentation des effectifs des Bureaux du Québec à Beijing et à Shanghai lors de l'annonce du budget du ministre des Finances, M. Bachand le 17 mars 2011.
Inde	> Un effectif régulier en place. > Annonce de l'augmentation de l'effectif du Bureau du Québec à Mumbai (BQM) lors de l'annonce du budget du ministre des Finances, M. Bachand le 17 mars 2011.
Japon	> Douze effectifs réguliers en place.

INDICATEUR 2 **Réseau de contacts politiques, d'affaires et institutionnels établis**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE	
Mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à Shanghai : promotion du Québec auprès du gouvernement municipal de Shanghai et participation à la Journée de Montréal à l'Exposition universelle de 2010 à Shanghai. (Mai 2010)	Coordination de la mission et appui à la Ville de Montréal pour l'organisation de la Journée de Montréal. Partenaires : MDEIE, MELS, Ville de Montréal
Rencontre du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le directeur général de la Commission de la santé publique de Shanghai afin d'appuyer le Quartier de la santé de Montréal dans l'établissement de liens avec des partenaires de Shanghai. (Shanghai, mai 2010)	Organisation de l'entretien. Partenaire : Quartier de la santé de Montréal
Accueil du nouvel ambassadeur de la Chine au Canada et organisation d'un programme de rencontres avec, notamment, le premier ministre du Québec, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et la ministre du Tourisme. (Québec, 17 février 2011)	Accueil et organisation du programme. Partenaires : MDEIE, ministère du Tourisme (MTO), Assemblée nationale et UL
JAPON	
Visite de travail du consul général du Japon à Montréal au cours de laquelle il s'est entretenu avec le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministre des Finances. (Québec et Montréal, mai 2010)	Organisation du programme et préparation des contenus. Partenaires : MDEIE, MDDEP, ministère des Finances
Rencontre de la sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs avec le vice-ministre pour les Affaires environnementales globales du ministère de l'Environnement du Japon. (Québec, juin 2010)	Organisation de la rencontre. Partenaire : MDDEP
Visite officielle de l'ambassadeur du Japon au Canada au cours de laquelle il s'est entretenu avec le premier ministre, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Le 15 mars 2011, soit quelques jours après le séisme et le tsunami survenus au Japon le 11 mars, l'Assemblée nationale du Québec adoptait une motion de compassion et de solidarité à l'endroit du peuple japonais, en présence de l'ambassadeur du Japon à Ottawa, qui effectuait ce jour-là sa visite officielle au Québec. (Québec, mars 2011)	Organisation du programme et préparation des contenus. Partenaire : MAPAQ
INDE	
Accueil des ministres des Mines et du Développement des Régions du Nord-Est, des Industries de la transformation alimentaires et de l'Énergie de l'Inde. (Montréal, juillet et septembre 2010)	Préparation de la visite : coordination des entretiens, préparation des notes, appui politique et technique aux participants et suivis. Partenaires : MDEIE, MRNF, MAPAQ
Participation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au Delhi Sustainable Development Summit organisé par The Energy and Resources Institute (TERI). À cette occasion ainsi que lors de huit rencontres ministérielles de niveau fédéral, il a présenté les grands enjeux environnementaux et le potentiel de développement durable au Québec. De plus, il a pris la parole lors d'une table ronde portant sur les enjeux de l'Accord de partenariat économique global Canada-Inde. (Delhi, janvier et février 2011)	Préparation de la participation du ministre : liaison avec TERI, rédaction de notes et d'allocutions, suivis. Partenaires : MDEIE, MRNF
BRÉSIL	
Entretien du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec l'ambassadeur de la République fédérative du Brésil (avril 2010) et le nouveau consul général du Brésil à Montréal lors de sa visite de prise de poste. (Québec, février 2011)	Coordination des entretiens, préparation des notes, appui politique et technique aux partenaires, suivis. Partenaire : MDEIE

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Rencontres du directeur du Bureau du Québec à São Paulo avec quelques hauts fonctionnaires brésiliens, dont le directeur des Relations internationales de la Coordination du perfectionnement du personnel de l'enseignement supérieur (CAPES), le directeur de la promotion commerciale et des investissements au ministère des Relations extérieures et le responsable de l'équipe de gestion et de mise en œuvre du Programme d'accélération de la croissance (PAC). (Brasília, 29 et 30 novembre 2010)	Préparation des éléments de discussion et des aide-mémoire, appui à la coordination et suivi. Rédaction d'une proposition d'entente avec la CAPES. Partenaires : MDEIE, MELS
Rencontres avec des autorités politiques et de hauts fonctionnaires des États de Rio de Janeiro, de São Paulo et du Paraná dans le cadre des changements de gouvernement survenus à la suite des dernières élections et pour la poursuite des liens établis, notamment en matière de coopération. (Brésil, septembre 2010, février et mars 2011)	Préparation des éléments de discussion et coordination des rencontres.

OBJECTIF 15.

Contribuer au développement des échanges en éducation et des collaborations en science et technologie

Les efforts visant à augmenter les échanges économiques n'auront d'effets durables que si le Québec dispose d'une relève d'entrepreneurs, de chercheurs et d'une main-d'œuvre apte à travailler dans un environnement de plus en plus internationalisé. Ces dernières années, les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine ont témoigné d'un vif dynamisme en matière d'éducation, de science et de technologie. Cette conjoncture constitue, pour le Québec, une occasion de diversifier ses partenariats scientifiques, de promouvoir ses produits technologiques, d'augmenter la mobilité de ses étudiants et d'accroître la portée de son offre éducative.

INDICATEUR 1 **Actions menées en éducation et projets réalisés, dont ententes de bourses et d'exemptions de droits de scolarité conclues**

INDICATEUR 2 **Actions menées en science et technologie et projets réalisés**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE	
Éducation	
Soutien à sept étudiants québécois bénéficiant des bourses d'exemption de frais de scolarité offertes par la République populaire de Chine pour des études dans ce pays, dans le cadre de la coopération Québec-Chine.	Financement des frais de déplacement et d'installation des sept étudiants québécois bénéficiant d'une bourse complète. Contribution financière : 17 500 $ Partenaire : MELS
Soutien à un professeur québécois afin qu'il se rende en Chine pour donner des cours portant sur le Québec à l'Université des études étrangères de Beijing et qu'il développe une collaboration avec l'Université de Wuhan.	Remboursement des frais de déplacement vers la Chine. Contribution financière : 2 500 $
Accueil à Québec d'une délégation de la Commission de l'éducation de Shanghai ayant comme objectif de développer les échanges d'étudiants entre le Québec et Shanghai. (12 avril 2010)	Accueil de la délégation. Partenaire : MELS
Science et technologie	
Appui à l'organisation d'une mission à Beijing de chercheurs dans le domaine des technologies de l'information et des communications vertes. Cette mission visait à favoriser la création de partenariats de recherche entre chercheurs québécois et chinois. (12 au 19 septembre 2010)	Appui financier à une dizaine de chercheurs québécois couvrant une partie de leurs frais de déplacement. Contribution financière : 2 000 $ Partenaire : MDEIE
Appui à quatre projets de recherche conjoints entre des institutions de recherche du Québec et du Shandong dans les domaines des sciences de la mer, de l'environnement et de la médecine.	Appui financier et technique à quatre projets. Contribution financière : 21 000 $

JAPON	
Éducation	
Réalisation d'une étude de marché sur le secteur de l'éducation au Japon.	Coordination de l'étude. Contribution financière : 12 500 $ Partenaire : Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)
Institutionnalisation de partenariats interuniversitaires par la signature de trois nouvelles ententes relatives aux nanotechnologies associant l'Université Shinshu de Nagano aux institutions suivantes : Université Concordia, Université de Montréal (UdeM) et Centre d'excellence des technologies textiles (Groupe CTT). (Montréal, juin 2010)	Soutien à l'amorce des relations institutionnelles avec le pôle en nanotechnologies de Nagano. Partenaires : Université Concordia, UdeM, Groupe CTT
Mission au Japon de la CREPUQ représentant les universités québécoises au Salon Édu-Canada pour établir des contacts avec les réseaux académiques japonais. (Tokyo, novembre 2010)	Appui à l'organisation et financement. Contribution financière : 10 000 $ Partenaire : CREPUQ
Science et technologie	
Signature d'une entente de partenariat entre le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ) et la Japan Aerospace Parts Association. (Tokyo, novembre 2010)	Soutien au développement du réseau de contacts du CRIAQ auprès de partenaires japonais. Partenaire : CRIAQ
Visite au Québec de membres de la Japan Aerospace Exploration Agency et établissement de contacts avec divers acteurs du secteur aérospatial. (Montréal, décembre 2010)	Collaboration à l'organisation du programme de visite. Partenaire : CRIAQ
INDE	
Éducation	
Attribution de six exemptions de droits de scolarité majorés pour les deuxième et troisième cycles universitaires.	Suivi et gestion du dossier avec l'administrateur des exemptions et de l'organisation chargée de la sélection des candidatures (Institut indo-canadien Shastri). Partenaire : MELS
Science et technologie	
Participation de deux chercheurs québécois au World CEO Forum de Delhi, en préambule au Delhi Sustainable Development Summit. (Delhi, janvier et février 2011)	Collaboration à la préparation et à la réalisation de l'événement. Partenaire : Haut-commissariat de l'Inde
BRÉSIL	
Éducation	
Négociations avec la République fédérative du Brésil pour convenir d'une entente en matière de formation de niveau supérieur.	Sessions de négociations et dépôt d'une nouvelle proposition d'entente. Partenaire : MELS
Appui à la CREPUQ lors de sa participation à quatre foires en matière d'éducation dans les villes de São Paulo, Curitiba, Belo Horizonte et Rio de Janeiro.	Coordination de la présence au Brésil. Partenaire : CREPUQ
Organisation de rencontres entre les responsables des relations internationales d'universités québécoises et brésiliennes : 62 représentants brésiliens ont rencontré leurs homologues de 6 universités québécoises.	Coordination de la présence au Brésil. Partenaire : CREPUQ
Science et technologie	
Appui à trois projets de recherche universitaire en science et technologie. Les organismes appuyés sont Héma-Québec, l'Institut national de la recherche scientifique et l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).	Contribution au financement de projets conjoints de recherche. Contribution financière : 16 000 $ Partenaires : MSSS, MDEIE
Réalisation d'une mission technique, au Québec, d'ingénieurs agronomes brésiliens du secteur de l'agriculture biologique. (Octobre 2010)	Coordination de la mission et suivi auprès du secrétaire d'État. Partenaires : MAPAQ, MDEIE

OBJECTIF 16.

Faire valoir l'action du Québec en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques et promouvoir le rôle des gouvernements régionaux dans ce domaine

Les différents paliers de gouvernement sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte aux changements climatiques. Les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine sont directement interpellés par cette problématique et recherchent des solutions viables et efficaces. La promotion de la politique et des actions québécoises en la matière ainsi que les ententes de collaboration portant sur les meilleures pratiques environnementales constituent, pour le Québec, l'occasion de renforcer son positionnement parmi les chefs de file de la lutte aux changements climatiques. De plus, ces pays présenteront, au cours des prochaines années, d'intéressantes perspectives au titre des transferts de technologies vertes.

INDICATEUR 1 – **Actions de sensibilisation menées auprès de gouvernements régionaux et de publics cibles**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
JAPON	
Rencontre de la déléguée générale du Québec à Tokyo avec plusieurs intervenants japonais du secteur des changements climatiques à l'occasion d'une réunion de l'International Carbon Action Partnership (ICAP). (Tokyo, juin 2010)	Participation à l'ICAP et établissement de contacts.
Rencontre du sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs avec le directeur général du Bureau de l'environnement du gouvernement métropolitain de Tokyo. (Tokyo, octobre 2010)	Organisation de la rencontre. Partenaire : MDDEP
CHINE	
Appui à la Ville de Montréal dans la création de l'Espace Montréal, dans le cadre de l'Exposition universelle de 2010 à Shanghai, présentant un exemple de développement urbain durable, en l'occurrence le complexe environnemental Saint-Michel.	Appui technique à la mise sur pied de cet espace et à la réalisation d'activités de visibilité. Partenaire : Ville de Montréal
INDE	
Participation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au Delhi Sustainable Development Summit. (Delhi, janvier et février 2011)	Coordination et appui à cet événement. Partenaire : MDEIE

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 3

Orienter la contribution du Québec
en matière d'aide internationale
vers la formation des ressources humaines et
le développement des capacités de gouvernance

2.6 SOLIDARITÉ ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

OBJECTIF 17.

Appuyer l'intervention des organismes de coopération québécois dans les pays en développement, notamment en matière de formation des ressources humaines et de développement des capacités de gouvernance

Le Québec agit en matière de solidarité internationale pour contribuer, dans la mesure de ses moyens, à relever les défis auxquels font face les populations moins favorisées d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles. Comme préconisé par la Politique internationale du Québec, publiée en 2006, Haïti demeure la priorité pour le Québec en matière de solidarité internationale. Principalement, il appuie les projets des organismes québécois de coopération internationale qui répondent aux besoins des pays partenaires et qui visent une prise en charge, par la population locale, de leur développement. Le Québec mise sur les secteurs où il a une expertise reconnue, notamment la formation des ressources humaines et l'amélioration des capacités de gouvernance. Notons que, sur le plan des relations bilatérales, le Québec est fortement sollicité par les pays de l'Afrique francophone, qui apprécient son savoir-faire et son style de coopération axé sur la solidarité et le développement international. C'est dans cette optique que le gouvernement du Québec entretient des relations institutionnelles avec les autorités gouvernementales de plusieurs pays de cette région et met en place les structures avec les moyens dont il dispose.

INDICATEUR 1 — **Nombre d'organismes et de projets soutenus**

Le MRI a soutenu 32 organismes québécois de coopération internationale en 2010-2011 et appuyé 107 projets de solidarité ou de développement international, pour une contribution totale de 5,24 M$, comparativement à 5,32 M$ en 2009-2010. Cette somme est répartie entre deux programmes. Le Programme québécois de développement international (PQDI), avec 2,66 M$ (2,68 M$ l'année précédente), finance des projets de développement menés par des acteurs de la société civile. Le programme Québec sans frontières (QSF), avec 2,58 M$[7], comparativement à 2,64 M$ en 2009-2010, offre à des jeunes Québécois et à des jeunes des pays en développement l'occasion de vivre une expérience de solidarité internationale.

[7] Ce montant inclut 21 stages effectués par de jeunes Québécois dans les organismes québécois de coopération internationale en appui aux projets de solidarité QSF ou aux activités de sensibilisation du public, pour un total de 273 068 $.

Notons que 51,4 % des projets financés sont réalisés en Afrique francophone comparativement à 34,6 % en Amérique latine, 12,1 % en Haïti et 1,9 % ailleurs dans le monde. Le soutien du MRI à ces projets s'ajoute à d'autres sources de financement provenant des organismes mêmes ou d'autres bailleurs de fonds tels que l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'annexe 4 présente de l'information concernant d'autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international.

PROJETS DE SOLIDARITÉ OU DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL APPUYÉS EN 2010-2011

Secteur	Nombre en 2010-2011			Contribution du MRI[1]		
	PQDI	QSF	**TOTAL**	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Activités génératrices de revenus (AGR)	10	21	**31**	847 511 $	775 842 $	**1 590 298 $**
Agriculture et foresterie	6	4	**10**	507 391 $	814 812 $	**509 571 $**
Aide d'urgence	5	0	**5**	200 000 $	400 000 $	**250 000 $**
Communications	0	2	**2**	239 695 $	160 887 $	**54 572 $**
Éducation	6	5	**11**	1 108 734 $	999 590 $	**538 045 $**
Environnement	1	14	**15**	546 875 $	501 255 $	**537 799 $**
Gouvernance et société civile	2	12	**14**	640 434 $	475 052 $	**533 813 $**
Santé	9	5	**14**	730 060 $	687 046 $	**722 598 $**
Services sociaux	2	3	**5**	353 148 $	240 569 $	**228 658 $**
Autres	0	0	**0**	93 140 $	-	**0 $**
Total des projets	**41**	**66[3]**	**107**	5 266 988 $	5 055 053 $	**4 965 354 $**
Total des stages effectués au Québec[2]				285 768 $	268 316 $	**273 068 $**
Total				5 552 756 $	5 323 369 $	**5 238 422 $**

[1] La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets.

[2] Le programme QSF a permis à 21 Québécois d'effectuer un stage au Québec dans un organisme de coopération internationale pour des projets liés à la solidarité internationale.

[3] Les 66 projets du programme QSF ont nécessité la participation de 328 stagiaires québécois et de 25 stagiaires étrangers.

Le budget du PQDI a été établi, par décret gouvernemental, à 1 % des bénéfices nets des casinos de Loto-Québec.

La liste complète des projets soutenus en 2010-2011 est disponible sur le site Internet du MRI.

INDICATEUR 1 **Pourcentage des projets visant la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance**

Sur les 107 projets appuyés, 102 projets (66 projets QSF et 36 projets PQDI), soit 95 % (comparativement à 96 % l'année précédente), visent la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance sur la base des éléments suivants :

- **Formation des ressources humaines :** Partage des pratiques, des expériences, des savoirs ou des expertises dans le but de valoriser les capacités des personnes, des organisations et des collectivités, de favoriser leur autonomie et d'accroître leur habileté à trouver des solutions durables aux besoins qu'elles ont décelés.
- **Développement des capacités de gouvernance :** Appui à la mise en place d'institutions publiques efficaces et responsables ainsi qu'à l'établissement de modalités de gouvernance qui tiennent compte des droits, des devoirs et des intérêts de tous les groupes de la société et qui favorisent leur participation aux initiatives de développement, notamment par l'appui aux instances locales, aux organismes de la société civile et aux mécanismes de démocratie participative.

OBJECTIF 18.

Développer des partenariats permettant de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise

En mettant l'expertise publique québécoise à la disposition de gouvernements étrangers et de bailleurs de fonds par l'intermédiaire des institutions multilatérales de financement, le Québec contribue à la solidarité et au développement international. Il fait aussi connaître la qualité de son expertise, générant ainsi des retombées positives pour les entreprises québécoises. La participation des experts publics québécois à des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux enrichit les pratiques et le savoir-faire des ressources humaines et des institutions publiques pour améliorer l'offre de services à la population.

INDICATEUR 1 : **Nature des partenariats développés et des projets réalisés**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti (PARGEP) Le PARGEP a pour objectif de faciliter le transfert de l'expertise de l'administration publique québécoise vers l'administration haïtienne afin de contribuer au renforcement de la haute fonction publique en Haïti et à l'amélioration des services publics offerts à la population haïtienne. Depuis le séisme du 12 janvier 2010, plusieurs activités ponctuelles, notamment en matière de communication gouvernementale en situation d'urgence et en matière d'opérations financières de l'État, ont été réalisées. L'ensemble des activités du PARGEP sera redéfini pour prendre en compte les priorités du prochain gouvernement haïtien.	Coordination du comité consultatif regroupant les ministères et organismes québécois. Partenaires : ENAP, ACDI
Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) Réalisation de 13 projets (dont 4 étaient toujours en cours au 31 mars 2011), principalement en Haïti et en Afrique francophone. Les secteurs d'intervention sont la gouvernance démocratique, la protection sociale, l'environnement et le développement du secteur privé.	Subvention statutaire de 100 000 $ accordée pour le fonctionnement du CVIEPQ. Partenaires : CVIEPQ, ACDI, gouvernements nationaux
Initiatives pour Haïti À la suite du séisme du 12 janvier 2010, le Québec a développé plusieurs initiatives visant à mettre au bénéfice d'Haïti son expertise publique, que ce soit en matière de réadaptation physique, d'adoption internationale ou de formation professionnelle. Réalisation d'une mission de diagnostic d'experts québécois en formation professionnelle visant la mise sur pied d'un centre de valorisation, de formation et de renforcement des capacités dans le secteur agricole en Haïti. (Haïti, novembre 2010) Tenue d'une rencontre de travail des pays d'accueil portant sur le soutien à Haïti en matière d'adoption internationale. (Montréal, 9 et 10 décembre 2010) Détachement en Haïti de trois experts québécois en réadaptation physique, issus du réseau de la santé du Québec. (Haïti, janvier 2011)	Participation à l'identification, à l'organisation et à la réalisation des différentes initiatives par le biais de mise à disposition de ressources humaines et financières. Partenaires : Oxfam-Québec, gouvernement français, MSSS, Handicap international

OBJECTIF 19

Réviser les exemptions de droits de scolarité majorés accordées à des étudiants de pays en développement afin d'assurer un meilleur arrimage entre leur formation et les besoins de leur pays

Les ententes internationales par lesquelles le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à des étudiants étrangers constituent l'un des outils visant à développer et à consolider des relations bilatérales et multilatérales du Québec. Avec les pays en développement, elles représentent également l'un des moyens de concrétiser la solidarité internationale, particulièrement lorsque les étudiants étrangers s'inscrivent dans des programmes qui permettent d'apporter une expertise complémentaire à leur pays. De plus, elles favorisent la mobilité internationale d'une main-d'œuvre qualifiée et constituent une source d'enrichissement culturel pour tous les Québécois.

Notons que le MELS a la responsabilité de financer et de gérer les exemptions de droits de scolarité supplémentaires alors que le MRI assure la négociation et la signature des ententes.

INDICATEUR 1 — **Signature de nouvelles ententes en matière d'exemption de droits de scolarité majorés**

À l'automne 2009, le MRI a soumis à 36 de ses partenaires étrangers de nouveaux projets d'entente visant l'octroi d'exemptions de droits de scolarité supplémentaires. Ces ententes représentent un engagement de 17,1 M$ par année, principalement envers les pays en développement et en émergence.

Ces nouvelles ententes mettent l'accent sur la coopération dans le domaine universitaire, notamment pour les études aux cycles supérieurs. Elles assurent également un meilleur arrimage avec les priorités des partenaires étrangers et l'offre éducative québécoise.

Outre les deux ententes signées en 2009-2010 avec la République populaire de Chine et avec l'Institut indo-canadien Shastri, quatre nouvelles ententes ont été signées en 2010-2011. Les partenaires de ces ententes sont l'Agence universitaire de la Francophonie, le Burundi, le Cameroun et le Luxembourg. De plus, 6 ententes étaient en voie de signature et 24 autres étaient toujours en négociation au 31 mars 2011.

AUTRES RÉSULTATS LIÉS À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En 2010-2011, le ministère des Relations internationales a poursuivi ses actions afin de contribuer à la reconstruction d'Haïti à la suite du séisme qui l'a frappé le 12 janvier 2010.

- **Réalisation d'une mission en Haïti.** Le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a effectué une mission à Port-au-Prince afin d'évaluer la mise en œuvre de l'aide du Québec. Dans le cadre de ce déplacement, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Arcand s'est entretenu avec l'ex-président René Préval sur la question de la reconstruction du pays, de la situation d'urgence et de la manière dont le Québec pourra prendre part à la reconstruction. (Haïti, 30 avril et 1er mai 2010)
- **Contribution financière pour la relance de l'économie haïtienne.** Mobilisé par le MRI, le gouvernement du Québec investit 1 M$ de dollars sur cinq ans pour financer des actions de démarrage et de reprise d'activités génératrices de revenus. Ce montant est géré par Développement international Desjardins et son partenaire haïtien, la Fédération des caisses populaires Le Levier, dans le cadre du projet « Fonds de développement de l'entrepreneuriat pour les micros et les petites entreprises en Haïti ». Il servira à accroître la capacité des caisses populaires haïtiennes à jouer un rôle de moteur économique. Le fonds permettra également d'appuyer plus de 1 000 entreprises, assurant ainsi un emploi à plus de 4 500 familles haïtiennes, et ce, sur l'ensemble du territoire haïtien.

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 4

Mettre l'accent sur l'expertise, la relève, l'utilisation optimale des technologies, les partenariats et les clientèles

2.7 ORIENTATION ET COORDINATION

OBJECTIF 20.

S'assurer, en partenariat avec les ministères et organismes, de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec et de son Plan d'action 2009-2014[8]

Les grands objectifs de l'action du gouvernement du Québec en matière de relations internationales sont déterminés par la Politique internationale du Québec, rendue publique en 2006. Le Plan d'action 2009-2014 de la PIQ, poursuivant le travail amorcé dans le cadre du Plan d'action 2006-2009, contient, pour l'exercice financier 2010-2011, 31 mesures élaborées et mises en œuvre en collaboration avec 14 ministères et organismes (M/O) partenaires.

Les mesures sont regroupées sous les cinq axes suivants, lesquels recoupent les objectifs de la PIQ :

- **Soutien à la prospérité du Québec;**
- **Action internationale du Québec à l'égard des États-Unis;**
- **Éducation, savoir et soutien à la jeunesse;**
- **Rayonnement du Québec et de la culture québécoise à l'étranger;**
- **Capacité d'action et d'influence de l'État québécois et solidarité internationale.**

Un budget additionnel de 40 M$ sur cinq ans, soit 8 M$ annuellement, a été alloué au Plan d'action 2009-2014. La moitié de ce montant annuel, soit 4 M$, est consacrée à la consolidation du redéploiement du réseau des représentations du Québec à l'étranger alors que l'autre moitié sert à financer les différentes mesures du Plan d'action[9]. Afin de tenir compte de l'évolution de la conjoncture internationale et d'en assurer notamment une gestion flexible, il fait l'objet d'une actualisation annuelle de concert avec les M/O partenaires.

Par ailleurs, le Rapport d'étape 2009-2010, élaboré en 2010-2011, est maintenant disponible sur le site Internet du MRI. Ce document présente de manière spécifique l'état d'avancement des réalisations des mesures pour la période 2009-2010.

[8] Le libellé de cet objectif a été mis à jour. L'ancien libellé visait le Plan d'action 2006-2009 de la PIQ, qui a pris fin le 31 mars 2009.

[9] À noter que, pour l'année 2010-2011, un montant de 3 929 800 $ a été accordé pour la réalisation de ces mesures.

INDICATEUR 1

Pourcentage des mesures du Plan d'action 2009-2014 mises en œuvre au 31 mars 2011[10]

Au 31 mars 2011, 94 % des mesures du Plan d'action 2009-2014 pour l'année 2010-2011 étaient en cours de réalisation[11]. En 2010-2011, les M/O ont réalisé des dépenses de 3,713 M$ pour la mise en œuvre des mesures dont ils ont la responsabilité.

Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2010-2011		Mesures en cours de réalisation
Axe 1	Soutien à la prospérité du Québec	9/10
Axe 2	Action internationale du Québec à l'égard des États-Unis	5/5
Axe 3	Éducation, savoir et soutien à la jeunesse	3/3
Axe 4	Rayonnement du Québec et de la culture québécoise à l'étranger	4/4
Axe 5	Capacité d'action et d'influence de l'État québécois et solidarité internationale	8/9
Total		**29/31**

OBJECTIF 21

Conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux qui interpellent le Québec et sur ses relations avec d'autres gouvernements

Le Ministère a notamment le mandat de produire des études, des avis et des analyses permettant d'apporter un éclairage stratégique aux autorités gouvernementales sur ses relations avec d'autres gouvernements et sur les différents enjeux internationaux susceptibles d'avoir une incidence sur le Québec. À cet égard, l'analyse des tendances économiques et politiques et des événements qui se produisent dans le monde est essentielle. Les avis produits au MRI représentent donc des sources de référence pour les autorités. Par ailleurs, afin de compléter ses analyses internes, le Ministère mise également sur l'expertise développée, entre autres, par des chaires et des centres d'études universitaires, et ce, dans le cadre de divers partenariats.

INDICATEUR 1

Nombre et nature des analyses et des avis produits au gouvernement

En 2010-2011, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté au Conseil des ministres, seule ou avec d'autres ministres, 54 mémoires ou notes explicatives et décrets portant sur des questions d'intérêt international variées. En outre, au cours de cette année, le MRI a produit, pour le compte des autorités ministérielles et gouvernementales, 767 avis assortis de recommandations sur diverses questions touchant l'action internationale du Québec.

INDICATEUR 2

Nombre d'études et de recherches réalisées ou soutenues

Les partenariats avec des chaires et des centres de recherche universitaires permettent de soutenir la réalisation d'études et de recherches. En 2010-2011, le MRI a accordé un montant de 535 000 $ à différentes chaires et différents centres de recherche universitaires travaillant sur la coopération interaméricaine, les élections américaines, les corridors de commerce et l'enjeu de sécurité aux États-Unis. Les effets de la mondialisation sur le rôle de l'État et sur les politiques publiques au Québec font également partie des enjeux étudiés. Puisque l'aide financière octroyée sert à couvrir en partie des frais de fonctionnement généraux ainsi que des coûts liés à la réalisation et à la diffusion de recherches, il n'est pas possible de préciser le nombre d'études et de recherches soutenues par

[10] Le libellé de cet indicateur a été mis à jour. L'ancien libellé visait le Plan d'action 2006-2009 de la PIQ, qui a pris fin le 31 mars 2009.

[11] La mesure « Faire du Québec et de Montréal un centre de référence mondiale pour les solutions d'affaires en matière de transport aérien et d'aviation civile internationale » du MTQ (mesure n° 8) n'ayant occasionné aucune dépense en crédits additionnels, celle-ci n'est pas comptabilisée dans le tableau Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2010-2011. Par ailleurs, la mesure du MRI « Participer au programme *Approche territoriale en changement climatique* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) » (mesure n° 24) n'a pu être amorcée. Les sommes allouées à ces mesures ont toutefois été réallouées à des projets contribuant à la mise en œuvre de la PIQ.

le Ministère dans le cadre de ces partenariats. Par ailleurs, un contrat spécifique a été octroyé pour la réalisation d'une étude particulière sur les Pays-Bas.

Principaux appuis financiers pour la réalisation d'études et de recherches

Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation (LEPPM)
École nationale d'administration publique (ENAP)
www.leppm.enap.ca

Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPEA) et Chaires d'études du Mexique contemporain (CEMC) du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM)
Université de Montréal
www.cerium.ca/cepea; www.cerium.ca/cemc

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
www.dandurand.uqam.ca/etatsunis.html

Centre d'études interaméricaines (CEI) de l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI)
Université Laval
www.cei.ulaval.ca

2.8 GESTION

OBJECTIF 22.

Intégrer la préoccupation du développement durable dans l'ensemble de la gestion de l'organisation

Le gouvernement du Québec s'est engagé à prendre en compte les principes de développement durable dans les politiques qu'il adopte et les programmes qu'il administre. Cet engagement s'est traduit par l'adoption, en 2006, de la Loi sur le développement durable et par la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Ainsi, le ministère des Relations internationales s'inscrit dans une telle démarche et s'assure que son action met de l'avant les principes énoncés dans cette loi tout en contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie qui en découle.

INDICATEUR 1 **Principales initiatives mises de l'avant**

Comme précisé dans la Loi sur le développement durable, le Ministère doit annuellement consacrer une rubrique spéciale de son Rapport annuel de gestion à la reddition de comptes de son Plan d'action de développement durable. Ainsi, le MRI présente à la section 6 du présent rapport, les réalisations de la mise en œuvre dudit plan pour l'exercice 2010-2011.

OBJECTIF 23.

Mettre en œuvre, d'ici à 2011, des mesures de développement des compétences adaptées aux nouveaux défis de l'action internationale

Pour appuyer efficacement les organismes, les entreprises ou les autres acteurs de la société civile dans leur démarche à l'étranger, les employés du MRI doivent savoir composer avec les multiples défis liés aux dossiers internationaux. Il leur faut parfois posséder une expertise très spécialisée, par exemple pour élaborer ou pour défendre la position du Québec, tandis qu'à d'autres moments, c'est la polyvalence de leurs compétences qui est sollicitée. La force organisationnelle du MRI et, dans une certaine mesure, la portée de la présence du gouvernement du Québec à l'étranger reposent sur la diversité et la qualité de l'expertise de tout le personnel. Les mesures de gestion ou de développement du personnel revêtent ainsi une importance stratégique directement liée

à la performance du Ministère, et ce, tout en maintenant un environnement favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail.

INDICATEUR 1 : **Nature des mesures mises de l'avant**

Le Ministère a offert plusieurs formations ou mesures de développement du personnel en 2010-2011. Voici un aperçu des principales activités liées à la formation des employés :

- Cours de langues étrangères donnés à 94 personnes;
- Offre de 20 activités de formation au personnel de Québec et de Montréal, pour un total de 33 sessions;
- Mise en place de 10 missions de familiarisation effectuées par 7 professionnels du Québec et par 3 employés recrutés localement;
- Présentation de six conférences midi portant sur les relations internationales;
- Participation de six personnes à une mission préalable à leur entrée en fonction à l'étranger;
- Affectation de deux professionnels à l'étranger en vertu du programme d'affectation de courte durée;
- Participation de deux professionnels au Cycle international court de l'École nationale d'administration (ENA) en France;
- Lors de la rencontre des cadres du 3 mars 2011, formation sur la Politique de sécurité de l'information suivie par 22 gestionnaires du MRI et participation de ces derniers à un atelier de sensibilisation à l'éthique.

La section 5.1, portant sur les ressources humaines du Ministère, présente un complément d'information relatif au pourcentage de la masse salariale accordée aux dépenses liées à la formation des ressources humaines.

OBJECTIF 24 :

Poursuivre, d'ici à 2011, le déploiement d'un environnement technologique intégré, notamment en développant le Portail international

L'utilisation accrue des nouvelles technologies favorise la transparence ainsi que l'accessibilité aux services et aux renseignements pour la population québécoise et la clientèle étrangère. Projet phare en matière d'amélioration de la prestation de services aux clientèles internationales, l'Espace international de Portail Québec constitue l'un des guichets multiservices. En pilotant le développement de ce projet gouvernemental, le MRI contribue au développement du gouvernement en ligne et à la modernisation de l'État.

Ce projet fait appel à la collaboration de différents M/O actifs sur la scène internationale et favorise une action gouvernementale concertée et cohérente. Sur le plan technologique, le déploiement d'un réseau informatique mondial performant et sécuritaire contribue également à la réalisation de la mission du Ministère et de celle de ses partenaires auprès de la clientèle québécoise et étrangère.

INDICATEUR 1 : **Principales améliorations apportées**

Principales améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Espace international	
Poursuite des travaux relatifs à la deuxième génération de l'Espace international. En 2010-2011, l'architecture organique a été complétée. Cette dernière définit concrètement comment la solution informatique devrait être conçue pour répondre au besoin. Des améliorations ont été apportées, en parallèle, dont la rédaction de nouveaux textes pour les sections « Étudier au Québec » et « Vivre au Québec », la mise en ligne du site événementiel soulignant le 50e anniversaire de la Délégation générale du Québec à Paris et la mise en ligne de l'Espace Espagne et de l'Espace Brésil.	Comparativement à la première génération présentement en ligne, l'Espace international deuxième génération favorisera la cohérence de l'information tout en améliorant et en personnalisant l'offre de services destinée aux clientèles étrangères. Les nouveaux textes ont été rédigés afin d'améliorer la qualité du service offert aux clientèles en regroupant sous un même toit toute l'information nécessaire aux internautes. Quant aux nouveaux Espace Espagne et Espace Brésil, ils permettront aux internautes de choisir de naviguer sur le site dans leur langue ou en français pour découvrir le Québec et son offre de services.
Partage d'expertise	
Mise en place de 5 nouvelles communautés de pratique (CoP) qui s'ajoutent aux 12 déjà existantes : > Coopération bilatérale; > Francophonie - Sommet de Montreux; > En plus de 3 autres CoP destinées à faciliter la gestion interne au Ministère : SAGIR, Partenariat Pergo-BIQ et CA-Réseau.	Les CoP facilitent la conduite et le développement de dossiers communs. Elles appuient les besoins d'échanges et de concertation entre les acteurs. Reconnue comme un outil de gestion de la connaissance, une CoP est un espace virtuel collaboratif sécurisé qui permet aux intervenants du MRI et d'autres ministères d'échanger de l'information, de collaborer entre eux et de coordonner leurs actions pour mener à bien les dossiers.
Web 2.0	
Au cours de l'été 2010, la Délégation générale du Québec à New York a participé à un projet pilote pour l'utilisation du Web 2.0. Des outils Facebook, Twitter et un blogue du délégué général ont été mis en place. À la suite du succès du projet pilote, le Ministère a procédé à l'implantation en continu des outils du Web 2.0 (réseaux sociaux, blogues et comptes professionnels) pour communiquer avec les clientèles étrangères et promouvoir le Québec. En 2010-2011, sept représentations sont devenues actives sur le Web 2.0.	Ces diverses mesures permettent de moderniser les façons de faire et les communications avec les clientèles.
Application mobile	
Lancement de l'application iPhone « QuébeCulture » portant sur l'actualité des manifestations culturelles québécoises qui ont lieu en France.	Cette application contribue à promouvoir et à diffuser au plus grand nombre l'offre culturelle québécoise sur le territoire français. Elle favorise également la multiplication des échanges et des liens entre les intervenants artistiques français et québécois.

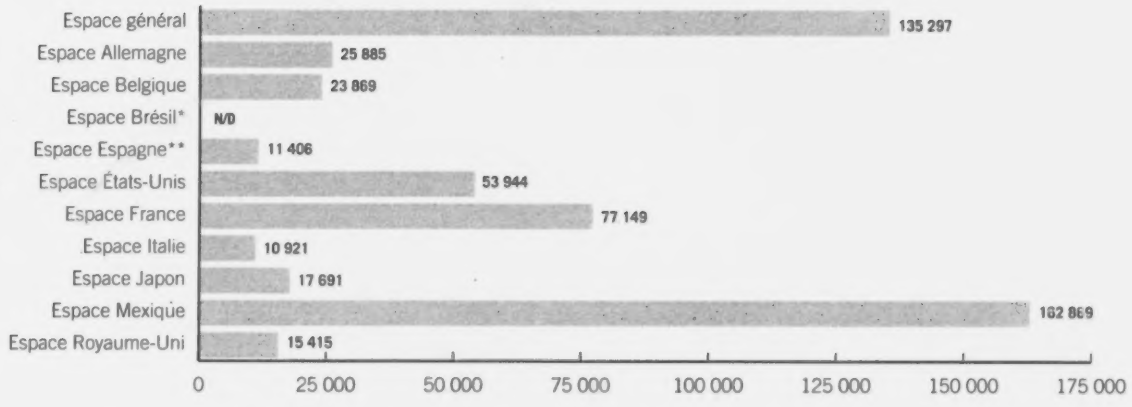
INDICATEUR 2 **Nombre de visites sur le Portail international**

L'Espace international (**www.international.gouv.qc.ca**) est l'un des trois espaces clientèles de Portail Québec. L'Espace international, qui comprend les 10 espaces pays et l'espace général, a reçu 534 446[12] visites en 2010-2011 comparativement à 339 351 en 2009-2010, soit une moyenne mensuelle de 44 624 visites. La hausse de 57,5 % des visites s'explique par les activités de promotion effectuées pour la section « Étudier au Québec » de l'Espace Mexique.

Offert en huit langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, japonais, italien et portugais), l'Espace international présente des renseignements sur le mode de vie au Québec, les arts et la culture, le commerce et l'investissement, les études ainsi que le travail et l'immigration.

[12] La méthodologie utilisée pour comptabiliser les statistiques exclut les fréquentations des robots Web et celles des employés du MRI et assure l'exclusion des visites dans les autres espaces du Portail Québec.

NOMBRE DE VISITES SUR L'ESPACE GÉNÉRAL ET SUR LES ESPACES PAYS EN 2010-2011



* L'Espace Brésil a été mis en ligne le 7 mars 2011. Aucun résultat n'est disponible pour l'année 2010-2011.
** L'Espace Espagne a été mis en ligne le 7 avril 2010.

OBJECTIF 25.

Renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Le gouvernement du Québec compte sur un réseau de représentations à l'étranger qui se veut un atout indispensable pour atteindre ses objectifs sur le plan international, pour promouvoir ses intérêts et pour faire progresser plusieurs dossiers stratégiques. Le MRI a pris l'engagement de rendre disponibles, de façon plus systématique, des renseignements sur les résultats ainsi que sur d'autres aspects liés à la gestion des représentations du Québec à l'étranger.

INDICATEUR 1 **Résultats présentés sur la base des indicateurs retenus**

- Publication d'information concernant les représentations du Québec à l'étranger dans le présent Rapport annuel de gestion (voir annexes 1 et 2).
- Comptabilisation des résultats liés à quatre indicateurs permettant de mesurer les activités des représentations du Québec à l'étranger, dont deux en étroite collaboration avec le MCCCF et le MDEIE. Ces résultats sont présentés à l'annexe 1.

2.9 SERVICES AUX CLIENTÈLES

OBJECTIF 26.

Mesurer, d'ici à 2011, la satisfaction des partenaires et des clientèles clés du Ministère

INDICATEUR 1 **Taux de satisfaction**

En 2010-2011, le MRI a poursuivi ses efforts pour mesurer la satisfaction des partenaires et des clientèles à l'égard de ses services en effectuant le suivi du plan de travail élaboré en 2009-2010. D'ailleurs, les résultats des engagements pris dans la Déclaration de services du Ministère sont présentés, dans le présent rapport, à la section 4, « Résultats liés à la Déclaration de services ».

OBJECTIF 27.

Favoriser l'ouverture des jeunes Québécois sur le monde en leur offrant des possibilités d'expériences internationales diversifiées

Les expériences de formation et de travail dans d'autres pays offrent aux jeunes Québécois l'occasion de parfaire leurs connaissances et leurs aptitudes et de s'ouvrir à d'autres cultures. Ces expériences constituent un atout pour leur parcours professionnel en facilitant leur intégration future au marché du travail. Les liens tissés avec l'étranger aident la société québécoise à être plus ouverte et à s'inspirer, dans l'expression de sa culture ou dans d'autres domaines, des façons de faire et des expériences d'autres pays.

INDICATEUR 1 — **Nombre de jeunes Québécois participant à des expériences internationales, dans le cadre de programmes ou par l'entremise d'organismes appuyés par le Ministère**

En 2010-2011, 5 423 jeunes Québécois, en comparaison avec 4 699 et 4 188 lors des deux années précédentes, ont participé à des échanges internationaux en vertu des programmes appuyés par le MRI.

Nombre de jeunes Québécois	Types d'expérience	Contribution du MRI et principaux partenaires
1 876	Stages, études, projets d'insertion, participation à des événements ou à des missions commerciales dans 24 pays des Amériques soutenus par l'OQAJ.	Contribution financière de 2 M$. Partenaire : OQAJ
1 760	Stages, études, projets d'insertion, participation à des événements ou à des missions commerciales soutenus en France par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) en 2010[1].	Contribution financière de 2,25 M$. Principaux partenaires : OFQJ, Emploi-Québec, MELS, SAJ, ministère français de la Jeunesse et de la Solidarité active
686	Stages, études, projets d'insertion, participation à des événements ou à des missions commerciales offerts dans 46 pays du monde par l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ).	Contribution financière au budget de démarrage de 1,5 M$[1]. Partenaire : OQMJ
505	Stages, études, projets d'insertion, participation à des événements ou à des missions commerciales soutenus en Wallonie-Bruxelles par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) en 2010[2].	Contribution financière de 615 600 $. Partenaire : OQWBJ
328	Stages de solidarité internationale dans 18 pays d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles en vertu du programme QSF.	Coordination du programme. Contribution financière de 2,58 M$[3]. Principaux partenaires : Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses membres
142	Jumelages intermunicipalités et travail de courte durée (vendanges) réalisés par l'Association Québec-France (AQF). Coordination des programmes en France.	Contribution financière de 84 117 $ pour l'envoi de trois jeunes coordonnateurs québécois responsables des programmes jeunesse du réseau associatif. Partenaire : CGF
28	Accueil de stagiaires dans le réseau des représentations du Québec à l'étranger.	Organisation du recrutement, définition du mandat et supervision des stagiaires.
24	Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales.	Contribution financière de 342 380 $. Gestionnaire du programme en concertation avec le Bureau du Québec à Washington, les Délégations du Québec à Chicago et à Rome ainsi que les Délégations générales du Québec à New York, à Paris et à Bruxelles.

Nombre de jeunes Québécois	Types d'expérience	Contribution du MRI et principaux partenaires
22	Programme de bourses de mobilité pour les doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécoise (Programme Frontenac).	Contribution financière de 162 500 $. Principaux partenaires : CGF, Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies (FQRNT)
14	Stage d'études en Russie à l'hiver 2010 et à l'automne 2011.	Subvention annuelle de 12 000 $ au Centre interuniversitaire Moscou-Québec, responsable des échanges d'étudiants. Partenaires : Centre interuniversitaire Québec-Moscou, UL et Université d'État des sciences humaines de Russie à Moscou
10	Stages au Washington Center.	Contribution financière de 55 700 $US. Gestionnaire du programme en collaboration avec le Washington Center, Washington, D.C.
10	Stage à l'Espace Montréal de l'Exposition universelle de Shanghai.	Appui technique et logistique à l'organisation du stage. Partenaires : Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), Ville de Montréal
8	Programme d'échanges de stagiaires au sein des cabinets politiques par le Comité d'action politique franco-québécois (CAP-FQ).	Contribution financière de 15 000 $. Partenaire : CGF
7	Stages de formation pour étudiants dans le cadre du Programme Samuel-De Champlain en sciences et technologies de la mer.	Contribution financière de 17 250 $. Partenaire : CGF
1	Élaboration d'un programme de stage à la Chambre de commerce canadienne à Shanghai.	Appui logistique et technique à l'organisation du stage. Partenaires : LOJIQ et Chambre de commerce canadienne à Shanghai
1	Stage en développement international Jeunes musiciens du monde, École de Kalkeri (Inde).	Contribution financière de 5 000 $. Partenaire : Jeunes musiciens du monde
1	Stage à la Jawaharlal Nehru University en Inde pour donner un cours sur le Québec et animer la Salle Québec.	Contribution financière de 5 000 $. Partenaire : LOJIQ

[1] En 2010-2011, un budget de 1,5 M$ a été prévu pour le financement de l'OQMJ.

[2] Les données de l'OFQJ et de l'OQWBJ sont comptabilisées sur la base d'une année civile et couvrent la période de janvier à décembre 2010.

[3] La contribution financière de 2,58 M$ inclut un montant de 273 068 $ qui a permis à 21 jeunes Québécois de faire un stage dans les organismes québécois de coopération internationale et un montant de 178 774 $ pour soutenir la venue au Québec de 25 stagiaires des organisations partenaires du Sud. Le programme QSF a donc permis à 374 jeunes du Québec et de l'étranger de participer à une expérience de solidarité internationale.

3. AUTRES RÉSULTATS DU MINISTÈRE EN 2010-2011

LE PROTOCOLE

Plusieurs normes et conventions encadrent les relations entre les gouvernements

3.1 VISITES OFFICIELLES ET CÉRÉMONIAL D'ÉTAT

Le Protocole du gouvernement du Québec coordonne les activités diplomatiques du gouvernement tant au Québec qu'à l'étranger. Plus spécifiquement, il est responsable de l'organisation des visites officielles, au Québec, de dignitaires étrangers, des membres du corps diplomatique ainsi que des membres du corps consulaire. Le Protocole est également responsable de l'application du cérémonial d'État lors des activités officielles du gouvernement du Québec. En 2010-2011, le Protocole a réalisé 110 visites officielles au Québec, comparativement à 66 l'année précédente. Cette hausse est attribuable, en partie, à l'attention particulière qui a été accordée par le gouvernement aux demandes de visites officielles et de prises de poste d'ambassadeurs, de hauts-commissaires et de consuls. Les visites officielles du Québec sont énumérées à l'annexe 5.

Type d'activité au Québec	Nombre en 2008-2009	Nombre en 2009-2010	Nombre en 2010-2011
Visites de dignitaires étrangers	92	47	**67**
Visites de membres du corps diplomatique et de membres du corps consulaire	25	19	**43**
Total des visites officielles	**117**	**66**	**110**

3.2 CORRESPONDANCE OFFICIELLE, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Protocole du gouvernement du Québec assure les communications officielles entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers, les corps diplomatique et consulaire ayant compétence au Québec et les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales établies sur son territoire. De plus, au nom du gouvernement du Québec, en collaboration avec les ministères et les organismes partenaires concernés, il administre les privilèges et les immunités prévus par les conventions internationales mises en œuvre au Québec dans les domaines relevant de ses compétences. Il se charge également de l'administration des prérogatives de courtoisie accordées par le gouvernement du Québec. En 2010-2011, la grande majorité des requêtes liées à cette clientèle, soit 84 %, a été traitée dans un délai de 10 jours et moins.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE NOTES PRODUITES

Types d'activités ou de services	Nombre		
	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Notes relatives à la correspondance officielle entre gouvernements	4 839	4 333	3 803
Notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie	6 092	6 380	5 905
Notes relatives aux affectations et missions de représentants québécois à l'étranger	198	272	164
Total	**11 129**	**10 985**	**9 872**

3.3 MISSIONS ET ÉVÉNEMENTS

Le Protocole du gouvernement du Québec coordonne également, dans ses aspects protocolaires et logistiques, l'organisation des missions internationales du premier ministre du Québec et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.

En 2010-2011, il y a eu 34 missions ministérielles à l'étranger, dont 10 menées par le premier ministre et 9 effectuées par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ou par son prédécesseur.

Il est à noter que, en plus de contribuer au renforcement de la capacité d'action et d'influence de l'État québécois, la majorité des missions du premier ministre et des ministres, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou en Asie, portait sur des enjeux majeurs pour le Québec, tels que le développement des exportations, la promotion des investissements étrangers, les changements climatiques, le développement économique durable ou, encore, l'énergie et l'exportation d'énergie hydroélectrique. La liste des missions ministérielles réalisées en 2010-2011 est présentée à l'annexe 6.

En octobre 2010, le premier ministre du Québec a participé au XIII[e] Sommet de la Francophonie à Montreux, en Suisse. À cette occasion, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé, dans la Déclaration de Montreux, que le Québec serait l'hôte du premier Forum mondial de la langue française en 2012.

La reconnaissance du rôle des États fédérés dans la mise en œuvre des engagements internationaux y figure également, et ce, pour la première fois, dans la formulation d'une déclaration de chefs d'État et de gouvernement. De surcroît, une résolution conjointe du Québec et d'Haïti sur la reconstruction du pays a également été adoptée. Le premier ministre a eu l'occasion de mener plusieurs entretiens avec des chefs d'État et de gouvernement en marge du Sommet, permettant ainsi de prolonger l'action internationale bilatérale du Québec.

La 16[e] Rencontre alternée des premiers ministres québécois et français s'est tenue à Paris, du 22 au 26 novembre 2010. Le premier ministre du Québec s'est entretenu avec le président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, le premier ministre, M. François Fillon, le président du Sénat, M. Gérard Larcher, et de nombreux sénateurs. Quant au ministre des Transports, il s'est entretenu avec la ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Cette rencontre alternée s'est conclue sur la création d'un espace de mobilité professionnelle, une volonté d'accroissement de la coopération entre les régions françaises et québécoises, sur l'intention de développer des initiatives conjointes dans les régions nordiques du Québec et sur un engagement à soutenir Haïti.

Du 5 au 7 décembre 2010, le premier ministre s'est rendu à Cancún, au Mexique, afin de coprésider, en compagnie du premier ministre de l'Australie du Sud, M. Mike Rann, le segment gouvernemental du 4[e] Sommet des leaders sur les changements climatiques organisé par le Climate Group, en marge de la 16[e] Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Une déclaration, qui inclut des engagements

relatifs aux secteurs de l'énergie et du transport, a été adoptée. À son arrivée au Mexique, le premier ministre du Québec s'est entretenu avec le président du Mexique, M. Felipe Calderón. L'entretien a porté essentiellement sur les enjeux de la COP 16 et sur le rôle du Québec dans la lutte aux changements climatiques.

Les 26 et 27 janvier 2011, le premier ministre a participé au Forum économique mondial de Davos, où il a agi à titre d'invité spécial lors d'un atelier portant sur la mobilité de la main-d'œuvre. Il a rencontré plusieurs personnalités, dont le ministre de l'Économie extérieure et des Relations internationales de Moscou, le ministre du Développement urbain de l'Inde et le ministre-président de la Flandre, afin de faire le point avec eux sur les dossiers importants concernant le Québec.

Pour la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, la mission la plus importante, tant en termes d'ampleur que de retombées économiques, a été la mission effectuée en Afrique du Sud, au cours des mois de septembre et octobre 2010, pour la participation à la 5e Conférence des Régions partenaires. Le volet économique de la mission a permis de soutenir une quinzaine d'entreprises et d'organisations québécoises dans leurs efforts de pénétration des marchés.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MISSIONS MINISTÉRIELLES QUÉBÉCOISES À L'ÉTRANGER

2008-2009	2009-2010	2010-2011
53	48	34

4. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES

Le Ministère s'engage à offrir des services de qualité à ses clientèles et partenaires

La présente section fait état des résultats liés aux engagements pris dans la Déclaration de services du MRI et réalisés en 2010-2011. Au cours de cet exercice, le Ministère a effectué le suivi d'un plan de travail élaboré en 2009-2010 portant sur la Déclaration de services.

4.1 INFORMATION ET RENSEIGNEMENTS

Le Ministère travaille à rendre facilement accessible l'information susceptible d'intéresser les citoyens et les partenaires, notamment grâce à son site Internet (**www.mri.gouv.qc.ca**). Dans la section « Ministère » de ce site, le visiteur trouve, entre autres, la Déclaration de services ainsi que les coordonnées postales et un lien permettant de déposer des commentaires ou plaintes par voie électronique. La Déclaration de services, quant à elle, indique les engagements du Ministère, notamment en termes de délais de traitement des demandes et des plaintes.

ENGAGEMENT

Assurer, dans le respect des lois encadrant les relations entre le gouvernement et les citoyens, un accès facile aux services et aux renseignements sur nos programmes et activités, notamment en mettant régulièrement à jour notre site Internet.

Aspects évalués	Principaux résultats
Information disponible	**Principaux documents publiés en 2010-2011 :** > Le Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2010-2011 de la Politique internationale du Québec; > La Pochette Le Québec : Partenaire dans la lutte aux changements climatiques (Mise à jour : été 2010); > La brochure Québec-UNESCO; > La brochure Le Québec en France – 50 ans; > La publication Québec en un clin d'œil – Suédois; > Le Rapport annuel de gestion 2009-2010 et son sommaire; > Le Plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées; > Le Québec : un partenaire nord-américain – Fiche « L'hydroélectricité du Québec, une solution avantageuse pour le nord-est ».

Aspects évalués	Principaux résultats				
Lectorat et disponibilité des publications mensuelles	**Lectorat des bulletins électroniques mensuels**				
		2008-2009	**2009-2010**	**2010-2011**	**Nombre de publications en 2009-2010**
	Québec@monde	2 305	2 473	2 539	10 numéros
	Québec@Europe	1 368	1 828	1 925	10 numéros
	Québecactualités.com*	36 000	31 232	31 025	214 numéros

* Ces bulletins électroniques sont produits par le Ministère et ses représentations de Barcelone, Boston, Bruxelles, Chicago, Londres, Los Angeles, Mexico, Munich, New York, Paris et Tokyo.

MISE À JOUR DU SITE INTERNET MINISTÉRIEL (WWW.MRI.GOUV.QC.CA) ET DU SITE ESPACE INTERNATIONAL (WWW.INTERNATIONAL.GOUV.QC.CA)

Les sites Internet gérés par le MRI ont pour objectifs de faire connaître l'action du gouvernement du Québec sur la scène internationale, de promouvoir le Québec et d'attirer les clientèles étrangères, de doter son personnel d'outils performants ainsi que de simplifier et de personnaliser les services offerts aux clientèles étrangères. Dans le but de sensibiliser la population québécoise et d'informer les clientèles étrangères du dynamisme des relations internationales du gouvernement du Québec, des efforts importants sont déployés pour faire état de l'actualité internationale du Québec.

À cette fin, le Ministère a publié 1 333 articles, rapportant de l'information et des activités importantes auxquelles le Québec est associé. Offerts en sept langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, italien et japonais), ces articles sont disponibles sur le site du Ministère et sur les sites des représentations à l'étranger. S'ajoutent aux articles 103 brèves, soit des résumés d'articles de la presse québécoise portant sur les « bons coups » du Québec, aussi publiées sur les sites du réseau des représentations du Québec à l'étranger et sur celui du Ministère. Ces brèves sont toujours disponibles en trois langues : français, anglais et espagnol (et parfois en allemand, italien et néerlandais, selon les sujets). Plus de 1 191 activités internationales, tenues au Québec ou à l'étranger et auxquelles le gouvernement du Québec est associé, ont été mises en valeur sur le site du Ministère et sur les sites de ses représentations à l'étranger.

Des travaux de bonification du contenu déjà en ligne ont été réalisés, notamment pour la section « Solidarité internationale » du site du MRI et pour les sections « Étudier au Québec » et « Vivre au Québec » du site Espace international. Le Ministère dispose d'un service de renseignements généraux accessible par téléphone, par Internet, par télécopieur ou aux comptoirs d'accueil des bureaux de Québec et de Montréal.

ENGAGEMENT

Faire parvenir, lorsqu'une demande est transmise par Internet (communications@mri.gouv.qc.ca), par courrier ou par télécopieur, un accusé de réception dans un délai de deux jours ouvrables à compter de sa réception, et répondre à celle-ci dans un délai de dix jours ouvrables après la transmission de l'accusé de réception

Demandes	Engagements	Cibles	Résultats		
			2008-2009	2009-2010	2010-2011
Demandes par courriel[1]	Envoi d'un accusé de réception	2 jours	91,3 %	97,5 %	100 %
	Réponse à la demande	10 jours suivant l'envoi de l'accusé de réception	88,2 %	99,3 %	98,7 %
	Nombre de demandes traitées		355	279	301
	Délai moyen de traitement des réponses en nombre de jours		-	2	2
Plaintes			0	0	1[2]

[1] Demandes transmises par courriel à l'adresse apparaissant sur le site Internet du Ministère. Les demandes traitées ne comptabilisent pas celles que formulent les clientèles (québécoises ou étrangères) directement auprès des représentations du Québec à l'étranger.

[2] Le délai de traitement de la plainte a été respecté. Ainsi, un accusé de réception a été acheminé au plaignant à l'intérieur des 2 jours ouvrables et une réponse à l'intérieur des 15 jours ouvrables.

4.2 CONSULTATION DES CLIENTÈLES SUR LES SERVICES

ENGAGEMENT

Fournir des services-conseils de qualité

Afin d'évaluer la qualité des services-conseils offerts par le personnel du MRI, un questionnaire est envoyé aux personnes ayant demandé un renseignement et reçu un service-conseil par l'intermédiaire du site Internet du Ministère. Pour l'année 2010-2011, trois personnes ont répondu au sondage. Étant donné l'échantillon restreint de répondants, il s'avère impossible de tirer des conclusions représentatives pour l'année en cours.

ENGAGEMENT

Effectuer périodiquement des consultations pour connaître les attentes et pour mesurer la satisfaction à l'égard des services rendus

Aspects évalués et clientèles	Principaux résultats	Améliorations apportées
Site Internet		
Dans le but d'améliorer la qualité de son site Web (www.mri.gouv.qc.ca), le MRI offre aux internautes la possibilité de transmettre leurs observations au moyen d'un formulaire de satisfaction.	Pour l'année 2010-2011, six formulaires de satisfaction ont été remplis.	Les observations des internautes ont contribué à l'amélioration du fonctionnement du site.

Aspects évalués et clientèles	Principaux résultats	Améliorations apportées
Programme Québec sans frontières		
Questionnaire d'évaluation du programme par les stagiaires (113 répondants).	> 97 % des répondants, comparativement à 98 % l'an passé, affirment que leur stage a eu un impact positif sur le développement de leurs capacités personnelles. > 89 % des répondants, comparativement à 86 % l'an passé, affirment que leur stage a eu un impact positif sur le développement de leurs capacités professionnelles. > 81 % des répondants, comparativement à 86 % l'an passé, se sont dits satisfaits de l'organisme québécois responsable de leur stage. > 85 % des répondants, comparativement à 89 % l'an passé, affirment qu'ils recommanderaient le programme.	Les résultats recueillis permettent d'améliorer l'ensemble des aspects du programme QSF : formations prédépart, qualité des activités liées à la réalisation des stages, qualité des conditions de séjour (sélection des milieux d'accueil, gîtes et nourriture) et éléments liés à la santé et à la sécurité des stagiaires (transport, communications, trousses de sécurité, plans d'urgence, etc.).
Rapports finaux des stages complétés par les organismes partenaires (84 rapports finaux).	Le format des rapports finaux que doivent remplir les organismes partenaires a été modifié. Le nouveau canevas permet une reddition de comptes plus précise en lien avec les obligations du programme. Il permet également de mieux évaluer les résultats atteints et les difficultés éprouvées dans la réalisation des projets et de compiler plus facilement l'information. Il permet aussi d'obtenir des recommandations des partenaires sur la gestion et les orientations du programme QSF.	Les résultats recueillis permettent d'améliorer l'ensemble des aspects du programme QSF : formations prédépart, qualité des activités liées à la réalisation des stages, qualité des conditions de séjour (sélection des milieux d'accueil, gîtes et nourriture) et éléments liés à la santé et à la sécurité des stagiaires (transport, communications, trousses de sécurité, plans d'urgence, etc.).
Deux consultations annuelles menées auprès des organismes de coopération internationale qui réalisent des stages avec l'appui du programme (17 organismes consultés).	Les organismes partenaires ont formulé des suggestions pour l'amélioration du programme.	Rencontre d'octobre 2010 : stratégie de promotion du programme; évaluation de différents aspects du programme (formations prédépart, santé et sécurité, etc.) et échanges sur les pratiques. Rencontre de février 2011 : formation sur la présentation de projets QSF et formation sur les procédures entourant les demandes de visas pour les stagiaires du volet réciprocité.

ENGAGEMENT

Évaluer, au terme de chacune des missions réalisées, la satisfaction des participants en leur faisant remplir un questionnaire portant sur divers aspects liés à la logistique et à l'encadrement de ces missions et à ajuster l'offre en fonction des conclusions tirées de ces évaluations

La mission de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Afrique du Sud, impliquant des représentants du milieu des affaires (septembre 2010) et organisée principalement par le MDEIE pour le volet « Entreprises », a fait l'objet d'une évaluation par le MDEIE.

4.3 SÉLECTION DES PROJETS ET DES CANDIDATURES

ENGAGEMENT

Effectuer avec équité et transparence la sélection des candidatures ou des projets soumis

Les programmes et services du MRI destinés à une clientèle québécoise et qui nécessitent une présentation de projets ou le dépôt de candidatures sont pourvus de mécanismes de sélection visant un traitement équitable. Afin de se conformer à l'engagement de la Déclaration de services, un mécanisme de sélection composé de cinq éléments est prévu :

1. **Dépôt :** un appel à projet a été fait;
2. **Critères de sélection :** les critères ont été diffusés;
3. **Évaluation :** les projets ou candidatures admissibles ont été évalués sur la base des critères de sélection;
4. **Comité de sélection :** l'évaluation des projets est confiée à un comité;
5. **Diffusion :** les résultats des sélections des organismes et des projets sont diffusés dans des documents publics. Les résultats des sélections de candidatures sont transmis directement aux personnes concernée.

Mécanisme de traitement des projets ou des candidatures	1 Dépôt	2 Critères de sélection	3 Évaluation	4 Comité de sélection	5 Diffusion
Projets de coopération en vertu d'ententes intergouvernementales	•	•[1]	•	•	•
Programme d'appui aux organismes de coopération internationale					
> Québec sans frontières	•	•	•	•	•
> Programme québécois de développement international	•	•	•	•	•
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales	•	•	•	•	•

• Respect de l'élément du mécanisme de sélection

[1] Dans certains cas exceptionnels, des critères de sélection ont été précisés par le comité de sélection.

ENGAGEMENT

Traiter les dossiers et les candidatures et transmettre l'accusé de réception et la décision dans les délais prévus

Programmes ou services	Engagements	Cibles	Résultats 2009-2010	Résultats 2010-2011
Projets de coopération en vertu d'ententes intergouvernementales : 269 projets reçus en vue d'une sélection officielle	Transmission de la décision	15 jours après la rencontre finale de sélection	46 %	22 %
Programmes d'appui aux organismes de coopération internationale : 69 projets reçus[1]	Envoi de l'accusé de réception	10 jours après le dépôt de la proposition[2]	100 %	100 %
> QSF : 38 projets > PQDI : 31 projets	Transmission de la décision	15 jours après la séance du comité de sélection	77 %	80 %

Programmes ou services	Engagements	Cibles	Résultats 2009-2010	Résultats 2010-2011
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales : > 405 candidatures reçues	Envoi d'un avis relatif à la participation à une entrevue	5 jours après la fermeture de l'offre de stage	100 %	100 %
	Transmission de la décision	10 jours après l'entrevue de sélection	100 %	100 %

[1] L'actuel Rapport annuel de gestion ne présente pas de projets relatifs au programme PAME-OCI puisque celui-ci est triennal et il n'y a pas eu d'appel à propositions en 2010-2011.

[2] Les accusés de réception pour le programme PQDI ont été transmis dans un délai de 10 jours suivant la date de tombée des projets, plutôt que la date de dépôt des projets. Cette situation s'explique du fait que les projets entrent presque tous à la date de tombée. Cette situation est également causée par la complexité des démarches nécessaires à la validation de l'admissibilité des projets pour ce programme.

4.4 AUTRE ENGAGEMENT

ENGAGEMENT

Protéger, conserver et utiliser en toute sécurité et confidentialité les renseignements recueillis

En 2010-2011, des activités ont renforcé la gestion et la sensibilisation du personnel à l'égard de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. La section 7.1 donne plus d'information sur les gestes posés par le MRI à cet effet.

5. UTILISATION DES RESSOURCES

581 personnes travaillent au MRI
à mettre de l'avant les objectifs internationaux
du Québec et à appuyer efficacement
les clientèles à l'étranger

5.1 RESSOURCES HUMAINES

EFFECTIF

Au 31 mars 2011, 581 personnes travaillaient au MRI, soit 521 employés réguliers et 60 employés occasionnels. À cette même date, l'effectif autorisé s'établissait à 574 équivalents temps complet (ETC). Un ETC équivaut à un employé qui aurait travaillé à temps complet pendant toute une année financière. Plus d'un employé peut être associé à un ETC.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT AU MRI AU 31 MARS 2011

	Au Québec			À l'étranger			Total
	Réguliers	Occasionnels	Sous-total	Réguliers	Occasionnels	Sous-total	
2010-2011	272	49	321	249	11	260	**581**
2009-2010	297	46	343	252	7	259	**602**
2008-2009	306	37	343	249	7	256	**599**

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT AU MRI AU 31 MARS 2011

Catégories d'emploi	Nombre d'employés réguliers et pourcentage					
	2008-2009	%	2009-2010	%	2010-2011	%
Administrateurs d'État et cadres	78	14,0	75	13,7	66	12,7
Professionnels	248	44,7	255	46,4	255	48,9
Techniciens	110	19,8	113	20,6	107	20,5
Personnel de bureau et ouvriers	119	21,5	106	19,3	93	17,9
Total	**555**	**100**	**549**	**100**	**521**	**100**

	Affaires bilatérales	Administration	Politiques et affaires francophones et multilatérales	Secteur du sous-ministre	Protocole et missions	Autres
Nombre d'employés	77	72	50	32	31	10

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DU RÉSEAU AU 31 MARS 2011

La majorité des employés travaillant à l'étranger (73,5 %) est recrutée dans les pays où sont situées les représentations. Ces employés, au nombre de 183 au 31 mars 2011, ne sont pas soumis à la Loi sur la fonction publique. Les personnes affectées à l'étranger et couvrant principalement les secteurs économique, culturel et de l'immigration sont des employés du MRI pour la durée de leur affectation. Cependant, elles sont principalement rattachées aux ministères partenaires concernés (MDEIE, MICC et MCCCF). Les employés travaillant dans le réseau et issus d'IQ ne sont pas comptabilisés dans les données présentées. L'annexe 2 exhibe un tableau plus détaillé portant notamment sur la répartition du personnel travaillant à l'étranger selon les secteurs d'activité.

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

En 2010-2011, le MRI a investi un montant total de 572 930 $ en formation de son personnel.

Indicateurs	Cible gouvernementale	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Pourcentage de la masse salariale accordé aux dépenses liées à la formation des ressources humaines[1]	1,0 %	1,6 %	1,3 %	1,3 %
Nombre moyen de jours par personne consacrés à la formation des ressources humaines	Sans objet	2,6 jours	2,3 jours	2,4 jours

[1] Calcul basé sur l'année civile, conformément à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le Ministère a mis de l'avant plusieurs initiatives en 2010-2011 pour favoriser la santé et la sécurité des employés, notamment :

- L'installation de cabines de douches à la disposition du personnel;
- Des conférences midi dans le cadre du mois de la nutrition.

Par ailleurs, à la suite du séisme du 11 mars 2011 au Japon, d'autres mesures ponctuelles ont été mises en place pour le personnel de la Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT). Parmi ces mesures, soulignons la mise à disposition de comprimés d'iode pour l'ensemble du personnel et l'instauration de mesures d'évacuation volontaire de la ville de Tokyo.

De plus, plusieurs activités en santé et sécurité ont été reconduites au cours de la dernière année. Parmi celles-ci :

- Une vaccination antigrippale et l'envoi d'antiviraux (TAMIFLU) dans l'ensemble des représentations à l'étranger;
- Une formation en secourisme et des interventions ergonomiques;
- Un service d'infirmerie;
- Des séances d'activité physique durant l'heure du dîner;
- La reconduction des ententes avec certains centres de conditionnement physique;
- Un service de programme d'aide aux employés (PAE) offert à tout le personnel;
- Des présentations sur la Politique ministérielle visant à prévenir et à contrer le harcèlement au travail offertes aux employés.

GESTION PRÉVISIONNELLE ET RÉDUCTION DE LA TAILLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

La poursuite de l'exercice de planification de main-d'œuvre, amorcé en 2008-2009, a permis de questionner chaque poste de l'organisation et d'évaluer la pertinence de remplacer chaque départ à la retraite en cours d'année. En 2010-2011, 36 départs à la retraite ont été observés, ce qui constitue 10,4 % du personnel régulier. Le nombre de départs à la retraite prévus est de 25 pour 2011-2012 et de 11 pour 2012-2013.

Tout en respectant à la fois le taux de renouvellement de l'effectif découlant des nombreux départs à la retraite et la cible d'utilisation d'ETC fixée par le Conseil du trésor, l'exercice de planification de la main-d'œuvre a permis à chaque direction de se doter d'un plan d'action pour les prochaines années. Ces derniers contribuent à atteindre les objectifs de réduction de l'effectif tout en maintenant une offre de services répondant à la mission du Ministère.

Un suivi de l'effectif est effectué régulièrement afin d'assurer le respect des cibles en cours d'exercice. Ainsi, pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, le MRI a atteint ses cibles de réduction de l'effectif et de consommation d'ETC, tout en assurant l'intégralité de son offre de services et en maintenant son réseau à l'étranger. Le taux de roulement[13] du personnel régulier du Ministère, excluant les employés recrutés localement, est de 19,4 %. Le taux de roulement excluant les départs à la retraite est de 9 %.

ABSENTÉISME ET MALADIE

En 2010-2011, le taux d'absentéisme au Ministère a été de 3,1 % comparativement à la moyenne de la fonction publique qui a été de 4,9 %[14] pour l'année civile 2009.

5.2 RESSOURCES FINANCIERES

DÉPENSES

Le budget de dépenses 2010-2011 du MRI s'élevait à 113,9 M$. La dépense réelle a atteint 119,7 M$, soit une différence de 5,8 M$. Cet écart s'explique en partie par des crédits additionnels de 8,0 M$ en provenance du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour le financement des activités du réseau reliées à l'immigration auxquels s'ajoutent des crédits de 1,5 M$ en provenance du Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour financer le démarrage des opérations de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse. De plus, un transfert de 2,9 M$ a été effectué vers d'autres ministères pour la réalisation de mesures de la Politique internationale du Québec. Enfin, le Ministère a périmé des crédits de 0,9 M$ notamment en lien avec l'atteinte des objectifs relatifs au plan de contrôle et de réduction des dépenses 2010-2014.

[13] Le taux de roulement est basé sur les départs volontaires, soit les mutations externes, les démissions et les départs à la retraite.

[14] Source : Secrétariat du Conseil du trésor

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DU MRI

	2008-2009	2009-2010	2010-2011		
	Dépenses réelles		Budget des dépenses	Variation	Dépenses réelles
Total	128,4 M$	124,0 M$	113,9 M$	5,8 M$	119,7 M$

[1] Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Près de 48,5 % des dépenses du MRI, soit 58,0 M$, sont allouées à la rémunération du personnel, y compris la rémunération dans le réseau, qui compte à elle seule pour 60 % de cette somme. Les dépenses de fonctionnement représentent quant à elles 25,8 % des dépenses, soit 31,0 M$, dont 63,2 % est relié au réseau des représentations. Les dépenses de transfert ont totalisé 30,0 M$ en 2010-2011, un montant équivalent à celui de l'exercice 2009-2010.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CATÉGORIE

Catégories de dépenses	Dépenses réelles en M$		
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 [1]
Rémunération	**52,6**	**57,8**	**58,0**
Siège	23,3	23,9	23,1
Représentations du Québec à l'étranger	29,3	33,9	34,9
Fonctionnement	**31,9**	**32,4**	**31,0**
Siège	15,5	11,9	11,4
Représentations du Québec à l'étranger	16,4	20,5	19,6
Transferts (subventions)	**38,6**	**28,9**	**30,0**
Sommet de la Francophonie (Québec 2008)	8,5	-	-
Organismes de la Francophonie	12,5	11,4	11,8
Organismes voués à la jeunesse	5,1	4,9	6,3
Québec sans frontières et autres	3,5	3,2	3,6
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4,2	4,2	4,0
Subventions aux affaires bilatérales et programmes de coopération	2,6	2,7	2,7
Autres crédits de transfert	2,2	2,5	1,6
Mise en œuvre de la Politique internationale du Québec[3, 4]	**5,3**	**4,9**	**0,7**
Total	**128,4**	**124,0**	**119,7**

[1] La dépense réelle présente l'ensemble des coûts liés aux activités du MRI de même que les coûts des activités du MICC effectuées dans les différentes représentations.

[2] La diminution de la dépense de 4,3 M$ par rapport à l'année 2009-2010 résulte d'une dépense non récurrente en 2009-2010 consécutive au tremblement de terre en Haïti. De plus, les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

[3] Un montant annuel de 8 M$ est alloué à la mise en œuvre de la PIQ, dont 5,1 M$ et 2,8 M$ ont respectivement été attribués au MRI et aux M/O partenaires en 2010-2011. Ces montants servaient en outre à financer la réalisation des différentes mesures figurant au Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2010-2011, soit 1,1 M$ pour le MRI et 2,8 M$ pour les M/O. Ils ont également permis la consolidation du redéploiement du réseau des représentations du Québec à l'étranger, soit un montant de 4,0 M$ alloué au MRI.

[4] Par le passé, ce montant incluait le budget de 4,0 M$ associé au redéploiement du réseau. Dès cette année, celui-ci se retrouve réparti dans les catégories « Rémunération » et « Fonctionnement » des représentations du Québec à l'étranger.

INVESTISSEMENTS

En 2010-2011, le Ministère a effectué des investissements de 2,2 M$.

EVOLUTION DES DÉBOURS

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	
	Déboursés	Déboursés	Budget	Déboursés réels[1]
Immobilisations	24 175 235 $[2]	3 077 793 $	4 785 000 $	1 661 800 $
Prêts, placements et avances	600 000 $	1 105 284 $	1 000 000 $	660 000 $

[1] Les déboursés vérifiés seront présentés à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

[2] Les investissements en immobilisations en 2008-2009 ont notamment servi à financer l'acquisition du terrain et des locaux de la Délégation générale du Québec à Londres pour la somme de 20,9 M$.

En 2010-2011, les investissements en immobilisations ont principalement servi à financer des projets concernant l'achat de mobilier et la réalisation de travaux d'améliorations locatives auprès de certaines représentations. La section 5.3 donne plus de détails sur les investissements liés aux ressources informationnelles et à la gestion immobilière.

5.3 RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET GESTION IMMOBILIÈRE

BILAN DES RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN 2010-2011

En 2010-2011, le Ministère a poursuivi ses efforts dans le but de maintenir un réseau informatique mondial standardisé, performant et sécuritaire, intégrant la voix, l'image et les données. Il a aussi assuré la sécurité, l'entretien et la bonne utilisation des actifs informationnels.

Les investissements en immobilisations informatiques ou électroniques réalisés en 2010-2011 sont de 395 166 $, comparativement à 848 192 $ en 2009-2010 et à 964 145 $ en 2008-2009. Ces investissements ont rendu possible le déploiement de la téléphonie IP à la Délégation générale de Mexico et l'installation de cinq nouveaux systèmes de visioconférence. Ils ont aussi servi à financer le maintien et la mise à niveau des logiciels, de l'équipement bureautique, des composantes réseautiques et de télécommunications ainsi que de la messagerie électronique, de la téléphonie IP et de la visioconférence. L'importante réduction des investissements en immobilisations informatiques ou électroniques peut s'expliquer par les investissements majeurs en téléphonie IP et visioconférence qui ont été effectués au cours des deux précédents exercices.

Au montant de 395 166 $ s'ajoutent des investissements en immobilisations pour le projet Espace international deuxième génération réalisés en 2010-2011 lesquels sont de 32 475 $. Ces investissements ont permis de valider et de réviser l'architecture organique.

En ce qui concerne la contribution du MRI au Gouvernement en ligne, l'Espace Brésil et l'Espace Espagne ont été mis en ligne en 2010-2011. Plus de renseignements sont présentés à cet égard avec les résultats associés à l'objectif 24, qui sont présentés à la section 2.8.

DÉBOURS PLANIFIÉS ET RÉELS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (RI) POUR LA PÉRIODE 2010-2011

	Projet de développement en k$	Autre activité en k$	Total en k$
Débours planifiés en RI	4 217,0	4 077,9	8 294,9
Débours réels en RI	648,9	4 503,7	5 152,6
Écarts	3 568,1[1]	(425,8)	3 142,3

[1] Cet écart s'explique principalement par le report de la réalisation du projet Espace international deuxième génération en 2011-2012.

NOMBRE DE PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR LA PÉRIODE 2010-2011

	Nombre de projets
Projets en cours au début de l'exercice	10
Projets entrepris au cours de l'exercice	2
Projets en cours à la fin de l'exercice	9
Projets terminés au cours de l'exercice	3

PRINCIPAUX PROJETS RÉALISÉS OU EN COURS DE RÉALISATION EN 2010-2011

Nom du projet	État d'avancement	Coûts antérieurs à 2010-2011[1]	Coûts 2010-2011[1]	Jours-personnes[2] en 2010-2011 Ministère	Jours-personnes en 2010-2011 Firmes
Espace international deuxième génération[3]	40 % > Analyse préliminaire et architecture détaillée complétées > Travaux réalisés en 2010-2011 : validation et révision de l'architecture organique	1 961,7 k$	32,5 k$	165 j.-p.	39 j.-p.
Gestion des CT-déplacement	60 % > Analyse préliminaire et architecture détaillée complétées > Réalisation en cours : automne 2010 à automne 2011	s. o.	s. o.	250 j.-p	s. o.

[1] Les coûts excluent la masse salariale du personnel du Ministère.

[2] Le nombre de jours requis pour réaliser le projet par une seule personne et non la durée en jours du projet.

[3] Le financement du projet provient de la Provision pour la réalisation de projets liés au Gouvernement en ligne pour la période antérieure à 2010-2011. Le MRI y contribue en y affectant des ressources humaines. Avant d'amorcer la phase de réalisation, le Ministère doit présenter un nouveau CT et un dossier d'affaires au Conseil du trésor pour obtenir le financement, ce qui explique que, pour la période 2010-2011, le MRI assume les coûts avec son budget d'immobilisations.

Les principales activités du MRI en matière de ressources informationnelles pour l'année 2010-2011 sont :

- Le traitement de 8 445 demandes de soutien provenant des différents utilisateurs, comparativement à 8 006 demandes en 2009-2010 et à 8 842 en 2008-2009. Cette augmentation, par rapport à la dernière année, peut s'expliquer notamment par l'ajout de plusieurs nouveaux services de visioconférence.
- Le remplacement de 25 % et la diminution de 1,9 % des postes de travail, le remplacement de 5,9 % et la diminution de 1 % des imprimantes, le support et la mise à jour des logiciels, des composantes réseautiques et de télécommunications ainsi que de la messagerie électronique. La diminution, cette année, des achats d'imprimantes s'explique par les investissements plus importants faits en 2008-2009 (ajout/remplacement de 25 % du parc), en particulier pour l'achat d'imprimantes multifonctions plus efficaces et dont la durée de vie est plus longue que celle des imprimantes standards.
- L'installation de nouvelles salles pour la visioconférence dans les représentations de Paris et de New York. La mise en place, en collaboration avec le MICC, de nouvelles salles d'entrevue par visioconférence dans les bureaux de Paris et de Mexico. Il y a eu au-delà de 2 144 visioconférences du 1er septembre 2010 au 31 mars 2011, ce qui représente un total de 1 607 heures d'utilisation.
- La mise en place d'un service de visioconférence mobile pour les employés du Ministère en déplacement. Ce service est aussi disponible pour les M/O partenaires du MRI.
- La mise à profit du système de téléphonie IP qui, en plus de permettre des communications sans frais entre les représentations et le siège, permet dorénavant aux représentations de se servir du système téléphonique de Québec pour joindre tout interlocuteur situé au Canada ou aux États-Unis, réduisant ainsi les frais de communications. À ce jour, le déploiement de cette solution est effectué dans la majorité des représentations et dans toutes les résidences officielles du gouvernement du Québec à l'étranger.
- La mise en place du bureau mobile, une solution technologique permettant d'établir un lien sécurisé temporaire entre un site externe et le réseau informatique du MRI. Cet environnement de travail, destiné à être utilisé à l'occasion des missions et des événements qui se déroulent à l'extérieur des locaux du Ministère, rend accessibles les mêmes services informatiques et de téléphonie que ceux disponibles au siège, ce qui permet de diminuer sensiblement les coûts de communications et d'augmenter l'efficacité des employés lors de leurs déplacements à l'extérieur des locaux.
- La mise en service de l'environnement de relève informatique en cas de sinistre majeur.
- La diffusion de Documents administratifs personnalisés (DDAP) : création d'un espace personnalisé et sécurisé dans lequel sont déposés différents documents administratifs spécifiques à un employé, tels que les allocations de fonction et de coût de vie des affectés réseau et les bulletins de paie des recrutés locaux. Cette innovation permet, notamment, un gain de temps puisqu'elle élimine l'impression, la manutention et l'envoi par courrier « protégé » de documentation au personnel en poste à l'étranger.
- La modernisation de la Banque de suivis de courrier (BSC) : informatisation du cheminement des dossiers et mise en place d'une fonction de dépôt des documents électroniques associés aux dossiers. Cette modernisation accélère le traitement et améliore les suivis des dossiers ; elle permet de retrouver facilement les documents sans faire de recherches laborieuses (entre autres les demandes et réponses) et contribue au développement durable en réduisant l'utilisation de papier.

GESTION IMMOBILIÈRE

La Direction de la gestion immobilière assure la gestion et l'entretien des représentations du Québec à l'étranger. Pour ce faire, elle sélectionne les emplacements, négocie les baux et aménage tant les bureaux que les résidences officielles. Elle assure également l'aménagement et l'entretien des espaces occupés par le siège du Ministère tant à Québec qu'à Montréal. En lien avec les objectifs de la Politique internationale du Québec, le MRI a procédé à divers travaux d'aménagement dans ses bureaux au Québec et dans certaines de ses représentations à l'étranger en 2010-2011.

5.4 ÉVALUATION ET VÉRIFICATION

De façon continue, le MRI prend différentes mesures visant à s'assurer de la bonne gestion des ressources qui lui sont allouées pour atteindre ses résultats. Les mécanismes de vérification interne, d'évaluation de programmes ainsi que de gestion intégrée des risques sont devenus des pratiques courantes au sein du Ministère.

Le comité de vérification, constitué conformément aux orientations du Conseil du trésor en matière de vérification, établit la planification des études de vérification interne, tandis que la Direction de la vérification interne et de l'évaluation (DVIE), par des opérations régulières, gère ces mécanismes et le suivi qui en découle. Ainsi, au cours de l'année 2010-2011, des études de vérification des dépenses, de conformité et des processus ont été faites aux Bureaux du Québec à Barcelone et à São Paulo et à la Délégation du Québec à Rome. Une vérification a également été réalisée sur l'application de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec.

Soucieuse de maintenir le processus d'amélioration continue du MRI, la DVIE a mené le suivi de l'étude de vérification réalisée au cours de l'année 2008-2009 à la Délégation du Québec à Atlanta ainsi que le suivi de l'étude de vérification réalisée au cours de l'année 2006-2007 à la Délégation du Québec à Boston. De plus, l'examen du Rapport annuel de gestion a été effectué pour valider l'information divulguée.

Enfin, en 2010-2011, deux évaluations ont été complétées : l'évaluation des mesures associées à la formation et au plan de carrière des conseillers en affaires internationales à l'emploi du Ministère et celle de l'appui du MRI à l'Association internationale des études québécoises (AIEQ).

6. RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Résultats des actions relatives à la mise en œuvre du Plan d'action de développement durable 2009-2013 et aux changments climatiques

6.1 RÉSULTATS DU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2009-2013 POUR L'ANNÉE 2010-2011

Le 13 avril 2006, l'Assemblée nationale a adopté la Loi sur le développement durable afin d'améliorer le mieux-être, la santé et la qualité de vie des citoyens du Québec. La Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, entrée en vigueur le 1er décembre 2008, constitue le plan de mise en œuvre de cette loi. Pour contribuer à la réalisation de la Stratégie, chacun des 150 ministères, organismes et entreprises d'État visés par la Loi devait publier, au plus tard le 31 mars 2009, un plan d'action de développement durable. De plus, l'article 17 de la Loi précise que chaque ministère, organisme et entreprise de l'Administration publique devra faire état, sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel de gestion, des objectifs particuliers qu'il s'est fixés ainsi que des différentes activités ou interventions réalisées en matière de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2009-2013 du ministère des Relations internationales contribue à cette démarche gouvernementale. Disponible depuis le 31 mars 2009 sur le site Web du Ministère, ce plan incite le personnel à prendre en compte les dimensions du développement durable dans leurs activités quotidiennes. Il met de l'avant huit actions liées tant à la mission première du MRI qu'à sa gestion administrative. La section qui suit présente les résultats du Plan d'action de développement durable 2009-2013 pour l'année 2010-2011.

ACTION 1

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'Administration publique

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable. Favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière ainsi que l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Faire connaître la nature et la portée du concept de développement durable.

Gestes		Cibles et indicateurs	2009-2010	2010-2011
Sensibiliser le personnel du Ministère au Québec et à l'étranger : articles dans le journal interne, manchettes dans l'intranet et rencontres du personnel.	En continu	Taux des employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable. **(cible : 80 % d'ici 2011)**	À venir	90 %[1]
Former le personnel du Ministère au Québec et à l'étranger notamment en ce qui concerne la prise en compte des principes de développement durable.	En cours	Taux des employés ayant acquis une connaissance suffisante de la démarche de développement durable pour la prendre en compte dans leurs activités régulières. **(cible : 50 % des personnels ciblés par les activités de formation)**	À venir	28 %[2]
Vérifier périodiquement le degré de connaissance du personnel quant aux divers concepts du développement durable.	Réalisé	Nombre d'activités mises en œuvre.	21	24

[1] Étant donné qu'il s'agit d'une cible gouvernementale, et pour assurer une méthode de calcul rigoureuse et uniforme, un sondage a été réalisé par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) auprès de l'ensemble du personnel de l'Administration publique. Il a été convenu, le 4 novembre 2010, par le Comité interministériel de développement durable (CIDD), que le sondage global remplacerait l'obligation que les M/O se sont donnée quant à la mesure du taux de sensibilisation pour leur propre organisation. Le résultat ici présenté ici est donc celui du sondage gouvernemental réalisé par l'ISQ.

[2] À la suite de l'adoption par le CIDD, le 4 juin 2010, de la « Ligne directrice sur la formation en développement durable à l'intention du personnel des ministères et organismes gouvernementaux », la cible publiée au Plan d'action de développement durable 2009-2014 est modifiée pour se conformer à la nouvelle cible retenue.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Au cours de l'année, 20 manchettes sur le site intranet du Ministère ont abordé les principales réalisations du MRI liées au développement durable. Un sondage portant sur les habitudes de transport des employés du siège du Ministère entre leur domicile et leur lieu de travail a été réalisé en prévision de l'élaboration des mesures du Plan de navettage durable dont s'est doté le MRI en mars 2011 (voir section 6.2). De plus, les résultats de ce sondage ont été publiés sous la rubrique « Je fais ma part pour le développement durable » du journal interne *En coulisses*.

Des notes de référence, sur la démarche québécoise de développement durable et sur les changements climatiques, destinées principalement à l'usage du personnel du Ministère et du réseau des représentations du Québec à l'étranger, ont fait l'objet d'une mise à jour en 2010.

ACTION 2

Favoriser le rayonnement international de l'expertise québécoise en matière de développement durable

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable. Favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière ainsi que l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Faire connaître la nature et la portée du concept de développement durable.

Gestes		Cible et indicateur	2009-2010	2010-2011
Faire connaître la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 auprès de représentants étrangers.	En continu	Nombre d'initiatives de promotion internationale de la démarche québécoise de développement durable.	8	4
Faire connaître les initiatives québécoises portant sur les divers aspects du développement durable.	En continu			
Favoriser la participation d'experts québécois à des tribunes internationales portant sur les divers aspects du développement durable.	En continu			

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Le rayonnement international de l'expertise québécoise en matière de développement durable s'effectue sur l'ensemble des territoires prioritaires à l'occasion de missions, d'allocutions et de rencontres des ministres du gouvernement du Québec avec des représentants étrangers. Plus particulièrement, en 2010-2011, quatre initiatives de promotion internationale de la démarche québécoise de développement durable ont été effectuées à l'étranger. Celles-ci font référence aux allocutions prononcées à l'étranger par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ou par un représentant de cette dernière. L'objectif premier de ces allocutions a été de faire connaître et de mettre en valeur la démarche québécoise de développement durable et les principales réalisations québécoises en cette matière.

ACTION 3

Offrir au personnel un environnement de travail sain, tant au niveau de la santé, de la sécurité et de la qualité de vie

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 2

Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Maintenir et améliorer la santé physique et psychologique du personnel.

Gestes		Cible et indicateur	2009-2010	2010-2011
Augmenter les services de santé et de bien-être offerts au personnel du Ministère.	En cours	Nombre d'activités mises en œuvre et poursuivies favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie. **(cible : 15/année)**	15	15
Augmenter le nombre de capsules électroniques de sensibilisation et d'information afin de promouvoir les services offerts par la Direction des ressources humaines.	En cours			
Sensibiliser le personnel en matière de sécurité institutionnelle.	En continu			

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Soucieux d'offrir un environnement de travail sain pour ses employés, le MRI a assuré la mise en œuvre de cette action par la réalisation de 15 activités, atteignant ainsi la cible fixée dans son Plan d'action de développement durable 2009-2013. Ces diverses activités (sept en santé, quatre en sécurité et quatre en qualité de vie), ciblant à la fois des employés du siège et du réseau, ont permis au MRI de promouvoir une culture de la prévention et d'établir des conditions favorables à la santé et à la sécurité.

Trois conférences sur la nutrition ont été prononcées, en plus des services d'ergonomie, d'infirmerie et d'évaluation de la condition physique habituellement offerts. Par ailleurs, des douches ont été installées dans les locaux du Ministère afin d'encourager le personnel à utiliser les transports actifs (marche, vélo, etc.) pour venir au travail. Des formations en secourisme ainsi que sur la sécurité institutionnelle et immobilière auprès du personnel du siège et du réseau des représentations ont également été données. Notons enfin qu'un plan de gestion de crise est en vigueur pour chacune des représentations du Québec à l'étranger et que la mise à jour des manuels de procédures d'urgence se poursuit.

ACTION 4

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement écoresponsable

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les activités quotidiennes de gestion du Ministère.

Gestes		Cibles et indicateurs	2009-2010	2010-2011
Élaborer un cadre de gestion environnementale.	Réalisé	Cadre de gestion environnementale élaboré d'ici 2011.	Débuté	Réalisé
Poursuivre et mettre en œuvre des mesures et des activités favorables au développement durable.	En continu	Nombre de mesures mises en œuvre et poursuivies.	9	12
		État d'avancement de la mise en œuvre d'un cadre contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale et à l'instauration de pratiques d'acquisition écoresponsables.	Non Débuté	Débuté

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En 2010-2011, le MRI s'est doté d'un cadre de gestion environnementale dans le but de diminuer l'impact écologique de ses activités importantes. Il participe ainsi à l'atteinte de la cible fixée par la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 voulant que 50 % des M/O aient adopté un cadre ou un système de gestion environnementale avant le 31 mars 2011. La mise en œuvre de certaines mesures a déjà débuté, notamment celles portant sur l'écoconception des documents communicationnels et sur l'informatisation de la transmission des dossiers décisionnels du Ministère.

Aussi, plusieurs autres initiatives, ne faisant pas partie du CGE, mais contribuant à la mise en œuvre de la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable, ont été mises de l'avant tout au cours de l'année. Notons entre autres que, pour réduire les déplacements à l'étranger, le Ministère privilégie la tenue de réunions par visioconférence. Pour encourager cette pratique, le MRI a notamment mis en place un service de visioconférence mobile. Il a également ajouté des salles de visioconférence supplémentaires dans les délégations de Paris et de New York ainsi que dans les salles d'entrevue des bureaux d'immigration de Paris et de Mexico. La mise en place de ces services a permis, par exemple, la tenue de la 6e Réunion du Comité mixte Québec-Catalogne (4 juin 2010) par visioconférence ainsi que de fréquentes rencontres avec des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

Enfin, le Ministère a poursuivi le développement de formations en ligne et a mis en place un espace virtuel personnalisé sécurisé dans lequel sont déposés divers documents administratifs, économisant ainsi papier et frais postaux.

ACTION 5

Organiser des activités protocolaires et des missions à l'étranger écoresponsables

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les activités quotidiennes de gestion du Ministère.

Gestes		Cibles et indicateurs	2009-2010	2010-2011
Élaborer un cadre de gestion écoresponsable des activités protocolaires et des missions à l'étranger.	Réalisé	Cadre de gestion écoresponsable des activités protocolaires élaboré d'ici 2011.	Débuté	Réalisé
Mettre en œuvre de nouvelles pratiques écoresponsables lors des activités protocolaires et des missions à l'étranger.	En continu	Nombre d'activités protocolaires et de missions à l'étranger écoresponsables.	1	0

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Étant donné son mandat de coordination des missions ministérielles à l'étranger, le MRI doit démontrer son leadership dans l'organisation d'activités protocolaires et de missions écoresponsables. Il s'est doté, en 2010-2011, d'un CGE (voir Action 4) comportant une section particulière sur la gestion écoresponsable des activités protocolaires et des missions à l'étranger.

Les actions spécifiques prévues dans le CGE viseront : la compensation des émissions de gaz à effet de serre des déplacements aériens lors des missions à l'étranger, la réduction des émissions de GES lors des déplacements terrestres, l'intégration de dispositions écoresponsables aux appels d'offres ainsi que la prise d'engagements à respecter en matière d'organisation d'événements écoresponsables.

Par ailleurs, le Ministère continue de préconiser l'utilisation de véhicules hybrides ou à faibles émissions de dioxyde de carbone (CO_2), quand ce type de véhicules est disponible. L'utilisation de systèmes de transport en commun (trains, autobus, métro, etc.) et de véhicules non individuels (fourgonnettes ou autocars) est également favorisée.

ACTION 6

Encourager le développement de partenariats en matière de développement durable

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 7

Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 23

Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes		Cibles et indicateurs	2009-2010	2010-2011
Renforcer les collaborations en matière de développement durable dans les organisations internationales, les regroupements régionaux et les associations diverses.	En continu	Nombre d'activités internationales de partenaires québécois en matière de développement durable appuyées par le Ministère.	18	35
Renforcer la coopération en matière de développement durable dans les commissions mixtes et les groupes de travail.	En continu	Nombre d'actions internationales importantes qui contribuent à la démarche québécoise de développement durable.[1]	14[2]	11[2]
Appuyer les activités internationales de partenaires québécois en matière de développement durable.	En continu			
Concevoir des outils de diplomatie publique et appuyer la réalisation d'études afin de soutenir le développement de partenariats en matière de développement durable.	Réalisé			

[1] Le libellé de cet indicateur, qui fait partie de la liste d'indicateurs de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, a été modifié. Il calcule dorénavant le nombre, et non plus le pourcentage, d'actions internationales importantes qui contribuent à la démarche québécoise de développement durable. Par souci de cohérence avec la Stratégie, le MRI a modifié l'indicateur de son plan d'action.

[2] L'une des catégories d'actions internationales importantes, soit le nombre d'ententes de coopération signées, comptabilisé par l'indicateur de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, n'est pas prise en considération dans le calcul de ce résultat puisqu'elle fait l'objet d'une action distincte (voir action 7).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Afin d'intensifier la coopération entre les partenaires nationaux et internationaux sur des projets de développement durable, 35 projets portant sur le développement durable réalisés par des partenaires québécois ont été soutenus, notamment par les commissions mixtes et les groupes de travail dont le Québec est partenaire. Des actions internationales d'importance contribuant à faire valoir la démarche de développement durable auprès de partenaires internationaux sont réalisées en continu sur l'ensemble des territoires prioritaires. Celles-ci incluent des missions, la participation à des conférences multilatérales internationales et la mise en œuvre de programmes à portée internationale favorisant le développement durable.

Au cours de l'année 2009-2010, six missions contribuant directement à l'avancement de la démarche québécoise de développement durable ont été effectuées, notamment lors de la Climate Week NYC (New York, septembre 2010) et du Sommet des leaders sur les changements climatiques, qui se tenait en marge de la 16e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la 6e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (Cancún, novembre et décembre 2010). Enfin, le MRI a assuré la gestion de deux programmes de solidarité et de développement international.

De plus, le Ministère a poursuivi la campagne de diplomatie publique visant à positionner le Québec au Japon en tant que leader et partenaire des États fédérés et des régions en matière de lutte aux changements climatiques. Des présentations ont par ailleurs été développées pour favoriser la compréhension à l'égard des politiques et positions environnementales du Québec. Celles-ci portent notamment sur le rôle des gouvernements régionaux et le leadership du Québec dans la lutte aux changements climatiques et sur les quatre réserves québécoises de la biosphère reconnues par l'UNESCO.

ACTION 7

Conclure des engagements internationaux liés aux objectifs de développement durable

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 7

Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 23

Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes		Cible et indicateur	2009-2010	2010-2011
Inclure les préoccupations de développement durable lors de la négociation de nouveaux engagements internationaux.	Débuté	Nombre d'ententes signées en lien avec le développement durable.	4	5
Prioriser les pays en émergence lors de la conclusion d'ententes de sécurité sociale.	En continu			
S'assurer que des préoccupations de développement durable fassent partie de la formation et des processus opérationnels concernant la négociation et la conclusion d'engagements internationaux.	En continu			

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

La conclusion d'ententes internationales constitue l'un des moyens mis à la disposition du MRI pour intensifier la coopération en matière de développement durable avec divers partenaires nationaux et internationaux. Au cours de l'année 2010-2011, cinq ententes relatives au développement durable ont été signées. Deux ententes dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'une avec le Burundi et l'autre avec le Cameroun, ont été signées respectivement les 17 et 20 janvier 2011 à Ottawa et, à Québec, les 1er février et 15 mars 2011.

Un protocole de coopération en matière de mobilité des jeunes réunionnais entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec et le Conseil régional de La Réunion a également été signé à Québec, le 19 janvier 2011. Le 13 août 2010, le gouvernement du Québec a de plus signé une entente avec le Secrétariat général de l'OEA pour la mise à disposition d'une personne qui agit comme coordonnateur Haïti au sein du bureau du secrétaire général adjoint de l'organisation. Enfin, le 20 avril 2010, le gouvernement du Québec a signé une entente en matière de sécurité sociale avec le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, un protocole visant cette entente et un arrangement d'application.

Par ailleurs, le Ministère porte une attention particulière pour inclure les préoccupations de développement durable lors de la négociation de nouveaux engagements internationaux. Il a notamment fait de la conclusion d'ententes de sécurité sociale une condition d'admissibilité essentielle à la signature de futures ententes de reconnaissance des qualifications professionnelles.

ACTION 8

Appuyer le partage d'expertise en développement durable dans le cadre des actions de solidarité internationale

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 7

Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 23

Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes		Cible et indicateur	2009-2010	2010-2011
Tenir compte des principes de développement durable dans la gestion et la réalisation des programmes et des projets de solidarité internationale.	En continu	Nombre d'initiatives soutenues par le Ministère.	105	117
Soutenir des initiatives visant à doter les pays en développement de structures gouvernementales et communautaires favorables au développement durable.	En continu			

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En collaboration avec des communautés du Sud, le MRI soutient financièrement des projets réalisés par des organismes québécois de coopération internationale visant la mise en place de structures communautaires favorables au développement durable. En 2010-2011, 41 projets de développement international ont été soutenus par le Programme québécois de développement international. Pour sa part, le programme Québec sans frontières a soutenu 66 projets, permettant la participation de 328 stagiaires québécois et de 25 stagiaires étrangers à des projets de solidarité internationale dans divers domaines d'intervention relatifs au développement durable. Ces initiatives représentent un appui total de 5,24 M$. Aussi, le Ministère a continué d'appuyer Haïti dans ses efforts pour la mise en place de structures gouvernementales efficaces par le biais du PARGEP.

Par ailleurs, le Ministère a soutenu dix projets en environnement et développement durable, pour un montant total de 225 440 $, dans le cadre de l'engagement du Québec de soutenir les initiatives pour la lutte aux changements climatiques dans les pays du Sud, engagement pris lors du XII[e] Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 2008.

6.2 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2006, le gouvernement du Québec rendait public son Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques, qui s'articule autour de deux grands objectifs, soit la réduction ou l'évitement des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques. La mesure 17 de ce plan d'action prévoit l'adoption, par chacun des ministères du gouvernement, d'un programme visant à réduire les émissions de GES occasionnées par les déplacements des employés vers leur travail.

Afin d'assurer sa contribution à cette mesure, le MRI a élaboré, au cours de l'année 2010-2011, un Plan de navettage durable, tel qu'il s'était engagé à le faire par une entente administrative signée en juin 2009 avec le MDDEP. Ce plan, qui vise les employés du Ministère travaillant au Québec, comprend une étude des habitudes de déplacement du personnel et le profil des installations et des services de transport accessibles. Un sondage effectué entre le 9 août et le 10 septembre 2010 auprès des employés du siège du MRI a permis de constater que :

- 33 % des employés habitent à moins de 5 km de leur lieu de travail, ce qui explique la forte proportion de personnes qui marchent toujours pour venir au travail (plus de 20 %, été comme hiver);
- Les employés utilisent en grande proportion les services de transport en commun offerts dans le secteur (plus de 40 % utilisent toujours l'autobus);
- L'utilisation du vélo est inférieure à son potentiel : alors que 53 % des employés habitent à moins de 10 km du bureau, seulement 6,9 % utilisent parfois le vélo pendant la saison estivale, 5,3 % l'utilisent souvent et 2,4 % l'utilisent toujours.

Cherchant à faire sa part pour encourager les employés à diminuer les émissions de CO_2 causées par les déplacements entre leur lieu de résidence et le travail, le MRI s'est donné pour objectifs, entre autres, de diminuer à moins de 10 % la proportion d'employés utilisant toujours la voiture solo, d'augmenter à plus de 10 % la proportion d'employés qui utilisent parfois ou souvent le vélo en été et de maintenir la proportion actuelle d'employés qui marchent pour venir au travail. Le Plan de navettage durable du Ministère propose des mesures pratiques et adaptées aux besoins des employés pour atteindre ces objectifs. Ce plan a reçu l'acceptation du MDDEP le 9 mars 2011 et sa mise en œuvre a aussitôt débuté. Certaines mesures favorisant l'utilisation du vélo ont notamment été réalisées, totalisant des dépenses de 94 400 $. Une reddition de comptes annuelle des dépenses effectuées est présentée au MDDEP.

7. AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

À titre de ministère public, le MRI doit veiller au respect des lois, politiques et règlements gouvernementaux

7.1 ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

BILAN DE LA DIFFUSION DES DOCUMENTS

Depuis le 29 novembre 2009, l'entrée en vigueur de plusieurs dispositions du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels a amené le Ministère à divulguer davantage de documents sur son site Internet. Afin de faciliter leur recherche, une nouvelle section y a été ajoutée. La mise en œuvre a nécessité l'intégration de nouvelles pratiques administratives, écrites à l'intérieur d'une directive ministérielle et des procédures d'application. À l'exception du Registre des communications de renseignements personnels, dont la mise à jour est en cours, le Ministère s'est conformé aux exigences du Règlement. Le Ministère porte une attention particulière à l'évolution de ces pratiques, notamment en ce qui a trait aux documents d'intérêt pour l'information du public.

Dès le début de l'année 2010-2011, le Ministère a démontré sa volonté d'appliquer les règles de la diffusion de l'information. L'adoption d'une directive ministérielle ainsi que l'élaboration d'outils de travail et de formation ont facilité l'intégration de ces changements dans les pratiques administratives du MRI. Pour accompagner les employés et les cadres dans ces démarches, une formation a été donnée aux membres du réseau des répondants en information du Ministère, au printemps 2010.

D'autres initiatives ont permis d'élargir l'accès à l'information du Ministère, dont, notamment, l'ouverture d'une nouvelle fenêtre de communication, le Web 2.0. Ce projet, qui a nécessité l'élaboration d'un cadre de gestion sur l'utilisation des réseaux sociaux et des blogues, facilite le partage d'information entre les clientèles, le siège du MRI et le réseau des représentations du Québec à l'étranger.

Depuis trois ans, le nombre de demandes d'accès aux documents du Ministère demeure stable. Pour l'année 2010-2011, 50 requêtes ont été répondues, toutes à l'intérieur des délais prévus par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). Par ailleurs, 60 % de ces demandes ont été répondues à l'intérieur du délai de 20 jours. Au 31 mars 2011, quatre décisions faisaient l'objet d'une demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information.

En 2010-2011, les demandes d'accès aux documents visaient majoritairement les ressources humaines, matérielles, financières ou informationnelles (72 %). D'autres portaient sur les politiques et programmes, l'organisation administrative, la vérification et l'évaluation (24 %). Deux demandes visaient des renseignements personnels.

Indicateurs	Résultats
Nombre total de demandes reçues	45
Nombre total de demandes traitées	50
Nombre total de demandes reçues	23
Nombre total de demandes traitées	14
> Nombre de demandes pour lesquelles le MRI a accepté de fournir **l'ensemble** des documents demandés	3
> Nombre de demandes pour lesquelles le MRI a accepté de fournir **une partie** des documents demandés	5
> Nombre de demandes pour lesquelles le MRI a **refusé** de fournir les documents demandés	5
> Nombre de demandes pour lesquelles le requérant a été **dirigé** vers un autre ministère ou organisme	23
> Nombre de demandes pour lesquelles le Ministère ne détenait **aucun** des documents demandés	0[1]
Délai moyen de traitement des demandes d'accès à l'information (en jours)	1

[1] Aucune demande d'accommodement raisonnable n'a été reçue en 2010-2011.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le Ministère a rehaussé son niveau de protection des données en adoptant, le 1er mars 2011, une Politique sur la sécurité de l'information. Cet événement a été marqué par une campagne de sensibilisation diffusée auprès de l'ensemble du personnel. Des séances de formation à l'intention des répondants en information du MRI se poursuivront également durant la nouvelle année.

Le comité ministériel sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels poursuit son rôle-conseil en évaluant les projets nécessitant la collecte ou l'utilisation de renseignements personnels. À cet égard, deux projets de sondage et deux projets de développement de système d'information ont été présentés au comité. Pour l'évolution de la sécurité à un niveau opérationnel, un sous-comité a été créé, en janvier 2011, afin de développer et mettre à jour un Plan d'amélioration continue en sécurité de l'information.

Du côté des technologies de l'information et de la communication, la sécurité de l'information continue à occuper une place importante notamment dans le développement des systèmes d'information. Des améliorations novatrices et durables dont le chiffrement de disques rigides des ordinateurs portables, protègent efficacement les ressources informationnelles dont dispose le Ministère.

7.2 EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

La Politique linguistique du MRI a été adoptée en juillet 2006. Elle peut être consultée sur le site intranet du Ministère par tous les employés du siège et du réseau. En 2010-2011, le MRI a continué à s'assurer que la langue française est utilisée correctement dans les communications avec ses interlocuteurs et dans les documents officiels, tant imprimés qu'électroniques, dans le but de se conformer aux exigences de l'Office québécois de la langue française (OQLF) et de la Commission de toponymie du Québec. Le Ministère a collaboré étroitement avec l'OQLF afin d'améliorer la qualité de la langue utilisée, tout en respectant les particularités de ses relations avec la clientèle étrangère.

7.3 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit mettre en œuvre des mesures d'égalité en emploi afin d'accroître la présence de diverses composantes de la société dans son effectif. Les groupes concernés par ces mesures sont les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées. L'annexe 7 présente les résultats en cette matière.

7.4 POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

En conformité avec la Politique de financement des services publics du ministère des Finances, le MRI a entamé des travaux en vue de développer un projet de tarification visant la portion des dépenses attribuable aux participants autres que gouvernementaux aux missions du premier ministre.

7.5 BONIS AU RENDEMENT

En conformité avec la Politique de financement des services publics du ministère des Finances, le MRI a entamé des travaux en vue de développer un projet de tarification visant la portion des dépenses attribuable aux participants autres que gouvernementaux aux missions du premier ministre.

Cadres	26	135,2
Cadres juridiques[15]	0	0
Titulaires d'un emploi supérieur à temps plein	0	0
Total	**26**	**135,2**

En raison de l'article 8 de la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette, aucun boni ne sera versé pour les cadres et les cadres juridiques pour les deux prochaines années financières (2011-2012 et 2012-2013).

Le décret 370-2010 du 26 avril 2010 ordonne l'application de l'article 8 des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein. À cet effet, le maximum de la grille des pourcentages de boni au rendement autorisé correspond à 0 % pour toute cote d'évaluation obtenue pour les années de référence 2009-2010 et 2010-2011.

[15] Le Ministère ne compte pas de cadres juridiques dans ses effectifs.

ANNEXES

ANNEXE 1 Principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger 80

ANNEXE 2 Répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger 98

ANNEXE 3 Engagements internationaux conclus en 2010-2011 99

ANNEXE 4 Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international ... 101

ANNEXE 5 Principales visites officielles au Québec en 2010-2011 102

ANNEXE 6 Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2010-2011 105

ANNEXE 7 Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi 108

ANNEXE 8 Organigramme du ministère des Relations internationales au 31 mars 2011 111

ANNEXE 1

Principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger

Les représentations du Québec à l'étranger aident les institutions, les entreprises et les élus québécois à mettre de l'avant les projets conformes aux objectifs internationaux du Québec. Déployées en fonction des intérêts du Québec sur les différents territoires, leurs mandats et leurs ressources varient considérablement. Certains bureaux se concentrent sur le développement des marchés pour les entreprises et les créateurs québécois, alors que les délégations générales couvrent l'ensemble des secteurs d'activité à l'étranger, y compris la représentation des intérêts du Québec auprès d'interlocuteurs du milieu politique et la promotion du Québec, de son expertise et de sa culture.

En contact direct et continu avec le siège du Ministère, les représentations ont contribué à l'atteinte des résultats présentés dans la section des objectifs stratégiques de ce rapport annuel de gestion. La présente annexe offre un aperçu de certains dossiers de première importance réalisés par ces représentations. Les résultats ne reflètent que partiellement l'action d'autres partenaires ministériels actifs dans les représentations (MDEIE et MCCCF). Les résultats liés à l'action internationale d'IQ et du MICC ne sont pas exposés ici.

Notons que le Bureau du Québec à Washington relève de la Délégation générale du Québec à New York. Il en est de même du Bureau du Québec à Berlin, qui relève de la Délégation générale du Québec à Munich.

Projet pilote de 2010-2011 pour renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Relativement à l'engagement de l'objectif 25 de son Plan stratégique 2008-2011, à l'effet de renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger, le Ministère a poursuivi en 2010-2011 le projet pilote visant à développer des indicateurs permettant de mesurer les activités des représentations. C'est ainsi que toutes les représentations présentant des résultats à cette annexe ont compilé, pour l'exercice visé par ce rapport, les quatre indicateurs suivants pour rendre compte des activités qu'elles réalisent :

- Le nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées;
- Le nombre d'activités de visibilité réalisées;
- Le nombre d'entreprises appuyées;
- Le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés.

L'indicateur relatif au nombre d'entreprises appuyées a été développé en collaboration avec le MDEIE et celui portant sur le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés a été développé en collaboration avec le MCCCF.

Définitions des indicateurs retenus dans le cadre du projet pilote de 2010-2011

- **Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées**

  Cet indicateur mesure la quantité de rencontres gouvernementales organisées, qu'elles soient politiques ou administratives, entre des interlocuteurs de haut niveau, et dans lesquelles une représentation du Québec à l'étranger a été impliquée. On définit un interlocuteur de haut niveau comme étant un élu ou un haut administrateur d'État.

- **Nombre d'activités de visibilité réalisées**

  Cet indicateur mesure le nombre d'activités de visibilité réalisées par une représentation du Québec à l'étranger auprès d'auditoires cibles et visant à faire connaître le Québec et sa société.

- **Nombre d'entreprises appuyées**

  Cet indicateur mesure le nombre d'entreprises québécoises appuyées dans une démarche visant l'accès à un marché étranger par une représentation du Québec à l'étranger. L'appui aux entreprises mesuré par cet indicateur est réalisé en collaboration avec le MDEIE.

- **Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés**

  Cet indicateur mesure le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles qui reçoivent un appui de la part d'une représentation du Québec à l'étranger. On définit le terme « appui » par « le soutien à la promotion et à la mise en marché des artistes ou des entreprises culturelles québécoises ». L'appui aux artistes, organismes culturels ou entreprises culturelles mesuré par cet indicateur est réalisé en collaboration avec le MCCCF, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À MEXICO

Principaux dossiers en 2010-2011

Soutien à la préparation et à la mise en œuvre de la mission du premier ministre et du ministre du MDDEP dans le cadre de la COP 16 sur les changements climatiques qui s'est déroulée à Cancún, du 5 au 8 décembre 2010. Le premier ministre s'est entretenu avec le président du Mexique, accompagné de la ministre des Relations extérieures et du ministre fédéral de l'Économie. Il a également coprésidé la réunion du Climate Group regroupant des entités fédérées et des gouvernements régionaux. Pour sa part, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs s'est entretenu avec les ministres de l'Environnement des États du Jalisco, du Nuevo León et du District fédéral du Mexique.

Collaboration à la préparation et à la mise en œuvre de la rencontre entre le premier ministre et le président du Mexique dans le cadre de sa mission au Canada et au Québec, le 28 mai 2010. Le président mexicain était accompagné des ministres des Relations extérieures, du Tourisme et du Travail, du directeur général de l'agence ProMéxico ainsi que de trois gouverneurs des États du Morelos, du Nayarit et du Chiapas.

Préparation et mise en œuvre des principaux programmes de coopération du Québec au Mexique. Le 12 janvier 2011, tenue de la réunion d'évaluation de mi-parcours du 12e Groupe de travail Québec-Mexique, coordonnée par le Ministère et le Secrétariat mexicain des Relations extérieures.

Appui à la préparation et à la mise en œuvre d'une opération conjointe, avec le MELS et les réseaux d'enseignement supérieur du Québec, de promotion de l'offre éducative internationale du Québec dans le cadre d'une Journée du Québec à Guadalajara, Jalisco. Cette opération a été appuyée par le ministre de l'Éducation de l'État. (22 au 28 novembre 2010)

Collaboration au recrutement de représentants de grands festivals culturels multidisciplinaires mexicains et préparation de leurs programmes dans le cadre de l'édition 2010 de la Conférence internationale des arts de la scène (Cinars) à Montréal, du 15 au 21 novembre 2010. Des dirigeants de trois grands événements mexicains, le Festival Internacional Cervantino de Guanajuato, le Festival international de Mayo de Guadalajara et le Festival Internacional Santa Lucía, y ont fait du repérage et ont amorcé des négociations avec des groupes d'artistes québécois pour les programmations à venir.

Soutien à la programmation et à la mise en œuvre de la principale activité de promotion de la langue française et des cultures francophones au Mexique, « Visages de la francophonie », qui s'est déroulée du 17 au 31 mars 2011 dans les principales villes de la République mexicaine.

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	19
Nombre d'activités de visibilité réalisées	27
Nombre d'entreprises appuyées	92
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	69

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À NEW YORK

Principaux dossiers en 2010-2011

Organisation de deux missions du ministre des Transports. La première a eu lieu à New York (novembre 2010) où le ministre a pris la parole lors de la conférence de la US High Speed Rail Association, au cours de laquelle il a également rencontré le secrétaire des Transports des États-Unis. La seconde mission a eu lieu à Albany (mars 2011). Cette dernière a permis de tenir des entretiens avec des représentants de la nouvelle Administration de l'État de New York, dont le lieutenant-gouverneur et la commissaire des Transports.

Organisation de rencontres avec les principaux décideurs de l'État et de la Ville de New York à propos de l'offre énergétique québécoise et de l'approvisionnement des marchés new-yorkais, en collaboration avec Hydro-Québec (janvier et mars 2011). Appui à la participation de trois conférenciers de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) et d'Hydro-Québec dans le cadre de l'Advanced Energy Conference, à New York. (Novembre 2010)

Appui à la présence du Québec dans le cadre de *Climate Week NYC* (septembre 2010): prise de parole du premier ministre lors de la cérémonie d'ouverture; participation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs lors de la réunion de travail du groupe EV20 (véhicules électriques); organisation d'un panel Québec-New York portant sur les véhicules électriques avec la participation de : Hydro-Québec, IREQ, NovaBus, GM et General Electric.

Missions des maires de Montréal (septembre 2010) et de Québec (novembre 2010); organisation des programmes des maires : entretiens auprès d'élus locaux du Mid-Atlantique, dont un entretien du maire de Québec avec le maire de Philadelphie; visites de centres de recherche et rencontres de gens d'affaires, incluant une conférence donnée par le maire de Montréal à la Chambre de commerce de Manhattan.

Contribution à la conclusion de deux ententes internationales entre le CALQ et le New York State Council on the Arts ainsi qu'avec l'International Studio & Curatorial Program (ISCP); appui à 54 projets financés par le MCCCF, dont 7 missions de diffuseurs américains (arts de la scène, arts visuels, cinéma) au Québec et 9 activités de présence collective aux États-Unis, dont la vitrine Folquébec mise en place pendant le congrès de l'Association of Performing Arts Presenters (APAP).

Organisation d'une vitrine de créativité québécoise à New York sous le thème « From Québec in New York City », en octobre 2010, avec la participation de 36 designers québécois innovateurs. Près de 4 000 visiteurs ont été recensés et 7 designers ont trouvé des débouchés auprès de détaillants.

Indicateurs et résultats

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	40
Nombre d'activités de visibilité réalisées	65
Nombre d'entreprises appuyées	195 [16]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	336

[16] Le résultat relatif aux entreprises appuyées pour la Délégation générale du Québec à New York inclut les entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Washington.

Principaux dossiers en 2010-2011

Appui au renforcement des liens au sein de deux forums d'États fédérés et d'organisations politiques : collaboration à l'organisation de la mission du premier ministre et du ministre du MDEIE à l'occasion de la Conférence annuelle de l'Alliance entre les États du Sud-Est des États-Unis et les provinces canadiennes, à Biloxi; collaboration, avec la Délégation du Québec à Chicago, à l'organisation de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la Leadership Conference et à la Conférence NASCO, à Des Moines; entretiens politiques de haut niveau et participation aux conférences annuelles de la Southern Governors' Association (SGA), à Birmingham, et de la Southern Legislative Conference (SLC), à Charleston.

Organisation d'activités économiques et culturelles majeures et structurantes pour développer de nouveaux marchés au Texas : mission de la ministre du MCCCF à Austin au South by Southwest (SXSW) Conferences & Festivals, une nouvelle vitrine culturelle et économique pour les secteurs de la musique, du multimédia interactif et du cinéma; lancement de *Planète Québec* comme étiquette de marketing pour assurer une présence regroupée des créateurs québécois au festival.

Promotion économique renforcée en matière de technologies vertes, d'énergie renouvelable et d'aéronautique : 3e Mission commerciale environnementale (Environmental Trade Mission), Atlanta; installation d'un pavillon et participation à Windpower 2010, à Dallas, à HydroVision International, à Charlotte et à la National Business Aviation Association (NBAA) Annual Meeting, à Atlanta.

Soutien à la promotion de la culture et de la coopération éducative et universitaire : lancement d'un numéro spécial sur le Québec dans la Revue scientifique *Études Francophones* et publication d'un article dans cette revue spécialisée ainsi que huit présentations et allocutions dans des universités ou lors de conférences publiques.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	17
Nombre d'activités de visibilité réalisées	21
Nombre d'entreprises appuyées	218
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	81

Promotion de l'établissement d'une liaison ferroviaire à haute vitesse pour passagers entre Montréal et Boston par l'appui à la participation du Québec à plusieurs évènements, dont l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments (CSG), à quatre réunions des secrétaires aux transports de la Nouvelle-Angleterre et de New York ainsi qu'à des entretiens politiques avec certains de ces secrétaires.

Appui à la promotion du cinéma québécois en Nouvelle-Angleterre grâce à la collaboration à l'organisation du second festival du film québécois au Museum of Fine Arts de Boston et à l'insertion de sept films québécois au Rhode Island International Film Festival.

Collaboration à l'organisation d'une mission du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec à Boston afin de participer à l'International Boston Seafood show et au New England Food Show. Le ministre a pu promouvoir les produits québécois auprès de distributeurs alimentaires américains. Près d'une cinquantaine d'entreprises du Québec spécialisées dans le domaine des fruits de mer, des pêcheries et des services alimentaires participaient à l'événement à titre d'exposants.

Collaboration à l'organisation d'une mission à Boston d'entreprises et d'intervenants au Wastecon, une exposition orientée principalement sur le recyclage des déchets solides industriels. Le kiosque du Québec rassemblait une dizaine d'entreprises des secteurs de l'environnement et de l'énergie, qui ont également eu des rencontres individuelles avec des intermédiaires et partenaires potentiels.

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	24
Nombre d'activités de visibilité réalisées	28
Nombre d'entreprises appuyées	101
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	54

Appui à la participation du premier ministre à BIO 2010, à Chicago, en mai 2010, accompagné du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et de son adjoint parlementaire ainsi que de 160 dirigeants d'entreprises et d'organisations québécoises œuvrant dans le domaine des biotechnologies et de la biopharmaceutique. En plus des nombreuses rencontres du premier ministre, plus de 450 personnes ont assisté à la réception offerte par le Québec.

Soutien, en collaboration avec la Délégation du Québec à Atlanta, à la participation du ministre des Relations internationales au congrès annuel du North American SuperCorridor Coalition (NASCO) ainsi qu'au Leadership Summit, à Des Moines, en juin 2010.

Appui à la participation, en juin 2010, d'une douzaine de maires québécois au congrès annuel de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, qui a eu lieu à Milwaukee. Lors de ce congrès, l'Alliance a choisi Québec pour tenir la réunion semestrielle de décembre 2010.

Présence de la Délégation du Québec à Chicago au conseil d'administration du Great Lakes Manufacturing Forum, présence qui a permis la tenue de leur congrès annuel à Montréal, en novembre 2010.

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	19
Nombre d'activités de visibilité réalisées	27
Nombre d'entreprises appuyées	210
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	69

Appui à l'organisation de la mission de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune au congrès de la National Association of Regulatory Utilities Commissionners, à Sacramento, du 17 au 20 juillet 2010. La ministre et la délégation qui l'accompagnait ont fait la promotion de l'hydroélectricité québécoise comme source d'énergie propre, renouvelable et fiable. Formée des commissions d'État responsables de la réglementation des services publics aux États-Unis, la NARUC a plus tard adopté une résolution reconnaissant ces caractéristiques de l'hydroélectricité.

Organisation de deux missions commerciales dans les secteurs des véhicules électriques et des technologies propres, en Californie : la mission Québec EV Tech 2010 visant les véhicules électriques et infrastructures de recharge, réalisée en collaboration avec le MDEIE, et la mission Écotech Québec (la grappe des technologies propres) réalisée en partenariat avec le MDEIE et Sherbrooke Innopole à l'occasion du Cleantech Forum de San Francisco en mars 2011.

Organisation de deux séminaires de promotion et de prospection des investissements tenus à Phoenix et à Los Angeles. *Leverage your R&D Budget in Québec*, une activité présentée devant plusieurs dizaines de dirigeants de la région de Phoenix afin d'attirer des projets de recherche et développement au Québec; *Connecting Creative Economies - Generating Winning Opportunities* : activité présentée devant plus de 60 participants à Los Angeles. Elle a été offerte en partenariat avec le MDEIE, IQ, Montréal International et Québec International.

Collaboration à l'organisation d'une activité visant, d'une part, la promotion de l'expertise québécoise dans l'industrie du cinéma et, d'autre part, la promotion du Québec comme lieu de tournage auprès de 40 producteurs de films d'Hollywood. (23 février 2011)

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	5
Nombre d'activités de visibilité réalisées	27
Nombre d'entreprises appuyées	192
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	51

Appui à la tenue à Québec du VI[e] Congrès mondial d'administration, du 13 au 15 septembre 2010. Proposition, invitation et soutien à la participation de plus de 120 administrateurs brésiliens à ce congrès international portant sur les défis de la gestion dans le contexte de la mondialisation ainsi que soutien à l'organisation de cet événement.

Renforcement des liens avec les États prioritaires du Brésil. Consolidation de l'entente de coopération Québec-Paraná avec la réalisation d'un deuxième appel à projets à l'automne 2010. Poursuite des négociations pour la conclusion d'une entente de coopération multisectorielle avec l'État de Rio de Janeiro. Appui aux autorités de l'État de São Paulo en vue de la tenue en 2012, au Brésil, de la VI[e] Conférence des chefs de gouvernements des Régions partenaires.

Appui à la consolidation et la conclusion de projets d'affaires d'entreprises québécoises sur le territoire brésilien. Soutien à l'organisation, la préparation des programmes de rencontres et la gestion des aspects logistiques pour les entreprises québécoises dans le cadre de la mission Futurecom 2010 et de la mission multisectorielle du MDEIE en mars 2011.

Soutien à la mission au Québec d'une délégation d'ingénieurs agronomes de l'État du Paraná, du 25 au 29 octobre 2010. Appui à la gestion des aspects logistiques ainsi qu'à la préparation et l'organisation du programme de visites dans une dizaine d'entreprises et d'organismes québécois œuvrant dans le secteur de l'agriculture biologique.

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	6
Nombre d'activités de visibilité réalisées	28
Nombre d'entreprises appuyées	84
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	10

BUREAU DU QUÉBEC À WASHINGTON

Principaux dossiers en 2010-2011

Organisation d'une conférence sur le prédédouanement ferroviaire entre le Québec et les États-Unis en collaboration avec le Woodrow Wilson International Center for Scholars. (8 décembre 2010)

Appui à la mission du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec à Washington du 31 janvier au 2 février 2011. Rencontres avec la secrétaire américaine à la Santé et aux Services sociaux ainsi qu'avec l'ancien gouverneur du Vermont et visite d'hôpitaux de haute technologie.

Participation aux travaux de l'OEA au sein des délégations canadiennes, notamment à l'Assemblée générale. Appui aux travaux de l'OEA afin de favoriser le développement, la reconstruction et la stabilité politique d'Haïti. Organisation d'une mission au Québec du secrétaire général adjoint de l'OEA pour des rencontres avec les autorités politiques québécoises, les universitaires et la société civile.

Organisation d'une mission d'entreprises québécoises du secteur de l'optique et de la photonique favorisant le maillage avec des entreprises américaines faisant affaire avec le gouvernement américain, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	24
Nombre d'activités de visibilité réalisées	15
Nombre d'entreprises appuyées	-[17]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	11

[17] Le résultat relatif aux entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Washington est inclus dans celui de la Délégation générale du Québec à New York.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À BRUXELLES

Principaux dossiers en 2010-2011

Appui aux négociations de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne : veille et recherche sur les sujets faisant l'objet de négociations et transmission de l'information; organisation de rencontres entre le négociateur en chef et les représentants des États membres ou des milieux d'affaires européens; organisation d'événements et de rencontres avec les représentants d'États membres pour diffuser les messages prioritaires pour le Québec et contribution à la promotion du Forum Canada-UE sur l'innovation.

Renforcement des liens politiques entre le Québec et la Belgique, incluant ses entités fédérées : organisation de rencontres entre le premier ministre du Québec ou le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et leurs homologues lors du Sommet de la Francophonie, de la Conférence de Cancún sur les changements climatiques et du Forum économique mondial de Davos..

Appui à la réalisation d'une étude sur les perspectives de relations entre le Royaume des Pays-Bas et le Québec et renforcement des liens entre les deux États : création d'une bourse en didactique du français; allocution du délégué général à la Journée internationale de la Francophonie de Groningue; participation à plusieurs foires et activités économiques, en collaboration avec IQ; sensibilisation d'investisseurs invités à une représentation du Cirque du Soleil et appui à la participation québécoise à la Biennale de photographie d'Amsterdam.

Promotion et mise en valeur de la danse québécoise en vue d'accroître sa diffusion en Belgique et aux Pays-Bas : soutien aux projets de coopération, contribution à la mission de jeunes chorégraphes québécoises, mise en marché, conseil au développement de projets et promotion auprès des diffuseurs.

Poursuite des échanges en matière de protection de l'environnement et de réhabilitation des sols avec Bruxelles-Capitale : appui et accompagnement d'une délégation comprenant 37 personnes, dont, notamment, 5 conférenciers en provenance du Benelux présents à Americana, le salon international des technologies environnementales tenu en mars 2011, à Montréal.

Représentation des intérêts du Québec et établissement de liens avec le Secrétariat réseau nrg4SD, un regroupement de gouvernements régionaux en faveur du développement durable basé à Bruxelles.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	29
Nombre d'activités de visibilité réalisées	57
Nombre d'entreprises appuyées	67
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	241

Principaux dossiers en 2010-2011

Appui à la mission en Suède et en Norvège du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, mission qui visait à présenter les possibilités d'investissement au Québec, à mettre en valeur la position du Québec en matière de lutte aux changements climatiques et à promouvoir le partenariat économique Canada-Union européenne. (Avril 2010)

Organisation de la première édition de la Québec Annual Lecture, avec la conférencière M^me^ Louise Arbour, présidente de l'International Crisis Group. Plus de 200 personnes issues notamment des milieux politique, diplomatique, gouvernemental et universitaire ont assisté à la conférence. (1^er^ décembre 2010)

Appui à la mise en valeur de l'action internationale du Québec grâce à l'organisation d'une conférence sous le thème « Devolution in a Globalized World » à Chatham House (Royal Institute of International Affairs), en collaboration avec les représentations des gouvernements catalan et flamand à Londres. (10 mars 2011)

Appui à la mission au Royaume-Uni du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ainsi qu'à l'organisation d'activités d'affaires pour les entreprises québécoises dans le cadre du Salon de l'aéronautique de Farnborough. (Juillet 2010)

Approfondissement des liens avec l'Écosse et le Pays de Galles ainsi qu'avec les représentations d'autres États fédérés dans la capitale britannique afin de poursuivre le positionnement de l'action internationale du Québec et de la reconnaissance des États fédérés.

Mise en valeur de la culture et de l'identité québécoise sur le territoire : en plus d'une augmentation du nombre d'artistes québécois soutenus, des avancées prometteuses ont été réalisées dans le secteur du livre, avec l'organisation d'une mission au Québec de cinq maisons d'édition britanniques, ainsi que dans le secteur du cinéma, alors que les droits de films québécois ont été achetés par des distributeurs britanniques. De plus, différentes activités de rayonnement ont été organisées, notamment dans le cadre de la Semaine de la Francophonie et du soutien aux études québécoises sur le territoire.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	63
Nombre d'activités de visibilité réalisées	61
Nombre d'entreprises appuyées	169
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	169

Initiation, préparation et organisation de la première rencontre des grappes industrielles Québec-Bavière à Munich, les 21 et 22 novembre 2010, en présence du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Rencontres avec le ministre-président de la Bavière, le ministre de la Science, de la Recherche et de la Culture, le ministre de l'Économique, du Transport, des Infrastructures et des Technologies, la ministre d'État aux Affaires fédérales et européennes et le chef du Protocole. Plus de 50 participants québécois et près de 100 participants bavarois ont pris part à l'événement qui portait sur les biotechnologies et les technologies de l'information.

Coopération Québec-Bavière. Tenue de la XI[e] rencontre du Groupe de travail sur la coopération Québec-Bavière le 18 novembre à Québec. Plus d'une cinquantaine de projets ont été intégrés dans la programmation 2011-2012.

Maintien des communications avec les organisateurs du Forum économique mondial de Davos 2011 pour obtenir l'information sur le programme du Forum, obtenir des tribunes pour le premier ministre et prendre des rendez-vous pour le premier ministre.

Appui aux missions ministérielles bavaroises au Québec : mission du ministre d'État et chef de la Chancellerie, mission du ministre de la Science, de la Recherche et des Arts ainsi que de la ministre déléguée à l'Économie; mission de la ministre d'État de la Justice et de la Protection du Consommateur et mission du chef du Protocole.

Coordination et appui à 10 missions commerciales sur le territoire dans les secteurs suivants : santé, équipements médicaux, biotechnologie, jeux vidéo, technologies environnementales, nouveaux matériaux, transport, technologie de l'information et aliments santé.

Plusieurs activités de promotion des études au Québec et des études québécoises sur le territoire.

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	35
Nombre d'activités de visibilité réalisées	15
Nombre d'entreprises appuyées	114 [18]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	- [19]

[18] Ce résultat inclut les entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Berlin.

[19] Le résultat relatif aux artistes, organismes culturels ou entreprises culturelles appuyés par la Délégation générale du Québec à Munich est inclus dans celui du Bureau du Québec à Berlin.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS

Principaux dossiers en 2010-2011

Tenue de la 16e Rencontre alternée des premiers ministres québécois et français, en novembre 2010, en présence des ministres français de l'Économie et des Finances, des Affaires étrangères et de l'Intérieur et des ministres québécois des Relations internationales et des Transports. Signature du Relevé de décisions précisant les orientations des deux prochaines années, dont les suivantes : Plan Nord, économie et innovation, développement durable, Francophonie et Haïti, culture, jeunesse, immigration et intégration des migrants.

Soutien à la réalisation d'une mission du premier ministre en juin, incluant un entretien avec le président de la République française et le premier ministre français ainsi que six missions ministérielles dans les domaines des relations internationales, des finances, des affaires municipales et de l'aménagement du territoire, et des transports.

Appui à la signature de 13 Arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et de 7 Engagements, en juin et novembre 2010, à Paris.

Coorganisation du 2e Symposium des pôles de compétitivité français et des créneaux d'excellence québécois tenu simultanément à Strasbourg, Bordeaux et Lille. Quelque 500 personnalités d'affaires et chercheurs, dont 100 québécois, étaient présentes lors de la conclusion du Symposium à Paris. Ils ont procédé à la signature de 26 accords de partenariats technologiques, industriels et commerciaux.

Collaboration à la tenue, à Lyon, des 4es Assises de la coopération décentralisée, célébrations des 10es anniversaires de la coopération avec les régions Aquitaine et Alsace et signature d'un nouveau plan d'action avec l'Alsace.

Dévoilement de la programmation des activités du 50e anniversaire de la Délégation générale du Québec à Paris en présence de près de 200 invités. Organisée en collaboration avec une trentaine de partenaires, la programmation comprenait autant d'activités dans les domaines politique, culturel, économique, de la coopération.

Lancement de la programmation culturelle du Québec en France avec le Guide des arts et spectacles et de l'application Iphone QuébeCulture en présence de 350 invités.

Initiateur de la venue à Montréal de l'émission radiophonique le « RenDez-Vous » de la radio France Culture. Pendant une semaine, l'équipe du magazine radiophonique quotidien a produit et diffusé en direct de Montréal cinq émissions avec des artistes québécois.

Organisation d'une soirée débat intitulée *Les jeunes en politique : une espèce en voie de disparition?* afin de souligner le 15e anniversaire du Comité d'action politique franco-québécois. Cet événement a réuni plus de 120 jeunes, dont les présidents et représentants de toutes les ailes politiques jeunesse des partis politiques français et québécois.

Soutien à une série d'animations estivales à la Maison du Québec à Saint-Malo. En collaboration avec le festival Étonnants Voyageurs, des rencontres et des lectures ont eu lieu sur les thèmes « Haïti, le Québec et la Francophonie ».

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	88
Nombre d'activités de visibilité réalisées	131
Nombre d'entreprises appuyées	375
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	269

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À ROME

Principaux dossiers en 2010-2011

Organisation et accompagnement de la mission de la délégation officielle québécoise à la cérémonie de canonisation du frère André le 17 octobre 2010, au Vatican, délégation dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Cette dernière a été suivie d'une mission institutionnelle de la ministre en Italie : Rome, L'Aquila et Milan.

Organisation et tenue de la VII^e biennale Orizzonte Québec, de septembre à décembre 2010. Au cours de cette période, une quarantaine d'activités culturelles mettant en vedette des compagnies, des artistes et des artisans québécois se sont déroulées dans les principales villes italiennes, dont Bologne, Milan, Rome, Turin et Venise.

Contribution à l'élaboration et au suivi du Programme exécutif de la VII^e Sous-commission mixte Québec-Italie, signé à Québec le 18 novembre 2010, établissant les projets de coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la science et de la technologie pour 2010-2012.

Signature, à Rome, le 18 octobre 2010, d'une déclaration commune entre le gouvernement du Québec et la région des Pouilles visant la collaboration industrielle, particulièrement dans le domaine de l'aérospatial.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	15
Nombre d'activités de visibilité réalisées	32
Nombre d'entreprises appuyées	76[20]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	81

BUREAU DU QUÉBEC À BARCELONE

Principaux dossiers en 2010-2011

Signature d'une entente portant sur l'échange de jeunes entre le gouvernement catalan, représenté par son vice-président lors de sa mission au Québec, et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse.

Soutien à la tenue de la 6^e réunion du Comité mixte Québec-Catalogne 2010-2012 : lancement de l'appel de propositions préalable à la conclusion de l'entente de coopération. Cette réunion a permis d'avaliser 24 projets de coopération dans différents secteurs d'activités.

Appui menant à la signature d'une entente de collaboration en biotechnologies entre le consortium québécois BiopolisQuébec (regroupant les pôles de recherche de Montréal, Québec et Sherbrooke) et Biocat, situé à Barcelone.

Tenue de sessions d'information en immigration à Barcelone et Sabadell. Elles complètent les ententes de francisation destinées aux candidats à l'immigration signées avec l'Institut français de Barcelone et l'Alliance française de Sabadell. Ces sessions sont réalisées en partenariat avec le Bureau d'immigration du Québec à Paris.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	32
Nombre d'activités de visibilité réalisées	15
Nombre d'entreprises appuyées	72
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	53

[20] Ce résultat inclut les d'entreprises appuyées par l'Antenne économique du Québec à Milan.

BUREAU DU QUÉBEC À BERLIN

Principaux dossiers en 2010-2011

Promotion d'un accord de partenariat économique Canada-Union européenne : suivis réguliers du dossier et de la position allemande auprès des partenaires allemands et de l'Ambassade du Canada à Berlin; organisation à Bonn, à l'intention du délégué général du Québec à Bruxelles, d'une rencontre avec de hauts fonctionnaires fédéraux et des dirigeants des Länder allemands à propos de la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Développement des relations avec les Länder. Avec la Saxe, reconnaissance du Québec à titre de partenaire interrégional privilégié par le gouvernement du Land. Aussi, à la suite de la mission au Québec du ministre-président de la Saxe, Stanislaw Tillich, réalisation, en mai 2010, d'une mission de suivi à Dresde, mission menée par le délégué général du Québec et des équipes du Bureau du Québec à Berlin et de la Délégation générale du Québec à Munich. Avec la Thuringe, organisation, en octobre 2010, d'une mission du délégué général du Québec à Munich, à Erfurt et à Jena.

Promotion de la culture québécoise. Promotion en continu des industries et entreprises culturelles québécoises dans les secteurs prioritaires : cinéma, danse, arts visuels, théâtre, littérature et musique. De plus, le Québec a été à l'honneur du 16e Symposium international sur les arts électroniques, du Festival international de courts-métrages de Dresde et du Festival international du film pour enfants et jeune public de Chemnitz. Établissement d'une résidence pour écrivains dans le cadre de la coopération Bavière-Québec.

40 ans de présence du Québec en Allemagne. Sous le signe *Québec-Allemagne : partenaires technologiques et créatifs*, organisation, en janvier 2011, d'un concert du Nouvel An en hommage à Franz Liszt (en présence de 80 dignitaires) et promotion de cet anniversaire sur plusieurs tribunes.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	19
Nombre d'activités de visibilité réalisées	24
Nombre d'entreprises appuyées	- [21]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	212 [22]

[21] Le résultat relatif aux entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Berlin est inclus dans celui de la Délégation générale du Québec à Munich.

[22] Ce résultat inclut les artistes, organismes culturels ou entreprises culturelles appuyés par la Délégation générale du Québec à Munich.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À TOKYO

Principaux dossiers en 2010-2011

Soutien à la mission au Japon du ministre des Finances du Québec pour rencontrer les investisseurs institutionnels et les informer de l'état des finances publiques et de l'économie du Québec. (Juin 2010)

Organisation de rencontres bilatérales à l'intention de la sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en marge de sa participation à la Conférence onusienne sur la biodiversité (Nagoya et Tokyo, octobre 2010).

Appui à la mission de la CREPUQ à l'occasion de la foire Édu-Canada (Tokyo, novembre 2010) et coordination d'une étude de marché sur le secteur de l'éducation au Japon.

Soutien au développement de partenariats institutionnels interuniversitaires : signature de trois nouvelles ententes relatives aux nanotechnologies associant respectivement l'Université Concordia, l'Université de Montréal, le Groupe CTT et l'Université Shinshu de Nagano (Montréal, juin 2010); signature d'une entente de collaboration entre l'Université Laval et l'Université de la préfecture de Kyoto dans les secteurs de l'environnement, de la forêt et des études nordiques (Kyoto, mai 2010).

Appui à la signature d'une entente de coopération entre le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec et la Japan Aerospace Parts Association qui jette les bases de projets communs entre ces deux organismes œuvrant dans l'industrie aéronautique au Québec et au Japon. (Tokyo, novembre 2010)

Contribution au lancement officiel du Conseil de promotion de la Francophonie au Japon, marqué par la présence de représentants de 23 pays et membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. (Tokyo, mai 2010)

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	23
Nombre d'activités de visibilité réalisées	21
Nombre d'entreprises appuyées	166
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	106

BUREAU DU QUÉBEC À BEIJING

Principaux dossiers en 2010-2011

Appui à l'organisation de la rencontre du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation avec le président de China Investment Corporation (CIC) (27 janvier 2011) lors du Forum économique mondial de Davos et avec le président de la State Grid Corporation of China (SGCC) lors du Word Energy Congress à Montréal. (14 septembre 2010)

Promotion d'activités dans le cadre du mois de la Francophonie (mars 2011) : projection du film l'*Enfant prodige* ainsi que l'appui à la tournée de l'artiste Alex Nevsky et conférences portant sur la diversité linguistique.

Appui à l'organisation d'une mission de 16 chercheurs dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'environnement (septembre 2010). Appui à l'organisation d'un séminaire de Green ICT avec le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies, National Natural Science Foundation of China (NSFC) et Beijing University of Posts and Telecommunications (BUPT).

Organisation, en collaboration avec le Comité du commerce de la municipalité de Beijing, **d'une foire de produits québécois au Shinkong Place**, qui a accueilli 11 entreprises québécoises (26 juin au 4 juillet 2010), et organisation de la présentation et dégustation de produits agroalimentaires du Québec sous le thème « Naturels, savoureux, sains » à l'ambassade du Canada, en Chine. (26 juin 2010)

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	4
Nombre d'activités de visibilité réalisées	12
Nombre d'entreprises appuyées	129 [23]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	11

BUREAU DU QUÉBEC À MUMBAI

Principaux dossiers en 2010-2011

Soutien à 52 personnes des milieux des affaires, de la finance, de l'éducation supérieure, de la recherche, de la culture et institutionnel lors de la mission multisectorielle dirigée par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, en Inde. (31 janvier au 4 février 2011)

Appui à l'organisation de rencontres entre le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et huit ministres fédéraux indiens, deux ministres étatiques, des représentants administratifs et politiques de l'État du Maharashtra. Appui à la participation du ministre au Delhi Sustainable Development Summit, à titre de conférencier, lors de la rencontre plénière portant sur les meilleures pratiques dans le domaine du développement durable à travers le monde.

Appui à l'organisation du premier festival de films québécois à Mumbai qui a attiré plus de 1 200 personnes en trois jours de représentations.

Organisation, en collaboration avec le MDEIE, du 2e Séminaire économique et d'affaires Québec-Maharashtra et d'une table ronde, réunissant 100 personnes, portant sur l'Accord de partenariat économique global Canada-Inde.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	23
Nombre d'activités de visibilité réalisées	14
Nombre d'entreprises appuyées	85
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	27

[23] Ce résultat inclut les entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Shanghai.

BUREAU DU QUÉBEC À SHANGHAI

Principaux dossiers en 2010-2011

Présence à l'Exposition universelle de Shanghai 2010, en Chine (mai à octobre 2010) : collaboration avec la Ville de Montréal et participation aux activités qui ont accueilli près de 750 000 visiteurs chinois et étrangers, plus de 150 représentants des médias et plusieurs délégations officielles nationales et internationales.

Appui aux entreprises et institutions québécoises dans le développement de leur réseau et collaborations avec des partenaires chinois.

Promotion de la Francophonie : activités multiples, notamment des conférences, séminaires, spectacles et projection de films, lors de la Journée internationale de la Francophonie à l'Exposition universelle et lors de la Semaine de la Francophonie.

Soutien au développement du réseau de contacts gouvernementaux et institutionnels, tels que les institutions d'enseignement et de recherche.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	20
Nombre d'activités de visibilité réalisées	33
Nombre d'entreprises appuyées	-[24]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	19

Les bureaux du Québec à l'étranger établis à Vienne, à Damas et à Hong Kong ont exclusivement un mandat de promotion de l'immigration. Leurs résultats ne sont pas présentés dans cette section.

[24] Le résultat relatif aux entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Shanghai est inclus dans celui du Bureau du Québec à Beijing.

Représentation – Antennes du Québec

Les Antennes du Québec à l'étranger sont mises sur pied pour soutenir localement l'action et les programmes du gouvernement du Québec à l'égard du pays où elles sont situées et offrent des services dans un ou des champs d'activité déterminés. Situées à Milan, Santiago, Séoul et Taipei, elles sont dirigées par un citoyen du pays d'accueil et emploient du personnel recruté sur place.

Types d'activités ou de services	Milan	Santiago	Séoul	Taipei
Année d'inauguration	1965	1998	1991	1991
Effectifs réguliers	1	1	2	0 [25]
Nombre d'entreprises appuyées en 2010-2011	76 [26]	7	24	54

Représentation – Affaires multilatérales

Le Québec exerce ses compétences en participant aux travaux de certains forums internationaux. Il est représenté auprès de la Francophonie et de l'UNESCO.

FRANCOPHONIE

Principaux dossiers en 2010-2011

Préparation de la participation du Québec au 13e Sommet de la Francophonie à Montreux. Ce sommet a donné lieu à la reconnaissance, par 70 chefs d'État et de gouvernement, du rôle des entités fédérées dans la mise en œuvre des engagements internationaux dans les domaines de leurs compétences ainsi qu'au dépôt d'une résolution conjointe Québec-Haïti, adoptée à l'unanimité, reconnaissant Haïti comme pays prioritaire pour la Francophonie.

Présidence par le Québec du groupe de travail sur les règles d'appartenance, constitué en mars 2011, et chargé de faire des recommandations au prochain Sommet de la Francophonie, à Kinshasa, en 2012.

Présidence québécoise de la Commission de coopération et de programmation du Conseil permanent de la Francophonie à un moment charnière du développement de la programmation quadriennale 2010-2013.

Forum mondial de la langue française : représentations pour l'obtention de la tenue à Québec du Forum mondial de la langue française au printemps 2012.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	18
Nombre d'activités de visibilité réalisées	6

[25] Les deux effectifs présents ne font pas partie de l'effectif régulier.

[26] Il est à noter que ce résultat est également inscrit avec ceux de la Délégation du Québec à Rome.

UNESCO

Principaux dossiers en 2010-2011

Application de l'Accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO. Participation et prise de parole du représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO lors de conférences et de sessions de travail, notamment lors de la 43e Commission océanographique intergouvernementale (juin 2010) ainsi que dans le cadre du groupe de consultation sur l'éthique et sur les changements climatiques. (Juillet 2010)

Ratification et mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Participation et prise de parole du représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO lors du Comité intergouvernemental. (Décembre 2010)

Renforcement des liens institutionnels et de coopération avec l'UNESCO. Entretiens et rencontres de travail avec les neuf adjoints à la directrice générale de l'UNESCO afin d'échanger sur les priorités de l'UNESCO et de l'apport du Québec à l'UNESCO dans le cadre de l'Accord.

Activités de diplomatie publique et de promotion de l'expertise québécoise. Divers colloques et rencontres de haut niveau avec des représentants de l'UNESCO et des interlocuteurs issus de la société civile ont été organisés afin d'échanger et de promouvoir l'expertise québécoise dans des domaines aussi divers que l'égalité des genres, la muséologie, les industries culturelles, la culture et le développement durable ou, encore, les politiques des sciences et de l'innovation.

Indicateurs d'activités

Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	17
Nombre d'activités de visibilité réalisées	6
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	5

ANNEXE 2

Répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger

	Personnel régulier du réseau par secteur d'activité (données au 31 mars 2011)					Dépenses totales (k$)
	Politique, institutionnel et gestion	Économique	Culturel	Immigration	Total	2010-2011
Amériques						
Mexico	11	5	0	4	20	2 209,1
New York	17	6	3	1	27	6 357,5
Atlanta	4	3	0	0	7	1 036,9
Boston	6	4	0	0	10	1 551,7
Chicago	5	4	0	0	9	1 385,7
Los Angeles	4	3	0	0	7	1 110,3
Washington	2	1	0	0	3	Incluses avec New York
São Paulo	3	1	0	3	7	1 624,2
Santiago	1	0	0	0	1	108,4
Europe						
Bruxelles	13	3	2	1	19	3 650,5
Londres	10	5	4	0	19	2 903,0
Munich	7	3	0	0	10	2 486,5
Paris	26	6	7	14	53	10 749,4
Rome	2	0	1	0	3	1 068,8
Barcelone	4	1	0	0	5	874,1
Berlin	3	0	1	0	4	Incluses avec Munich
Milan	0	1	0	0	1	Incluses avec Rome
Vienne	0	0	0	5	5	1 424,2
Asie						
Tokyo	6	4	2	0	12	3 430,3
Beijing	1	0	0	0	1	804,1
Mumbai	1	0	0	0	1	731,7
Shanghai	1	0	0	0	1	784,0
Hong Kong	0	0	0	9	9	5 255,2
Séoul	0	2	0	0	2	338,0
Taipei[27]	0	0	0	0	0	298,8
Afrique et Moyen-Orient						
Damas	0	0	0	5	5	840,7
Dakar	1	0	0	0	1	82,8
Affaires multilatérales						
Francophonie	5	0	0	0	5	Incluses avec Paris
UNESCO	2	0	0	0	2	610,1
Autres dépenses						
Autres frais d'amortissement	-	-	-	-	-	2 793,3
TOTAL	**135**	**52**	**20**	**42**	**249**	**54 509,3**

[27] Les deux effectifs présents ne font pas partie de l'effectif régulier.

ANNEXE 3

Engagements internationaux conclus en 2010-2011

Le Québec était partie à 394 ententes internationales en vigueur au 31 mars 2011 avec des gouvernements étrangers ou des organisations internationales. À cette date, il s'était également déclaré lié à 39 conventions multilatérales et accords internationaux et avait conclu 159 actes concertés non conventionnels. Le site Web du Ministère présente la définition ainsi que les détails relatifs à ces types d'ententes. Ces instruments internationaux peuvent être consultés dans leur intégralité à l'adresse suivante :

www.mri.gouv.qc.ca/fr/informer/ententes/engagements.asp

ENTENTES INTERNATIONALES SIGNÉES

Objets	Titres
Services de francisation avec des organismes français	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français du Royaume-Uni, signée à Paris (15 juin 2010) et à Londres (16 juin 2010).
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de Barcelone, signée à Barcelone (18 juin 2010).
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français de Doha, signée à Damas (21 juin 2010) et à Doha (21 juin 2010).
Coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur	Entente dans le domaine de l'enseignement supérieur entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, signée au Luxembourg (3 janvier 2011) et à Québec (25 janvier et 4 février 2011).
	Entente dans le domaine de l'enseignement supérieur entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Cameroun, signée à Ottawa (20 janvier 2011) et à Québec (1er février et 15 mars 2011).
	Entente dans le domaine de l'enseignement supérieur entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Burundi, signée à Ottawa (17 janvier 2011) et à Québec (1er février et 15 mars 2011).
Coopération dans le domaine des systèmes de partage et d'échange d'information de santé avec la France	Entente complémentaire de coopération entre le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé de la République française dans le domaine des systèmes de partage et d'échange de l'information de santé, signée à Québec (13 décembre 2010) et à Paris (17 janvier 2011).
Coopération avec la région de Leningrad	Accord de coopération entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la région de Leningrad, Fédération de Russie, signé à Québec (16 mars 2011).
Mobilité professionnelle et intégration des migrants avec la France	Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relative à la mobilité professionnelle et à l'intégration des migrants, signée à Paris (26 novembre 2010).
Mobilité des jeunes avec La Réunion	Protocole de coopération en matière de mobilité des jeunes Réunionnais entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Conseil régional de La Réunion, signé à Québec (19 janvier 2011).
Coopération en matière de sécurité sociale avec la République fédérale d'Allemagne	Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, Protocole final à l'entente et Arrangement d'application de l'entente, signés à Québec (20 avril 2010).
Détachement d'un expert québécois auprès d'une organisation internationale	Entente entre le gouvernement du Québec et le Secrétariat général de l'Organisation des États américains pour la mise à disposition d'un membre du personnel associé, signée à Québec (29 juillet 2010) et à Washington D.C. (13 août 2010).

ENTENTES ENTÉRINÉES OU RATIFIÉES

Au cours de l'année 2010-2011, 17 engagements internationaux ont également été entérinés ou ratifiés par le gouvernement du Québec. De ce nombre, deux engagements internationaux importants, signés au cours des années antérieures, ont été ratifiés par le gouvernement. De plus, 15 engagements internationaux ont été entérinés, dont deux conclus au cours de l'année 2008-2009, 12 au cours de l'année 2009-2010 et une au cours de l'année 2010-2011.

Le gouvernement du Québec a donné son assentiment, en 2010-2011, à ce que le Canada exprime son consentement à être lié par deux conventions internationales liées à la compétence constitutionnelle du Québec. Ces deux instruments sont la Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 de l'Organisation internationale du travail et la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (Convention de Lisbonne).

ANNEXE 4

Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international

L'appui aux projets de coopération internationale constitue le principal moyen d'action du MRI en matière de solidarité et de développement international, comme présenté à la section 2.6. Toutefois, le Ministère accorde également 865 000 $ à d'autres volets visant la sensibilisation du public ou l'échange d'expertises et la concertation.

Autres volets d'action en matière de solidarité internationale	Contribution du MRI
Sensibilisation du public	
> Appui à la mission globale de 12 organismes de coopération internationale québécois en vertu du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale.	250 000 $[1]
> Appui à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) pour le financement de 14 projets d'éducation et de sensibilisation du public grâce au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale.	150 000 $
> Appui à l'AQOCI pour la 14e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), du 3 au 13 novembre 2010, sur le thème « Repensons le développement ».	200 000 $
Échange d'expertises et concertation des organismes de coopération internationale	
> Consultation régulière des organismes de coopération internationale à l'occasion des activités menées et des programmes gérés par le MRI.	265 000 $
> Appui à la mission de concertation de l'AQOCI et collaboration à la coordination du programme Québec sans frontières.	

[1] Crédits du Secrétariat à l'action communautaire autonome et des initiatives sociales (SACAIS) du MESS. Le programme PAME-OCI est géré au MRI.

ANNEXE 5

Principales visites officielles au Québec en 2010-2011

Les visites officielles au Québec comprennent principalement celles des chefs d'État, des membres des gouvernements étrangers, des membres du corps diplomatique en poste à Ottawa, des dirigeants d'organisations internationales gouvernementales ainsi que des membres du corps consulaire lors de visites de prise de poste. Plusieurs représentants étrangers peuvent participer à une même visite officielle.

AMÉRIQUE DU NORD

- Représentants de la California Foundation on the Environment and the Economy (CFEE) (1er avril 2010)
- Président des États-Unis du Mexique, M. Felipe Calderón (28 mai 2010)
- Gouverneur de l'État de Querétaro (États-Unis du Mexique), M. José Calzada (7 juin 2010)
- Consul général des États-Unis d'Amérique à Québec, M. David Fetter (8 au 16 juin 2010)
- Ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Son Excellence M. David Jacobson (17 juin 2010 et 24 mars 2011)
- Ministre du Tourisme du Mexique, Mme Gloria Guevara (8 juillet 2010)
- Gouverneur de l'État du Vermont, M. James H. Douglas (19 août 2010)
- Représentant du Massachusetts au Congrès américain, M. William D. Delahunt (25 et 26 août 2010)
- Consul général p. i. des États-Unis d'Amérique à Québec, M. Stephen R. Kelly (9 septembre 2010)
- Représentants des États membres de la Western Climate Initiative (14 et 15 septembre 2010)
- Consul général des États-Unis d'Amérique à Québec, M. Peter A. O'Donohue (18 novembre 2010)
- Gouverneur de l'État du Vermont, M. Peter Shumlin (14 au 16 février 2011 et 25 mars 2011)
- Directeur général du Festival Cultural de Mayo (Mexique), M. Sergio Matos (7 mars 2011)

EUROPE

- Rencontre avec le capitaine du porte-hélicoptères Jeanne d'Arc, M. Patrick Augier, et le capitaine de la frégate Courbet, M. Hervé Hamelin (14 avril 2010)
- Député du Doubs (Parti socialiste) et ancien ministre de la République française, M. Pierre Moscovici (13 au 15 avril 2010)
- Chef négociateur pour l'Union européenne de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA), M. Mauro Petriccione (16 avril 2010)
- Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Son Excellence M. Johann Georg M. Witschel (20 avril 2010)
- Groupe d'étudiants russes en stage à l'Université Laval (21 avril 2010)
- Rencontre avec le commandant de la frégate Chevalier-Paul, capitaine de vaisseau M. Hervé Boy (27 avril 2010)
- Délégation de la Hanns-Seidel-Stiftung, organisée par la Fondation Hanns-Seidel (26 avril 2010)
- Premier vice-premier ministre russe, M. Viktor Zubkov (28 avril 2010)
- Président de Business Europe, M. Jürgen R. Thumann (28 avril 2010)
- Ambassadeur de la République italienne, Son Excellence M. Andrea Meloni (6 mai 2010)
- Consule générale de France à Québec, Mme Hélène Le Gal (25 mai et 9 novembre 2010)
- Consul général du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M. Patrick Holdich (26 mai 2010)
- Directeur de la Représentation de l'État de Bavière, M. Daniel Curio (26 mai et 14 juin 2010)
- Ambassadeur de la République tchèque, M. Karel Zebrakovsky (1er et 2 juin 2010)
- Secrétaire général du Conseil d'État du gouvernement français, M. Yves Doutriaux, à l'occasion de la 2e Rencontre d'information sur la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (3 juin 2010)
- Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire de la République française, M. Éric Besson (6 et 7 juin 2010)
- Consul général de la République fédérale d'Allemagne, M. Klaus Geyer (14 juin et 13 juillet 2010)
- Ambassadeur du Royaume d'Espagne, M. Eudaldo Mirapeix (23 juin 2010)

- Vice-président de la Catalogne, M. Josep-Lluís Carod-Rovira (5 au 7 juillet 2010)
- Ambassadrice de Bosnie-Herzégovine, M^me^ Biljana Gutic-Bjelica (22 juillet 2010)
- Ministre d'État et chef de la Chancellerie de l'État de Bavière, M. Siegfried Schneider (28 août au 1^er^ septembre 2010)
- Ministre d'État de la République fédérale d'Allemagne, M^me^ Maria Böhmer (6 au 8 septembre 2010)
- Président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek (11 et 12 septembre 2010)
- Délégation du Groupe d'amitié France-Québec dirigée par son président et député de l'Essonne, M. Pierre Lasbordes (28 septembre au 2 octobre 2010)
- Secrétaire d'État à la Mobilité du Royaume de Belgique, M. Étienne Schouppe (28 septembre au 2 octobre 2010)
- Délégation de la Commission parlementaire des finances publiques de Bavière (3 au 6 octobre 2010)
- Conférence internationale sur les changements climatiques et signature de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle entre l'Ordre des urbanistes du Québec et l'Office professionnel de qualification des urbanistes de France (4 octobre 2010)
- Gouverneur de la région de la Basse-Silésie en Pologne, M. Rafa Jurkowlaniec (5 octobre 2010)
- Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, M. Wilhelmus Julius Petrus Geerts (6 au 8 octobre 2010, 15 et 16 mars 2011)
- Ancien premier ministre, sénateur de la Vienne et représentant personnel du président de la République pour la Francophonie de la République française, M. Jean-Pierre Raffarin (11 au 17 octobre 2010 et 19 au 22 janvier 2011)
- Ministre de la Justice et de la Protection des Consommateurs de l'État de Bavière, M^me^ Beate Merk (12 au 14 octobre 2010)
- Consul général du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M. Patrick Holdich (14 octobre 2010 et 10 février 2011)
- Ministre d'État de la Science, de la Recherche et de la Culture de l'État de Bavière, M. Wolfgang Heubisch, et ministre déléguée de l'Économie, des Infrastructures, des Transports et de la Technologie de l'État de Bavière, M^me^ Katja Hessel (9 au 13 novembre 2010)
- Président du Parlement de la Communauté française de Belgique, M. Jean-Charles Luperto (11 novembre 2010)
- Ex-premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair (12 novembre 2010)
- Consul général de la République italienne, M. Giulio Picheca (17 et 18 novembre 2010)
- Haut-commissaire du Royaume-Uni, M. Anthony Cary (18 novembre 2010)
- Vice-présidente du Conseil régional de l'Île de la Réunion, M^me^ Yolaine Costes (19 janvier 2011)
- Gouverneur de l'État du Vermont, M. Peter Shumlin (14 au 16 février 2011)
- Ambassadeur du Royaume de Belgique, M. Bruno Andreas Maria Van Der Pluijm (15 au 18 février 2011)
- Secrétaire d'État à la Fonction publique de la République française, M. Georges Tron (15 février 2011)
- Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative de la République française, M. Luc Chatel (10 au 12 mars 2011)
- Gouverneur de la région de Leningrad, M. Valery P. Serdyukov (14 au 16 mars 2011)
- Secrétaire d'État de la Région de Bruxelles-Capitale responsable du Logement et du Siamu et ministre-président du gouvernement francophone bruxellois responsable de l'Enseignement, du Tourisme et du Budget de la Communauté française de Belgique, M. Christos Doulkeridis (26 au 30 mars 2011)
- Haut-commissaire du Royaume-Uni, M. Andrew Pocock (31 mars 2011)

ASIE-PACIFIQUE

- Consul général du Japon, M. Hiroaki Isobe (18 et 19 mai 2010, 1^er^ et 2 novembre 2010)
- Ministre des Mines de l'Inde, M. Shri B. K. Handique (11 au 13 juillet 2010)
- Haut-commissaire de Malaisie, M. Selwyn Vijayarajan Das (1^er^ septembre 2010)
- Ministre de la Transformation alimentaire de l'Inde, M. Subodh Kant Sahai (2 septembre 2010)
- Ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Son Excellence M. Sy Vuong Ha Le (27 au 29 octobre 2010)
- Consul général de la Corée à Montréal, M. Chong Hoon Kim (3 novembre 2010)
- Haut-commissaire d'Australie, M. Justin Hugh Brown (15 décembre 2010)
- Ambassadeur de la République populaire de Chine, Son Excellence M. Zhang Junsai (16 et 17 février 2011)
- Délégation chinoise pour l'installation du Consulat général de Chine à Montréal (21 février 2011)
- Ambassadeur du Japon, M. Kaoru Ishikawa (15 mars 2011)
- Consule générale de la République de l'Inde, M^me^ Preeti Saran (29 mars 2011)

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

- Consule générale de la République d'El Salvador, M^me^ Veronica Patricia Pichinte-Chacon (12 avril 2010)
- Ambassadeur de la République du Chili, M. Roberto Ibarra (14 au 17 septembre 2010)
- Consul général de la République fédérative du Brésil, M. Oswaldo Eurico Balthazar Portella (17 février 2011)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

- Haut-commissaire de la République sud-africaine, M. Abraham Sokhaya Nkomo (27 mai 2010)
- Ministre des Affaires sociales de la République libanaise, M. Sélim El Sayegh (21 juin 2010)
- Ambassadeur des Émirats arabes unis au Canada, M. Mohamed Abdulla Al Ghafli (13 juillet 2010)
- Ambassadeur de la République du Sénégal, M. Amadou Tidiane Wone (21 septembre 2010)
- Ambassadeur de la République tunisienne, Son Excellence M. Mouldi Sakri (21 septembre 2010)
- Ministre d'État et ministre de la Fonction publique et de l'Emploi de la République du Sénégal, M. Diakaria Diaw (25 au 29 octobre 2010)
- Ministre du Développement social, de la Solidarité et des Personnes âgées de la République du Mali, M. Sékou Diakité (12 novembre 2010)
- Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, Son Excellence M. Smail Benamara (30 novembre 2010)
- Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, M. Roch Marc Christian Kaboré (31 janvier au 3 février 2011)
- Haute-commisaire de la République du Rwanda, M^me^ Edda Mukabagwiza (17 mars 2011)

AUTRES

- Représentants de la Marine canadienne à l'occasion de son 100^e^ anniversaire (5 mai 2010)
- Dignitaires à l'occasion de la 50^e^ Assemblée générale de la Commission canadienne de l'UNESCO (5 au 8 mai 2010)
- Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime (24 au 27 mai 2010, 1^er^ au 3 décembre 2010)
- Consuls généraux à l'occasion des XXV^es^ Journées annuelles d'information des chefs de poste de carrière (26 et 27 mai 2010)
- Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie à Québec, M. Bernard Cerquiglini (27 mai 2010)
- Rencontre avec de hauts gradés des marines américaine, allemande, danoise et canadienne à l'occasion du Rendez-vous naval de Québec (4 juin 2010)
- Dignitaires à l'occasion de la 16^e^ édition du Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) « Le nouveau marché global : innover pour réussir » (7 au 10 juin 2010)
- Membres du comité de sélection de la ville hôte du Forum universel des cultures (8 juillet 2010)
- Dignitaires à l'occasion du 21^e^ Congrès mondial de l'énergie - Conseil mondial de l'énergie (CME) (12 au 16 septembre 2010)
- Ex-présidente de la République du Chili et secrétaire générale adjointe et directrice exécutive de l'ONU-Femmes, M^me^ Michelle Bachelet (6 octobre 2010)
- Dignitaires à l'occasion du Sommet sur la mobilité de la main-d'œuvre du Forum mondial de l'Économie (WEF) (18 octobre 2010)
- Gouverneur général du Canada, Son Excellence le très honorable David Johnston (27 octobre 2010)
- Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), M. Raymond Benjamin (3 novembre 2010)
- Secrétaire adjoint de l'Organisation des États américains, M. Albert R. Ramdin (4 novembre 2010)
- Ancienne sénatrice et députée colombienne, M^me^ Ingrid Betancourt (2 au 5 décembre 2010)
- Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Abdou Diouf (31 janvier au 4 février 2011)
- Dignitaires à l'occasion de la Conférence interparlementaire sur la diversité des expressions culturelles (2 au 4 février 2011)
- Groupe des chefs de missions diplomatiques francophones accrédités à Ottawa (24 et 25 février 2010)

ANNEXE 6

Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2010-2011

AMÉRIQUE DU NORD

Albany, ministre des Transports, M. Sam Hamad, mars 2011	Participer à l'activité de réseautage « événement Québec-New York », organisée par la Délégation générale du Québec à New York, visant à créer des liens avec la nouvelle administration de l'État de New York.
Austin, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M[me] Christine St-Pierre, mars 2011	Participer à la South by Southwest Conferences & Festivals.
Biloxi, premier ministre, M. Jean Charest, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, avril 2010	Participer à la Conférence annuelle de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes (SEUS/CP).
Boston, premier ministre, M. Jean Charest, novembre 2010	Participer au Maple Leaf Foundation Ball.
Boston, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Pierre Corbeil, mars 2011	Prendre part à l'International Boston Seafood show et au New England Food Show.
Cancún, premier ministre, M. Jean Charest, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, décembre 2010	Coprésider le Sommet des leaders en marge de la 16[e] Conférence des Parties à la Convention-cadres des Nations Unies sur les changements climatiques.
Chicago, premier ministre, M. Jean Charest et ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, mai 2010	Participer au congrès annuel de la Biotechnology Industry Association.
Des Moines, Boston, Washington et New York, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2010	**Des Moines :** Représenter le premier ministre à la Conférence NASCO au Sommet des leaders. **Boston, Washington et New York :** Prendre part à des rencontres d'affaires et présenter la Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis.
Lenox, premier ministre, M. Jean Charest, juillet 2010	Participer à la 34[e] Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.
New York, premier ministre, M. Jean Charest, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, septembre 2010	Participer à la Climate Week NYC.
New York, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Mme Kathleen Weil, septembre 2010	Représenter le Québec au gala d'ouverture et à la première de l'*Or du Rhin* de Wagner.
New York, ministre des Transports, M. Sam Hamad, novembre 2010	Participer à la conférence de l'US High Speed Rail Association.
Philadelphie et New York, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M[me] Christine St-Pierre, janvier 2011	**Philadelphie :** Participer à des activités culturelles et assister au concert du Philadelphia Orchestra dirigé par Yannick Nézet Séguin. **New York :** Participer au congrès annuel de l'Association of performing arts presenters (APAP).
Sacramento, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M[me] Nathalie Normandeau, juillet 2010	Participer à la rencontre du National Association of Regulatory Utility Commissionners.
Washington et New York, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M[me] Yolande James, avril 2010	Participer à une mission ministérielle en matière de mobilité de la main-d'œuvre, de sécurité internationale et d'immigration.
Washington, ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Yves Bolduc, février 2011	Participer à la Conférence internationale sur la santé.

EUROPE

Barcelone, ministre des Transports, M. Sam Hamad, septembre 2010	Participer à la présentation de la candidature de la Ville de Québec pour tenir l'édition 2016 du Forum universel des cultures.
Davos, premier ministre, M. Jean Charest, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, janvier 2011	Participer au Forum économique mondial.
Lyon, Bruxelles, Namur, Charleroi, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Laurent Lessard, janvier 2011	**Lyon :** Participer aux Assises franco-québécoises pour la coopération décentralisée. **Bruxelles, Namur, Charleroi :** Participer à des rencontres afférentes au domaine de l'occupation du territoire.
Londres, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, juillet 2010	Participer au Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Farnborough.
Montreux, premier ministre, M. Jean Charest, octobre 2010	Représenter le Québec au XIII[e] Sommet de la Francophonie.
Munich, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, novembre 2010	Participer à la rencontre de grappes industrielles Québec-Bavière.
Paris, premier ministre, M. Jean Charest, juin 2010	Participer à des rencontres politiques.
Paris, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2010	Participer à la signature de trois nouveaux ARM de qualifications professionnelles et rencontrer des personnalités politiques.
Paris, premier ministre, M. Jean Charest, ministre des Relations internationales et ministres responsable de la Francophonie, M[me] Monique Gagnon-Tremblay, et ministre des Transports, M. Sam Hamad, novembre 2010	Participer à la 16[e] rencontre alternée des premiers ministres.
Paris et Londres, ministre des Transports, M. Sam Hamad, mars 2011	Étudier les modèles décisionnels et financiers en matière de transport en commun et échanger sur l'expertise acquise en ce qui a trait à l'implication technologique et financière de l'implantation de trains à grande vitesse en lien avec le plan de mobilité durable du Ministère.
Rome, Milan, Montreux, Jura, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M[me] Monique Gagnon-Tremblay, octobre 2010	**Rome :** Représenter le gouvernement du Québec à l'occasion de la canonisation du frère André. **Milan :** Rencontrer les autorités de la Lombardie pour échanger sur le plan économique et culturel. **Montreux :** Participer à la Conférence des ministres de la Francophonie et au XIII[e] Sommet de la Francophonie. **Jura :** Rencontrer des personnalités politiques.
Stockholm et Oslo, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, avril 2010	Explorer les politiques et pratiques mises en place par les gouvernements de la Suède et de la Norvège dans le cadre du développement de leurs régions nordiques, faire connaître les occasions d'investissements dans le cadre du Plan Nord, promouvoir le partenariat économique Canada-Union européenne et faire la promotion du Congrès mondial de l'énergie qui s'est tenu à Montréal en septembre 2010.
Strasbourg, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M[me] Monique Gagnon-Tremblay, novembre 2010	Commémorer les 10 premières années de coopération avec la région Alsace.

ASIE-PACIFIQUE

Delhi, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, janvier et février 2011	Participer au Delhi Sustainable Development Summit 2011.
Séoul et Shanghai, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, mai 2010	**Séoul :** Mener une mission exploratoire à forte teneur économique. **Shanghai :** Représenter le gouvernement du Québec à la Journée de Montréal lors de l'ouverture officielle du pavillon montréalais à l'Exposition universelle de Shanghai et souligner le 25e anniversaire du jumelage Montréal-Shanghai.

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

Port-au-Prince, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, avril 2010	Diriger une délégation restreinte de partenaires institutionnels et de gens d'affaires en Haïti.

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Cape Town et Johannesburg, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, septembre 2010	Représenter le gouvernement du Québec à la Conférence des Régions partenaires et diriger une délégation québécoise d'affaires.

AUTRE

Saint-Pétersbourg, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, juin 2010	Participer au Forum économique de Saint-Pétersbourg.

ANNEXE 7

Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi

Les données présentées dans cette annexe peuvent différer de celles de la section 5.1 puisqu'elles contiennent seulement les employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Conformément à l'article 53.1 de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable et par rapport aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

1. DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE 2010-2011

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants[1]	Stagiaires	Total
Nombre total de personnes embauchées	19	46	45	7	**117**

[1] Le nombre d'étudiants correspond au nombre d'embauches durant l'année (ex. : un étudiant peut compléter jusqu'à trois mandats, donc compter pour trois personnes embauchées).

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2011

	Données 2010-2011
Effectif total (personnes)	331

2. MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE DES MEMBRES DES GROUPES CIBLÉS EN 2010-2011

Rappel de l'objectif d'embauche : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires issus des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Nombre d'embauches de membres des groupes ciblés 2010-2011

Statuts d'emploi	Embauche totale 2010-2011	Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	Taux d'embauche par statut d'emploi (%)
Réguliers	19	2	0	0	2	4	21
Occasionnels	46	1	0	0	0	1	2
Étudiants	45	9	6	0	0	15	33
Stagiaires	7	1	0	0	0	1	14

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées.

	Réguliers (%)	Occasionnels (%)	Étudiants (%)	Stagiaires (%)
2008-2009	25	6	15	13
2009-2010	40	15	22	13
2010-2011	21	2	33	14

Rappel des objectifs : pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 % de l'effectif régulier. Pour ce qui est des personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

Groupes cibles	2011		2010		2009	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	23	7,0	26	7,3	25	6,9
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	5	1,5	6	1,7	6	1,6
Personnes handicapées	4	1,2	4	1,1	5	1,4

Communautés culturelles	1	2,0	14	7,9	2	3,7	6	12,5	0	0,0	0	0,0	23	7,0
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	3	6,0	2	1,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	1,5
Personnes handicapées	0	0,0	1	0,6	1	1,9	2	4,2	0	0,0	0	0,0	4	1,2

3. FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2010-2011 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	12	36	32	3	83
Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2010-2011 (%)	63	78	70	43	71

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER À LA FIN MARS 2011

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	50	177	54	48	0	2	331
Nombre de femmes ayant le statut d'employée régulière	14	86	40	46	0	0	186
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%)	28	49	74	96	0	0	56

4. MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	Automne 2010 (cohortes 2011)	Automne 2009 (cohortes 2010)	Automne 2008 (cohortes 2009)
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH	Aucun	Aucun	Aucun
	2010-2011	**2009-2010**	**2008-2009**
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH du 1er avril au 31 mars	Aucun	Aucun	Aucun

AUTRES MESURES OU ACTIONS

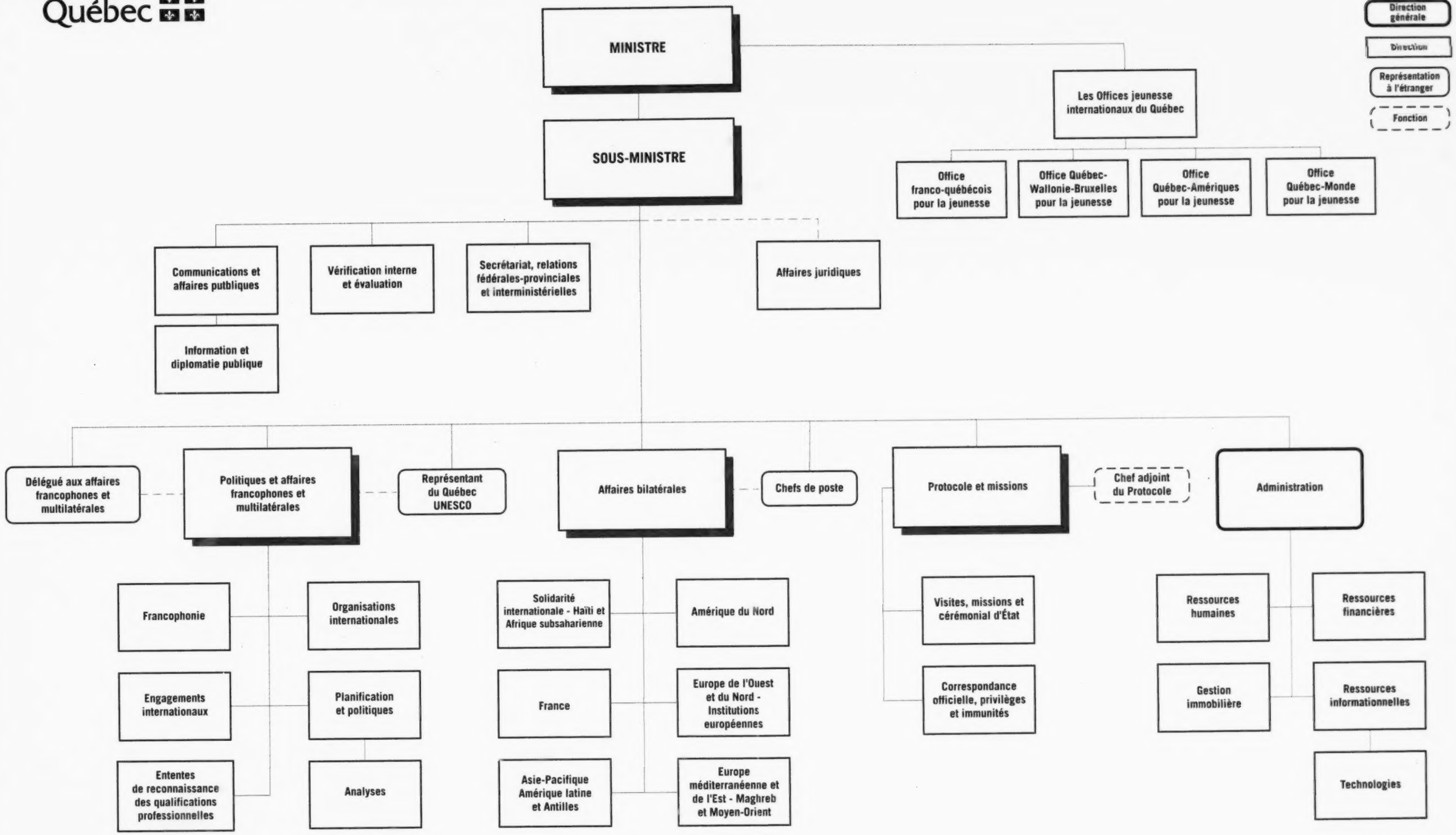
	2010-2011	
Mesure ou action	Groupe cible visé	Nombre de personnes visées
Aucune	-	-

ANNEXE 8

Organigramme du
ministère des Relations internationales
au 31 mars 2011

Ministère des Relations internationales

Québec



31 mars 2011